



**UCLouvain**  
SAINT-LOUIS BRUXELLES

Université   
de Montréal

**Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication**

**Corruption en Bulgarie et en Roumanie : étude comparative**

**Mémoire de synthèse**

**Auteur : Michel Khneifes**

**Promoteurs : Alex Tipei et Denis Duez**

**Lecteur : Frédéric Mérand**

**Année académique 2022 - 2023**

**Master 120 en études européennes**

## **Résumé**

Cette étude comparative examine le rôle des perceptions de corruption sur les efforts anti-corruption en Bulgarie et en Roumanie et le rôle de l'Union européenne dans cet effort depuis leur adhésion de 2007 jusqu'à aujourd'hui. L'étude se concentre sur le rôle des manifestations anti-corruption dans les deux pays et sur la manière dont ces mouvements populaires ont contribué à la création de nouveaux partis politiques.

**Mots-clés :** Corruption, Bulgarie, Roumanie, Union européenne

## **Summary**

This comparative study examines the role of corruption perceptions on anti-corruption efforts in Bulgaria and Romania and the role of the European Union in this effort since their accession in 2007 until today. The study focuses on the role of anti-corruption protests in both countries and how these popular movements contributed to the creation of new political parties.

**Keywords :** Corruption, Bulgarie, Romanie, European Union

## **Déclaration de déontologie**

« Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur.

Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiant.e.s en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave ».

## Remerciements

Chère Mme. Tipei et Cher M. Duez,

Je voudrais vous remercier pour votre accompagnement tout au long de la réalisation de mon mémoire de maîtrise universitaire. Vos conseils, votre expertise et vos disponibilités m'ont été d'une grande aide pour ce travail.

Je suis reconnaissant pour votre patience à chaque étape du processus, en particulier pour vos retours et vos commentaires qui m'ont permis de développer et d'améliorer la qualité de mon travail.

Votre encadrement m'a également permis d'approfondir de nouvelles compétences et de mieux surmonter les enjeux du domaine de la recherche.

Je suis convaincu que vos conseils me seront utiles dans mes projets futurs et je suis reconnaissant pour le temps et l'expertise que vous m'avez accordés.

Encore une fois, merci infiniment pour votre soutien.

Cordialement,

Michel Khneifes

## Abréviations utilisées

ADLE	Alliance des libéraux et démocrates
ANI	Agence nationale d'intégrité
BPGE	Bureau du procureur général européen - Parquet européen
BSP	Parti socialiste bulgare
DA	Alliance justice et vérité
DB	Bulgarie démocratique
DNA	Direction nationale anticorruption
DPS	Mouvement des droits et libertés
GERB	Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie
IBG-NI	Debout.BG ! Nous arrivons !
ID	Identité et démocratie
IPC	Indice de perception de la corruption
ITN	Il y a un tel peuple
OLAF	Office européen de lutte antifraude
ONG	Organisation non gouvernementale
PCB	Parti communiste bulgare
PCR	Parti communiste roumain
PDL	Parti démocrate-libéral

PNL	Parti national libéral
PP	Nous continuons le changement
PSD	Parti social-démocrate
TI	Transparency international
UDMR	Union démocrate hongroise de Roumanie
UE	Union européenne

## Table des matières

<b>1. Introduction</b> .....	9
1.1. Corruption et intégration européenne de la Bulgarie et de la Roumanie .....	9
1.2. Entrée de la Bulgarie et la Roumanie dans l'UE : critères de Copenhague et efforts nationaux .....	13
1.3. Qui dit que la corruption est un problème ? .....	15
1.4. Problématique et question de recherche .....	16
1.5. Méthodologie .....	17
1.6. Mise en contexte .....	18
<b>2. Corruption</b> .....	21
2.1. Définition .....	21
2.2. Conséquences, études et types de corruption .....	22
2.3. Histoire de la corruption .....	24
2.4. Comparaison historique : tombée du communisme .....	25
<b>3. Évolution du problème de corruption</b> .....	27
3.1. Indicateurs de corruption .....	27
3.1.1. Bulgarie .....	27
3.1.2. Roumanie .....	28
3.2. Enquêtes .....	29
3.2.1. Bulgarie .....	29
3.2.2. Roumanie .....	29
3.3. Société civile .....	30
3.3.1. Bulgarie .....	30
3.3.2. Roumanie .....	31
3.4. Manifestations .....	31
3.4.1. Bulgarie .....	31
3.4.2. Roumanie .....	32
3.5. Observations .....	33
<b>4. Cadre institutionnel sur la corruption</b> .....	34
4.1. Loi .....	34
4.1.1. Bulgarie .....	34
Observations .....	35
4.1.2. Roumanie .....	36
Observations .....	37
4.1.3. Comparaison juridique .....	38
4.2. Institutions .....	38
4.2.1. Bulgarie .....	38
Observations .....	39
4.2.2. Roumanie .....	40
Observations .....	41
4.2.3. Comparaison institutionnelle .....	41
<b>5. Discours présidentiels sur la corruption</b> .....	43
5.1. Bulgarie .....	43
5.1.2. Rôle du président et importance des discours .....	45
5.2. Roumanie .....	46
5.2.1 Rôle du président et importance des discours .....	47

5.3. Observations : comparaison deux discours présidents .....	49
<b>6. Bulgarie</b> .....	<b>51</b>
6.1. Pouvoir GERB-Borissov et allégations .....	51
6.2. Problème procuration bulgare .....	51
6.3. Sanctions Magnitsky .....	55
6.3.1. Paradoxe Magnitsky .....	56
6.3.2. Réactions Magnitsky .....	58
6.4. Crise politique et manifestations .....	59
6.5. Efforts et lutte du nouveau gouvernement Petkov .....	61
6.6. Bureau du procureur général européen (BPGE) .....	62
6.6.1. Petkov-Kovesi collaboration .....	63
6.6.2. Activités du BPGE (Rapports annuels et enquêtes) .....	64
6.7. Autres réformes et nouveau discours sur la corruption .....	65
6.8. Observations .....	67
<b>7. Roumanie</b> .....	<b>68</b>
7.1 PSD .....	68
7.1.1 PSD et résultats élections .....	68
7.1.2. Allégations PSD .....	68
7.1.3. Roumanie et le PSD .....	69
7.1.4. Élections 2020 et discours .....	70
7.2. Manifestations 2017 .....	71
7.2.1. Critique UE .....	72
7.3. Manifestations 2012-2015 .....	73
7.4. Direction Nationale Anti-Corruption (DNA) .....	74
7.4.1. Politiciens arrêtés .....	74
7.4.2. Progrès selon les années .....	75
7.4.3. Observations suite aux résultats .....	78
7.5. Observations manifestations .....	80
<b>8. Conclusions</b> .....	<b>82</b>
<b>9. Bibliographie</b> .....	<b>86</b>
<b>10. Annexes et tableaux</b> .....	<b>101</b>



## 1. Introduction

### 1.1. Corruption et intégration européenne de la Bulgarie et de la Roumanie

Lors de son discours sur l'état de l'Union en 2022, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a confirmé que la corruption présente plusieurs facettes dans l'Union Européenne (UE) : « [c'est] le visage d'agents étrangers essayant d'influencer notre politique. Le visage d'entreprises qui abusent de l'argent public. Nous devons éradiquer la corruption chez nous. Cela érode la confiance dans nos institutions. Nous devons riposter avec toute la force de la loi » (European Commission, s.d. d.). Von der Leyen a évoqué la corruption de haut niveau politique (même si le concept englobe des infractions mineures, le privé comme le secteur public). Elle a impliqué que la corruption est un défi auquel l'UE doit faire face. Pourtant, les perceptions de la corruption pèsent plus sur certains pays plus que d'autres. Les politiciens bulgares et roumains insistent à cet égard que l'association de leurs pays avec l'idée de la corruption représentent un obstacle majeur à leur intégration à titre complet au sein de l'UE.

Les débats autour de l'adhésion de ces pays dans l'espace Schengen met en lumière cet enjeu important pour l'UE et ces deux pays. Les politiciens pro-UE en Roumanie et Bulgarie estiment que l'adhésion à l'espace Schengen, zone qui comprend 27 pays de l'UE ayant supprimé les contrôles frontaliers, repose sur la confiance mutuelle et une politique commune de liberté, de sécurité et de justice, est essentielle pour une intégration plus poussée dans l'Union et une acculturation approfondie des principes de l'UE tels que la libre circulation, la solidarité et la confiance mutuelle entre les États membres (European Commission, s. d. b). Victor Ponta, ancien Premier ministre roumain, dit clairement depuis 2012 que la Roumanie mérite d'intégrer l'espace Schengen et que cela constitue un droit pour son pays (Romanian government 2012). En décembre 2022, l'UE a refusé, pourtant, d'admettre la Bulgarie et la Roumanie dans la zone Schengen. L'explication de ce refus ne se réduit pas aux legs communistes de ces pays, puisqu'un mois plus tard, l'EU a accepté l'entrée de la Croatie dans l'espace Schengen.

Ce refus a créé des divisions politiques et sociales internes dans les deux pays, avec un mécontentement politique et une perception de discrimination contre les gouvernements et les populations locales. Cela amène également un désaccord au sein de l'UE. Décrire ces pays comme

corrompus, à Bruxelles, à Sofia ou à Bucarest, a des conséquences réelles sur la politique domestique et européenne.

Depuis 2011, certaines institutions et représentants de l'UE ont officiellement affirmé que la Bulgarie et la Roumanie remplissent les critères nécessaires pour devenir membres à part entière de l'espace Schengen. La Commission européenne et le Parlement européen ont notamment fait part de cette position lors de nombreuses réunions et débats sur l'élargissement de Schengen. La Commission européenne, en faisant le point sur ces deux pays, souligne l'efficacité de leurs contrôles et surveillances frontalières, la coopération avec Europol dans la lutte contre les crimes transfrontaliers et le bon fonctionnement du système d'information Schengen, base de données informatisée facilitant la coopération en gestion frontalière en partageants des informations pour personnes recherchées. Alors que la Roumanie prend les mesures nécessaires pour lutter contre la migration illégale et le trafic d'êtres humains, la Bulgarie effectue les démarches afin de garantir les droits fondamentaux et de protection (European Commission 2022a).

De plus, certains politiciens européens ont soutenu l'entrée de ces pays dans Schengen. Par exemple, Sophie in 't Veld de Renew Europe soutient l'adhésion de ces pays et dénonce l'application de doubles standards (Novinite 2022b). Evelyn Regner, vice-présidente du Parlement européen, soutient quant à elle que « vous (parlant ici de la Bulgarie et de la Roumanie) avez fait vos devoirs pour Schengen. Vous avez rempli tous les critères et il n'y a pas une seule raison objective pour empêcher votre adhésion. La Bulgarie doit faire partie de Schengen. C'est ça ! » (Schengen Visa Info 2023)

En 2022, pourtant, les représentants de l'Autriche et les Pays-Bas ont voté contre l'adhésion de la Bulgarie et la Roumanie, signalant que la perception des problèmes de corruption est à l'origine de cette décision (European Commission, s. d. b). Lors des débats, pendant et depuis cette époque, portant sur l'admission de ces pays à l'espace Schengen, des politiciens européens ont continué à critiquer ces pays en mobilisant les accusations de corruption. Gunnar Beck, membre allemand du Parlement européen du groupe Identité et démocratie, par exemple, a argumenté qu'au lieu d'« élargir Schengen à trois pays corrompus, nous devons le repenser de toute urgence en élargissant les contrôles aux frontières intérieures et en protégeant efficacement les contrôles extérieurs » (Novinite 2022b). Le ministre des Affaires intérieures autrichien Gerhard Karner a quant à lui déclaré qu'« il n'est pas juste qu'un système qui ne fonctionne pas dans de nombreux endroits soit

étendu en ce moment » (Thorpe 2022). Il soutient aussi que « la corruption dans un pays Schengen peut entraîner de graves problèmes dans le fonctionnement du contrôle aux frontières et ainsi mettre en danger la sécurité des Pays-Bas et de l'ensemble de l'espace Schengen » (Simeonova 2022b). Un autre membre du parlement issu des rangs du groupe d'ID, Guido Reil, a tenu des propos encore plus révélateurs : « La Roumanie est l'ouest sauvage de l'Europe. Quand l'argent est déversé dans les pays corrompus, [...] l'argent est simplement utilisé pour la corruption. La Bulgarie et la Roumanie ne devraient être ni dans l'UE ni dans Schengen » (Novinite 2022b). Le Premier ministre des Pays-Bas Mark Rutte, d'ailleurs, soutient que pour 50 euros, quelqu'un pourrait passer la frontière bulgare-turque. Des chercheurs, comme Simeonova, argumentent cependant que ce type de commentaire sert d'une simple couverture afin d'éviter d'aborder d'une manière directe les questions que la migration légale et illégale de l'expansion de Schengen aux deux pays peut entraîner et les pressions sur le État-providence que cela enchaîne (Simeonova 2022b).

Les politiciens en Roumanie et Bulgarie sont également intervenus dans ces débats publics. Le président bulgare Roumen Radev a déclaré que « récemment, trois policiers bulgares ont été tués alors qu'ils protégeaient la frontière extérieure de l'UE. Le Premier ministre néerlandais Mark Rutte a proposé de manière inacceptable que l'on puisse traverser cette frontière pour 50 euros. Au lieu de recevoir la solidarité européenne, la Bulgarie reçoit le cynisme ». Le procureur général bulgare Ivan Geshev a ajouté « à propos de la déclaration de Mark Rutte de franchir illégalement la frontière entre la Turquie et la Bulgarie avec un billet de 50 euros, le bureau du procureur ne dispose d'aucune donnée ou preuve à cet égard, notant que les Pays-Bas devraient fournir des données sur les affaires de pots-de-vin afin qu'elles puissent faire l'objet d'une enquête » (Nikolov 2022c). D'autres réactions proviennent de la part d'Ivan Demerdzhiev, vice Premier ministre chargé de l'ordre public. Il affirme que « chaque jour, les forces de sécurité bulgares protègent la paix de tous les citoyens européens, y compris les Néerlandais, à la frontière extérieure terrestre la plus lourde de l'UE, malgré la pression migratoire accrue quatre fois plus élevée que l'année dernière. Les suggestions selon lesquelles vous pouvez traverser la frontière pour 50 € sont extrêmement offensantes. Nos efforts ne méritent pas d'insultes ! » (NL Times 2022). Du côté de la Roumanie, le président Klaus Iohannis a aussi mis en garde lors des débats que le rejet de l'accèsion des deux pays « pourrait compromettre l'unité et la cohésion européennes, dont nous avons tant besoin, en particulier dans le contexte géopolitique actuel. Nous avons la confirmation claire que la Roumanie

a procédé aux réformes nécessaires pour renforcer l'État de droit et s'est engagée sur la voie irréversible de la lutte contre la corruption » (Liboreiro 2022).

Comme les extraits cités plus hauts le montrent, les pays qui se sont opposés à l'adhésion de la Roumanie et la Bulgarie, l'Autriche et les Pays-Bas, sont eux-mêmes confrontés à des problèmes de corruption et même de criminalité. Aux Pays-Bas, une montée du crime organisé et des meurtres de gangs sont constatés, comme l'assassinat du journaliste d'investigation et de crimes Peter de Vries à Amsterdam en plein jour en 2021. En Autriche, l'état de droit est en recul, et des scandales de blanchiment d'argent russe impliquant certains premiers ministres ont émergé entraînant la démission du chancelier Sebastian Kurz suite à des allégations d'utilisation d'argent public. De plus, les ports de Anvers et Rotterdam sont connus pour la contrebande de drogues, ce qui entraîne une augmentation de la violence dans la région. En 2021, Europol a intercepté près de 70 tonnes de drogue, soit une hausse de 74 % par rapport à 2020. Rotterdam aux Pays-Bas et Anvers en Belgique sont les principaux points d'entrée de la cocaïne en Europe (Euractiv 2022c). Même au sein des institutions européennes, la corruption est présente, comme l'arrestation de Eva Kaili, vice-présidente du Parlement européen, en possession de 600 000 euros en liquide dans plusieurs sacs, en décembre 2022 (Oklobdzija 2022). Donc, la Roumanie et la Bulgarie ne sont pas les seuls pays européens à faire face aux problèmes de corruption.

En outre, on note un recul démocratique et de l'état de droit dans certains pays qui font partie de Schengen, comme la Hongrie. C'est un phénomène qui n'est pas passé inaperçu chez la majorité des membres du Parlement européen (European Parliament 2022). Marcel Ciolacu, chef du Parti social-démocrate (PSD) en Roumanie, a fait référence de ce contraste suivant le vote sur l'admission de son pays dans Schengen. Il remarque que « blâmer la Roumanie et la Bulgarie mais pas la Hongrie, qui continuent les refoulements systématiques, est à la fois irrationnel et hypocrite [...] l'unité et la stabilité européennes ont reçu un coup dur aujourd'hui de la part d'un État qui a choisi, dans des moments difficiles, d'abandonner ses camarades européens et de servir les intérêts de la Russie » (Thorpe 2022). Comme indiquent ces réactions, le refus de la Bulgarie et la Roumanie dans Schengen alimente un euroscepticisme au sein de ces pays et un questionnement par les politiciens locaux sur les préjugés des représentants et fonctionnaires européens (Pisaroglu 2022). Certains partis politiques bulgares et roumains anti-UE utilisent ces faits pour accroître leur pouvoir et susciter la méfiance envers l'UE en mettant en évidence les doubles standards et le

racisme, considérant les Bulgares et les Roumains comme des citoyens de deuxième classe. En Bulgarie, le leader du parti Renaissance, Kostadin Kostadinov, déclare à la suite du rejet de Schengen qu'il « est très étrange que nos partenaires européens insistent tant pour nous faire entrer dans la zone euro mais ne veulent pas nous autoriser à entrer dans Schengen. Ils ont besoin de la Bulgarie comme tampon territorial entre l'Europe et l'Asie d'où puiser de l'argent, des personnes, des ressources, n'importe quoi d'autre que d'avoir un pays fort et stable » (Solakova 2022). Ces clivages sont d'autant plus cruciaux et pressants compte tenu du contexte actuel de la guerre en Ukraine et les considérations géopolitiques.

## 1.2. Entrée de la Bulgarie et la Roumanie dans l'UE : critères de Copenhague et efforts nationaux

Si la Roumanie et la Bulgarie sont des pays si corrompus, comment sont-ils entrés dans l'UE en 2007 ? L'analyse de leur adhésion permettra de comprendre comment ils ont pu rejoindre l'UE malgré les problèmes de corruption à haut niveau qui existaient au niveau national.

Pour entrer dans l'UE, ces deux pays ont été soumis aux critères de Copenhague, établis en 1993 afin de déterminer l'admissibilité d'un pays à rejoindre l'UE. Les exigences stipulent qu'un État doit accepter les valeurs et les objectifs de l'UE qui sont de disposer d'institutions stables défendant la démocratie, l'État de droit, les droits de l'homme, le respect et la protection des minorités, l'existence d'une économie de marché et la capacité de résister aux forces du marché. Les candidats à l'adhésion doivent accepter les objectifs européens concernant l'unité politique, économique et monétaire. Avec la législation, les arrêts et la jurisprudence de la Cour européenne de justice, la Cour européenne des droits de l'homme, le Conseil européen, la Commission européenne et le Parlement européen, l'administration européenne est arrivée à apporter une certaine précision à ces conditions (European Commission, s. d. a). Le processus d'accession, donc, requiert des pays candidats qu'ils alignent leurs règles et réglementations nationales avec celles de l'UE (European Union, s.d.). Dans ces critères, la corruption n'est pas explicitement mentionnée. En fait, l'UE ne propose pas de définition précise de la corruption. Pour autant, elle est liée étroitement aux critères concernant l'état de droit, la démocratie et le respect des droits de l'Homme.

La Bulgarie et la Roumanie sont devenues les deux nouveaux États membres de l'UE lors du cinquième élargissement de 2007. Pour que cela aboutisse, d'immenses efforts des dirigeants nationaux en place ont été nécessaires, qui depuis les années 2000 ont commencé à amorcer des

réformes. Cependant, lors du processus d'adhésion, l'UE a critiqué la corruption dans ces deux pays. Malgré ces problèmes persistants, l'adhésion s'est produite, car les gouvernements nationaux ont pris des mesures concrètes et significatives pour aligner leur législation sur les normes de l'UE. Ils ont également établi des institutions et des réformes visant à lutter contre la corruption, répondant ainsi à chaque critère requis par l'UE (Racovita 2012, 248).

D'abord, la Bulgarie a répondu au critère politique de la stabilité des institutions démocratiques, l'état de droit et les droits de l'Homme en créant en décembre 1997 la Commission de lutte contre la corruption et la confiscation des biens illégalement acquis pour renforcer la stabilité institutionnelle. En Roumanie, la création de la Direction nationale anticorruption (DNA) en 2002 comme agence spécialisée pour enquêter et poursuivre les affaires de corruption a joué un rôle important dans la lutte contre la corruption à haut niveau gouvernemental (Racovita 2012, 249).

Ensuite, pour les critères économiques d'une économie de marché viable et la capacité de faire face aux pressions concurrentielles et internes de l'UE, la Bulgarie a mise en place en 1998 l'adoption de la loi sur les mesures contre le blanchiment d'argent. En Roumanie, la loi contre la prévention de blanchiment d'argent a aussi été mise en place en 2006 visant aussi à garantir la transparence du marché financier. Le but de ces lois était de prévenir le blanchiment d'argent en mettant en place un système financier transparent.

Finalement, concernant la capacité administrative à mettre en place la législation de l'UE, la Bulgarie a renforcé la capacité de la Commission pour la prévention et la constatation des conflits d'intérêts. Cela avait pour but de prévenir les conflits d'intérêts et amener à la transparence. De plus, en 2005, la Bulgarie a aussi mis la direction des fonds nationaux pour gérer et coordonner les fonds de l'UE pour l'absorption. En Roumanie, la création de l'agence nationale pour l'intégrité (ANI) en 2007 chargée de prévenir les conflits d'intérêts et de vérifier les richesses des agences publiques dans le but d'augmenter la capacité administrative (Racovita 2012, 253).

Les gouvernements nationaux ont mis en place ces mesures et réformes pour lutter contre la corruption, renforcer l'état de droit et favoriser la transparence et la responsabilité. Cependant, malgré ces efforts, la corruption dans les hautes sphères politiques persiste encore aujourd'hui. Cela met en évidence l'incapacité de l'UE et des gouvernements nationaux à mettre en œuvre des réformes concrètes pour combattre efficacement ce problème. La Commission européenne a

examiné ces questions et a pris des mesures spécifiques pour lutter contre la corruption au niveau national comme le mécanisme de coopération et de vérification (MCV), afin de s'assurer que les deux pays continuent leurs réformes anti-corruption. L'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie dans l'UE malgré leurs problèmes de corruption soulevés démontre l'approche de l'UE d'encourager et soutenir les États membres dans leur lutte contre la corruption par les mécanismes d'assistances continues plutôt que par une exclusion simple de l'Union. La volonté de l'UE de prendre ces deux pays est ainsi démontrée.

### 1.3. Qui dit que la corruption est un problème ?

Qui a dit que la corruption représentait un problème en Bulgarie et en Roumanie avant leur adhésion en 2007 ? Les perceptions de corruption étaient relevées non seulement par l'UE, mais bien par des acteurs nationaux et internationaux. Une préoccupation pour la question de la corruption a été manifestée par la Commission européenne et le Parlement européen, mais aussi par les organisations de la société civile et les médias internationaux et nationaux.

La Commission européenne, dans son rapport de 2004 sur les progrès de la Bulgarie et de la Roumanie sur la voie de l'adhésion a affirmé son inquiétude en matière du niveau de corruption dans ces deux pays. Ensuite, en 2006, la Commission a mis au clair les défis spécifiques liés à la corruption comme l'indépendance du système judiciaire et l'efficacité des institutions anti-corruption (European Parliament, 2006). Au Parlement européen, lors des débats de 2006 sur l'adhésion des deux pays, plusieurs fonctionnaires ont mentionné leurs préoccupations sur la corruption, comme Graham Watson, ancien dirigeant du groupe Alliance des libéraux et démocrates (ADLE) pour l'Europe qui note le problème de corruption et l'importance d'une lutte contre la corruption plus forte dans les deux pays durant leurs périodes d'adhésion (Damian 2023).

Au niveau de la société civile internationale, des organisations comme Transparency International (TI), une organisation non-gouvernementale (ONG) de lutte contre la corruption, a régulièrement exercé des compte-rendu sur la corruption avant l'adhésion. Les scores de corruption de TI seront abordés dans la prochaine section. La Société académique roumaine, une organisation civile en Roumanie, a aussi publié des rapports sur la corruption et a suivi les progrès du pays dans la résolution de ce problème avant son adhésion (UNCA Coalition, s. d.).

Les médias étrangers ont mis lumière sur le problème de corruption aussi. *The Guardian*, par exemple, est un journal britannique qui publiait des articles d'investigations sur la corruption dans les deux pays avant leurs adhésions. Ce périodique mettait à l'avant des cas spécifiques de corruption et leurs impacts sur la société comme des scandales de corruption dans le système de santé où des procédures sont contournées dans le but d'accepter des paiements. Au niveau national, des journaux comme le journal bulgare *Capital* a beaucoup couvert les questions de corruption et des scandales, des enquêtes et des débats publics sur la question avant l'accession. Des expositions de schémas de corruption ont été mentionné comme des démissions de membres du gouvernement suite à des scandales dans le ministère des Finances et du ministère de l'Intérieur bulgare et des dossiers de corruption qui datent de 2005 (Watt 2006).

#### 1.4. Problématique et question de recherche

Même avec l'accession de la Bulgarie et la Roumanie au sein de l'UE, qui implique en principe que ces pays ont respecté les critères de Copenhague, le problème de la corruption persiste. Notamment, la corruption systémique à haut niveau, type de corruption au sein des niveaux supérieurs des structures de pouvoir politiques et gouvernementales, reste un enjeu crucial dans les relations de ces deux pays avec l'UE aussi bien que dans la politique nationale. En effet, lors du comité d'association du 22 juin 2004, la Commission européenne a convenu que la Bulgarie et la Roumanie ont effectué des progrès dans leurs efforts anti-corruption, mais que des problèmes constants au niveau de la corruption, du système judiciaire et les crimes organisés restent à un haut niveau. L'UE a alors annoncé que les deux pays pourront se joindre à l'UE, mais que les développements dans ces domaines seraient surveillés par la Commission. Avec cette admission dans l'UE, la Bulgarie et la Roumanie ont donc été sujettes au mécanisme de coopération et de vérification (MCV), qui rapporte annuellement les progrès effectués au niveau national. Même avec cela, les indices de corruptions des deux pays restent stagnants (Eur-Lex 2006).

Cela amène à la question de recherche suivante : « Comment les perceptions de corruption façonnent les pratiques anti-corruption (institutions, procès, rôle de UE) en Bulgarie et en Roumanie ? »

L'hypothèse principale est que les perceptions de corruption de la part de l'UE aussi bien que des gouvernements nationaux et de la population en Bulgarie et en Roumanie jouent un rôle important



dans la lutte contre la corruption et la politique de plusieurs façons. Les sous-hypothèses suivantes découlent de l'hypothèse principale :

1. Les perceptions de la corruption façonnent l'attitude du public à l'égard des mesures anti-corruption. Si la population perçoit la corruption comme étant un problème répandu, elle sera plus susceptible de soutenir des mesures anti-corruption.
2. Les perceptions de corruption affectent la réponse du gouvernement à la corruption. Si le gouvernement perçoit la corruption comme un problème répandu, il mettra des mesures comme la création d'institutions et de lois anti-corruption et des enquêtes.
3. Les perceptions de corruption peuvent affecter l'efficacité des institutions et pratiques anti-corruption. S'il n'y a pas confiance envers les institutions anti-corruption, celles-ci peuvent être moins efficaces. Si la population perçoit que les mesures anti-corruption sont inefficaces, elle peut être moins susceptible de signaler la corruption ou de coopérer avec les autorités nationales.

Ici, la variable indépendante est la perception de la corruption (affectée par les médias, l'opinion publique et les expériences personnelles) et la variable dépendante est les pratiques anti-corruption (mesures prises par le gouvernement comme la création d'institutions et de loi anti-corruption et la réception d'aide et de soutien de l'UE).

### 1.5. Méthodologie

Afin de tester ces hypothèses, cette étude comparatiste s'intéresse aux perceptions de corruption de la part de la population et des politiciens nationaux et des dirigeants de l'UE avec leurs effets sur les efforts anti-corruption. La période porte de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'UE jusqu'à aujourd'hui. Dans un premier temps, l'émergence et les rôles des pratiques anti-corruption est mise en contexte. La façon dont la corruption est utilisée et adressée par les politiciens bulgares et roumains dans leurs discours politiques est abordée. Ensuite, mettant ces analyses de discours en dialogue avec consultations de rapports officiels de l'UE, la question sera d'analyser la manière dont ces discours et les mécanismes mis en œuvre par l'UE, comme le parquet européen et le mécanisme de coopération et de vérification, influencent concrètement la mise en place de pratiques anti-corruption aux niveaux nationaux. L'objectif de cette recherche sera donc d'exposer un lien entre les perceptions de corruption et les actions concrètes prises par

les gouvernements nationaux bulgares et roumains. En utilisant une méthodologie mixte comprenant des bases de données quantitatives (scores de corruption de TI, rapports de la DNA en Roumanie) et des analyses de discours (discours présidentiels officiels à partir de l'adhésion des deux pays à l'UE traitant de la corruption) et la comparaison, l'étude arrive à désigner les tendances structurelles aussi bien que les cas spécifiques.

Dans ce travail, plusieurs indicateurs seront utilisés pour représenter les perceptions de corruption. Les scores de corruption établis par des organisations internationales telles que TI seront utilisés. Ensuite, les enquêtes et statistiques au niveau de l'UE serviront pour fournir des informations sur les perceptions de la corruption du niveau européen. Les discours présidentiels, qui reflètent la position officielle des deux pays, seront ensuite considérés pour évaluer les perceptions nationales au niveau gouvernemental. Enfin, les manifestations populaires seront utilisées pour comprendre les perceptions de la corruption au niveau populaire. Les perceptions de corruption aux niveaux internationaux, nationaux et populaires seront donc examinés. Lorsque, tout au long du travail, il sera mentionné des perceptions de corruption, cela fera référence aux perceptions aux niveaux nationaux (discours pour les perceptions officielles et manifestations pour les perceptions populaires) et aux niveaux de l'UE (MCV et discours sur la corruption). Dans ces différents cas, la perception de corruption est la même puisqu'elle est considérée comme étant élevée peu importe quel niveau de perception il est question.

## 1.6. Mise en contexte

En Bulgarie et la Roumanie, la perception de corruption est devenue une préoccupation populaire majeure malgré les promesses des politiciens élus sur des campagnes électorales anti-corruption. Boiko Borissov, l'ancien Premier ministre bulgare qui se basait sur une plateforme électorale anti-corruption, s'est lui-même retrouvé impliqué dans une liste de scandales de corruption durant son mandat. Lors des manifestations de 2020 contre son gouvernement, il est ainsi devenu le symbole de la corruption bulgare, selon la population.

Après la chute du communisme en Europe de l'Est, la Bulgarie et la Roumanie ont entrepris des réformes structurelles pour instaurer des changements économiques libéraux et des réformes démocratiques. Cela incluait la libéralisation des prix et la restitution des propriétés et des entreprises nationalisées pendant l'ère communiste. Les deux pays ont également cherché à réduire

leur dette extérieure en négociant avec le FMI. Par contre, malgré ces réformes institutionnelles, les deux pays ont été confrontés à des défis dans le développement d'une économie de marché en raison de l'héritage communiste, engendrant une faible culture entrepreneuriale héritée de l'ancienne économie centralisée. Les réformes institutionnelles formelles mises en place après leur adhésion à l'UE n'ont pas été suffisantes pour lutter contre la corruption. Pendant cette période de transition économique, la corruption s'est intensifiée. Une étude menée Williams a révélé que les entrepreneurs en Bulgarie et en Roumanie étaient souvent impliqués dans la corruption, indépendamment du coût-bénéfice. Certains ont dissimulé leurs activités économiques aux autorités gouvernementales en raison du faible risque de poursuites, d'autres ont abandonné leurs activités économiques en raison de la corruption et certains ont même utilisé la corruption pour développer leurs activités économiques. Alors, la transition économique et l'héritage communiste ont conduit à une monopolisation par certains acteurs économiques, ce qui a entravé la croissance économique des deux pays. L'entrepreneuriat dans ces pays est souvent considéré comme une activité qui ne peut se faire qu'en recourant à la corruption, créant un cercle vicieux. Ces réalités économiques doivent être prises en compte pour concevoir des mesures anti-corruption adaptées, car les entrepreneurs qui ont acquis un monopole à l'époque continuent d'exercer une influence politique. Les acteurs économiques sont étroitement liés à la politique de haut niveau, et la corruption est ainsi liée à leurs activités (Vorley et Williams 2016, 799).

Cette culture économique amène aux efforts anti-corruption complexes, tant au niveau national qu'au niveau européen. Avec cela vient le rôle de l'UE à adresser ce problème de corruption avec la création du MCV. Cependant, l'inefficacité du MCV, démontrée par la stagnation des indices de corruption dans les deux pays, est due aux conditions nationales spécifiques défavorables de l'héritage de l'époque socialiste. En Bulgarie, le système judiciaire fonctionne toujours selon une logique soviétique arbitraire et aléatoire. Ces conditions particulières, qui les distinguent des autres pays d'Europe de l'Est, sont caractérisées par un retard à plusieurs niveaux, conduisant à leur qualification d'« exception balkanique » ou d'« États en retard ». Ces pays n'ont pas réussi à entreprendre les transformations nécessaires pour se conformer aux recommandations du MCV, ce qui complique la lutte contre la corruption, surtout pendant les années 90 marquées par un fort taux de criminalité et de règlements de compte (Dimitrova, 2021, p. 295-296). Selon une étude réalisée par Corina Lacatus et Ulrich Sedelmeier, le MCV joue toutefois un rôle crucial dans la mise en place de changements institutionnels, le renforcement de la société civile et la limitation des

tentatives du gouvernement visant à entraver le renforcement des institutions. L'UE parvient ainsi à exercer une influence sur les initiatives anti-corruption des deux pays et même en l'absence de sanctions financières, la surveillance de la corruption peut être efficace, car les effets observés sur les niveaux de corruption correspondent à l'influence du MCV sur la conformité. La Roumanie a montré des améliorations par rapport à la Bulgarie dans la mise en œuvre des recommandations du MCV, mais les deux pays restent en retard par rapport à d'autres membres de l'Est de l'UE. Le MCV a ainsi été utilisé comme un outil de pression sociale par la légitimité de l'UE auprès des élites et du grand public (Lacatus et Sedelmeier, 2020).

C'est là que le rôle de l'UE contribue à expliquer comment ces deux « retardataires » ont finalement satisfait aux conditions d'adhésion à l'UE. En effet, l'UE a exercé une pression accrue sur les pays de la région dans les années 90, en étant particulièrement sévère avec la Bulgarie et la Roumanie, les sanctionnant pour leurs échecs. L'UE a ainsi augmenté le coût politique de l'absence de réformes en refusant à ces deux pays des avantages temporaires tels que l'adhésion à l'espace Schengen, rendant ainsi plus difficile pour les politiciens en place de maintenir le statu quo. Un exemple du coût politique de l'absence de réformes pour la Bulgarie est survenu en 2008, lorsque la Commission européenne a gelé 486 millions d'euros d'aide en raison de la mauvaise administration, la corruption et le crime organisé (Castle, 2008).

La transformation de plusieurs secteurs en Bulgarie et en Roumanie a été donc retardée et n'est toujours pas achevée. La pression de l'UE a été appliquée plus tard dans le processus et les problèmes de corruption ne peuvent être résolus uniquement par l'adhésion à l'UE car le mécanisme d'adhésion lui-même ne peut apporter des changements sans efforts internes. Par contre, d'autres pays des Balkans comme l'Albanie, le Monténégro, la Macédoine du Nord et la Serbie, sont toujours en processus d'adhésion et font face à des défis similaires liés à la corruption, la stabilité politique et économique et à l'État de droit. L'UE a déclaré son engagement envers le processus d'élargissement et a souligné que les progrès de chaque pays vers l'adhésion seraient évalués selon leurs propres mérites. Donc, du point de vue de l'intégration européenne et des réformes nécessaires, la Bulgarie et la Roumanie ont été approuvées par l'UE, même si elles restent en retard par rapport à d'autres pays de l'UE en matière de lutte contre la corruption (Taylor, 2022).

## 2. Corruption

### 2.1. Définition

Comment définir la corruption ? Dans ce travail, la corruption peut être définie comme l'abus de pouvoir par les politiciens hauts placés. Les organisations internationales s'accordent sur le fait que la corruption englobe les actes où le pouvoir de la fonction publique est utilisé à des fins personnelles, violant ainsi les règles et les droits établis. Selon TI, la corruption se résume à l'abus du pouvoir confié à des fins personnelles (Transparency International 2023c). Les Nations Unies, avec la Convention des Nations Unies contre la corruption, considèrent ce phénomène comme un « abus de pouvoir à des fins personnelles ». La Banque mondiale définit également la corruption comme « l'abus d'une fonction publique à des fins personnelles » (United Nations, s.d.).

La corruption englobe différentes activités et peut se manifester dans divers contextes, impliquant un large éventail d'actes illicites. Cette diversité rend difficile l'établissement d'une définition précise, complète et universellement applicable, en raison des définitions larges. Les journalistes utilisent des définitions standardisées comme celles de TI pour mettre en évidence l'abus de pouvoir en signalant les cas de corruption d'intérêt public. Ces définitions sont conçues pour être accessibles au grand public sans jargon scientifique. Daniel Freund, membre du parlement européen, mentionne devant Euractiv que la « corruption, c'est quand quelqu'un abuse de sa position de pouvoir pour son propre profit. Ainsi, lorsqu'un politicien utilise son pouvoir pour gagner de l'argent pour lui-même. Il fait pression sur les gens par le pouvoir politique dont ils disposent pour qu'ils leur donnent de l'argent » (Tubbs 2022). À l'opposé, les historiens vont utiliser des définitions du contexte historique large en examinant le développement des pratiques de corruption au fil du temps pour repérer leurs origines et évolutions pour comprendre comment la corruption a changé les sociétés et les institutions selon les époques. Les définitions comme « la corruption, c'est agir contre les lois qui s'y rapportent, ou agir contre ce que l'opinion publique juge intègre, ou, encore, agir contre l'intérêt général » sont utilisées (Kreike et Jordan 2006).

Étudier la corruption en tant qu'*outsider* peut aussi aller à l'encontre de ce qu'une société donne comme sens à ce terme. Alors que les journalistes interprètent la corruption dans un sens plus restreint comme l'abus de l'autorité publique à des fins personnelles, cela n'a pas toujours été le cas puisqu'en Rome antique le mot latin corruption décrivait plutôt le passage d'une condition idéale

à une condition gâtée, démontrant que les pratiques de corruption actuelle ne l'étaient pas avant (Buchenau 2018, 297). Différents actes de corruption actuels ne sont donc pas vu de la sorte dépendamment du point de vue. En 2017, le gouvernement roumain a proposé un décret sur la corruption visant à dépenaliser certaines infractions, affirmant que cette mesure était nécessaire pour aligner la législation nationale avec la Cour constitutionnelle. Cependant, l'UE a exprimé des inquiétudes quant à l'impact négatif sur la lutte contre la corruption. Les manifestations qui ont suivi ont montré que le gouvernement roumain ne considérait pas ces projets de lois comme de la corruption, contrairement à la perception des citoyens qui voyaient le contraire (Connett 2017). Dans les prochaines sections, la question de voir comment les législations nationales définissent la corruption pour voir les divergences en termes de définitions nationales.

## 2.2. Conséquences, études et types de corruption

La corruption peut prendre différentes formes comme des fonctionnaires acceptant de l'argent en échange de services, des politiciens détournant de l'argent ou échangeant de l'argent. Elle peut survenir dans toutes sortes d'institutions, telles que les gouvernements, les médias, l'éducation ou encore la santé, et impliquer n'importe qui, politiciens comme entreprises. Ces activités se déroulent dans l'ombre et s'adaptent aux situations nationales, souvent aidées par des professionnels qui aident les individus à cacher leur richesse (Transparency International 2023).

Les sociétés démocratiques connaissent généralement trois types de corruption. Le premier est la « Grande corruption », où l'élite politique favorise ses intérêts au détriment de la population en modifiant politique nationale. L'UE dénonce ce type de corruption, notamment le détournement d'argent public, un domaine dans lequel le parquet européen se spécialise. Le deuxième type est la « corruption bureaucratique » commise par les bureaucrates pour gérer leurs relations avec leurs supérieurs ou le grand public pour obtenir des services rapidement, même ceux qui ne sont pas prévus. Le troisième type est la « corruption législative », qui concerne l'organisation des élections et l'influence des élites sur l'électorat, comme l'achat de votes (Arvind 2001, 73).

La corruption est un problème complexe qui a des répercussions sociales, politiques et économiques. Elle affecte tous les pays à différents degrés et entraîne une perte de confiance, affaiblit la démocratie, les institutions, freine le développement économique et accroît les inégalités. En Bulgarie, la corruption représente une perte annuelle de plus de 11 milliards d'euros,

soit 14 % du PIB total. En Roumanie, ce chiffre atteint 38,6 milliards d'euros, soit 15,6 % du PIB total (Bartlett 2018, 10 et 50). La corruption constitue une menace pour le développement économique en décourageant les investissements étrangers directs et en imposant des coûts de démarrage élevés aux petites entreprises (United Nations 2021). De plus, dans un monde de plus en plus globalisé, la corruption favorise les activités criminelles, faisant de ce problème un enjeu mondial (Interpol 2023).

La corruption suscite de plus en plus d'attention ces dernières années pour plusieurs raisons. Premièrement, les ONG telles que TI jouent un rôle croissant en sensibilisant le public à ce problème grâce à leurs rapports, ce qui a conduit à la création de mouvements anti-corruption dans différentes régions du monde comme les sous-branches de TI en Bulgarie et en Roumanie qui analysent les situations locales spécifiques. Des branches locales dans différents pays se développent ainsi au sein des ONG. De plus, l'ouverture progressive du monde après la fin de la guerre froide a permis de constater l'ampleur de la corruption dans de nombreux pays. Deuxièmement, le manque d'information et d'intérêt pour la corruption pendant la compétition idéologique entre les États-Unis et l'URSS ont contribué à un manque de discussion sur ce sujet. Troisièmement, la montée des gouvernements démocratiques et des médias indépendants a permis de briser le tabou sur la discussion sur la corruption. Cependant, dans des pays comme la Russie, où les médias sont censurés, les scandales de corruption ne sont pas traités. Quatrièmement, la mondialisation a entraîné des échanges entre pays où la corruption est forte et pays où elle est moins présente. Cinquièmement, la libéralisation des marchés a créé un environnement où la recherche de l'efficacité est importante, mettant en lumière les activités de corruption. Enfin, la montée en puissance des États-Unis et leur influence dans les institutions internationales amènent à des condamnations légales de la corruption (Tanzi 1998, 560).

La montée de l'étude sur la corruption et les définitions des ONG affectent la façon dont la Bulgarie et la Roumanie traitent ce phénomène. Les normes et pressions internationales comme la Convention des Nations Unies contre la corruption et le GRECO du Conseil de l'Europe ont une influence importante. La recherche, l'expertise et les rapports de TI et d'autres groupes sont renforcés et les évaluations internationales, comme les rapports annuels de l'UE, aident à identifier les domaines d'amélioration en fournissant des repères. L'engagement de la société civile est également influencé par la sensibilisation croissante à la corruption et l'accès aux ressources

internationales de pression. Ces éléments seront abordés lors des manifestations anti-corruption et leurs rôles pour les efforts nationaux anti-corruption.

### 2.3. Histoire de la corruption

La corruption en Europe de l'Est a une longue histoire et est considérée comme un « mode de vie et une méthode de survie nécessaire » pendant les périodes de crise. Depuis les transitions démocratiques, la corruption s'est renforcée en raison des changements sociétaux. La démocratisation a révélé de nombreux scandales de corruption dans les médias. Pendant la période communiste, les dirigeants tentaient de dissimuler la corruption, mais sans toujours réussir. Même lors d'incidents écologiques importants comme l'explosion de Tchernobyl, cela a été nié par les autorités soviétiques aux pays voisins comme la Suède et la Finlande (Vitkovskaya 2016). Une étude de 2021 souligne que dans les pays postsocialistes d'Europe de l'Est, les mécanismes d'identité sociale jouent un rôle dans la normalisation de la corruption car les individus l'intègrent comme une partie normale de leur environnement social en s'identifiant à des groupes où la corruption est répandue (Haynes et Raskovic 2021, 826).

Les gouvernements de la région ont eu du mal à s'adapter à la libéralisation des marchés et à la décentralisation du pouvoir, même si la Roumanie est un modèle fortement centralisé basé sur le modèle français. Cela a épuisé la population et renforcé l'industrie de la corruption, qui persiste comme un moyen de survie pour certains segments de la population. La spécificité culturelle et historique de la corruption dans ces pays complique l'élaboration de politiques efficaces anti-corruption tout en préservant la cohésion sociale nouvellement formée (Fatić 2000, 61-63).

La période communiste a limité la critique de la corruption et les sources historiques sur ce sujet sont rares. L'Académie Ștefan Gheorghiu en Roumanie était chargée de l'éducation socio-politique pour le Parti communiste roumain (PCR) tandis que l'Académie des sciences politiques et sociales propageait l'idée que la corruption était un problème de l'ancien régime éradiqué par le parti. Les études politiques étaient peu développées pendant cette période en raison de l'omniprésence de l'idéologie léniniste-marxiste. Il n'y avait pas d'études politiques lors de cette période car l'idéologie léniniste-marxiste était considérée comme le but final de toute pensée politique. Après la chute du communisme, la consolidation de la lutte contre la corruption a été entravée par la résistance des académiques (Ovidiu 2017).



La perception actuelle de la corruption est influencée par son contexte historique. Dans les principautés roumaines de Wallachia et de Moldavie, ainsi que sous l'Empire ottoman et russe, les pratiques considérées comme de la corruption aujourd'hui étaient courantes. À cette époque, la corruption était un système de paiements et de récompenses qui maintenait le gouvernement en fonctionnement. Les relations humaines reposaient sur les coutumes et ignoraient les règles écrites et les principes de droit. Dans les Balkans, le mélange de cultures a favorisé un climat où les coutumes et traditions liées à la corruption et au droit étaient répandues. La séparation nette entre intérêts publics et privés n'existait pas, et la corruption était généralement acceptée (Ovidiu 2017).

Aujourd'hui, la corruption dans les Balkans est reconnue par des journaux européens comme le *EU Observer* comme étant « toujours perçue comme l'un des problèmes les plus importants auxquels ces pays sont confrontés ». Ces journaux vont entraîner l'apparition de nombreux scandales, amenant à une perte de confiance de la population envers le gouvernement (Mrcela 2019). Même avec l'adhésion à l'UE, le clientélisme persiste, avec l'inclusion d'individus dans des postes de haut niveau de l'État, compliquant la lutte anti-corruption. Les discours politiques sur la corruption ont sensibilisé le public aux abus de pouvoir, conduisant à de nouvelles mesures et un impact sur la qualité de la démocratie et la participation citoyenne. Cependant, ces discours politiques favorisent l'émergence de discours populistes, en sapant la confiance envers les institutions existantes.

#### 2.4. Comparaison historique : tombée du communisme

Une comparaison historique entre les deux pays sert à démontrer des liens historiques persistants entre la chute des gouvernements communistes en 1989 et la lutte anti-corruption actuelle lors des poursuites contre des politiciens haut placés.

En Bulgarie, le communisme a duré de 1946 à 1990, et sa chute s'est produite de manière relativement « calme », sans révolution populaire. Le Parti communiste bulgare (PCB) s'est désintégré en raison de luttes de pouvoir internes et de changements idéologiques. Todor Zhivkov, dirigeant du PCB de 1954 à 1989, a été renversé en novembre 1989, un jour après la chute du mur de Berlin. Sous son règne, la Bulgarie a connu une période de stabilité politique et économique, restant une alliée importante de l'URSS tout en cherchant des liens avec l'Occident. Contrairement aux révolutions dans d'autres pays, la chute du PCB en Bulgarie a été initiée par les dirigeants bulgares en réaction aux débats sur la perestroïka soviétique. Petar Mladenov, favorable aux

réformes économiques, a dirigé la transition du pays, suivi de Zhelu Zhelev, premier président élu démocratiquement. Le PCB a changé de nom pour devenir le Parti socialiste bulgare (BSP), qui a remporté les élections de 1990. En 1990, l'Assemblée nationale a aboli le PCB pour le remplacer par le BSP (Britannica, s. d.).

À l'opposé, la Révolution roumaine en décembre 1989, lorsque la Roumanie était le dernier pays du pacte de Varsovie à faire tomber le communisme, a été marquée par des manifestations violentes. Le règne de Nicolae Ceausescu, qui a duré de 1965 à 1989, a provoqué des mesures d'austérité sévères et des problèmes économiques et sociaux. La révolution a débuté à Timisoara et s'est rapidement propagée à travers le pays, avec la participation de la *Securitate*, le service de sécurité policier du régime de Ceausescu. Ceausescu et sa femme Elena ont été exécutés après avoir été accusés de génocide et d'abus de pouvoir à Targovishte. Il s'agissait d'une lutte de prise de pouvoir après Ceausescu en plus de la violence des rues. Le Front National de Salut a alors pris le pouvoir et a initié des réformes démocratiques, avec Ion Iliescu comme premier président élu. En Roumanie, la transition vers la démocratie a été violente, marquée par des luttes de pouvoir et la violence des rues (Britannica, s. d. a) (Office of the Historian, s.d.).

Ces événements révèlent des similitudes et des différences significatives. D'abord, le règne de Ceausescu en Roumanie a été beaucoup plus brutal que celui de Zhivkov en Bulgarie, comme en témoigne l'exécution du dirigeant roumain par un tribunal militaire restreint et les affrontements et manifestations généralisées en Roumanie par la suite. En Bulgarie, cette transition s'est déroulée au sein même des politiciens en place. Malgré ces différences, ces deux pays ont connu de grands efforts suite à la chute du communisme pour instaurer des élections démocratiques et un système pluri parti. Par contre, cette brutalité de la chute du régime en Roumanie par rapport à la Bulgarie sera observée lors des poursuites de politiciens corrompus, lorsque la Roumanie va adopter une approche beaucoup plus « agressive » envers ces politiciens corrompus qu'en Bulgarie.

### 3. Évolution du problème de corruption

Dans cette section, l'évolution de la corruption en tant que problème dans ces pays sera faite par l'utilisation des indices de corruption, des enquêtes nationales et du rôle de la société civile. Cela permettra de déterminer quel pays perçoit la corruption comme un problème plus important et comment cela est démontré par différents indicateurs nationaux et internationaux. Ces perceptions de corruption seront faites pour ensuite examiner les mesures anti-corruption mises en place.

#### 3.1. Indicateurs de corruption

L'Indice de Perception de la Corruption (IPC) de TI est un indicateur qui classe les pays en fonction de la perception de la corruption dans le secteur public. Il est basé sur des données provenant de 13 sources externes comme la Banque mondiale et le Forum économique mondial. Chaque source a un système pour classer les pays d'une échelle d'un à sept ou d'un à 100 (0 étant le score le plus corrompu et 100 le moins corrompu). L'IPC vient donc standardiser sur une échelle d'un à 100 pour permettre la comparaison entre les pays et couvre plusieurs aspects de la corruption comme les détournements d'argent, la poursuite des cas de corruption, les cadres légaux, l'accès à l'information et la protection des journalistes. Un changement d'un point dans le score du IPC n'est pas statistiquement significatif, mais un changement d'au moins trois points d'une année à l'autre peut indiquer un progrès significatif. Un score inférieur à 50 témoigne généralement d'un problème systémique et majeur de corruption dans un pays. Le IPC est utilisé pour évaluer la situation de la corruption dans les pays (Transparency international 2023a).

##### 3.1.1. Bulgarie

En 2022, la Bulgarie a obtenu un score IPC de 43, plaçant le pays en 72<sup>ème</sup> position mondiale en matière de corruption (voir tableau 12). Au sein de l'UE, la Bulgarie a terminé en avant-dernière place pour la première fois en 2023, la Hongrie ayant régressé en termes de score de corruption. Le score IPC de la Bulgarie a été évalué pour la 25<sup>ème</sup> fois et varie entre 41 et 44 au cours des 10 dernières années (Trading Economics 2023a). Durant ces dernières années, les manifestations publiques de 2020 ont entraîné la fragmentation des partis politiques amenant à une instabilité politique continue et des gouvernements qui sont tombés à plusieurs reprises. La corruption politique a rendu impossible la tenue d'élections parlementaires libres et des changements

juridiques amenés à la fin de 2022 vont rendre la corruption électorale encore plus intense. En effet, en mai 2021, la Bulgarie devient le premier pays européen à rendre obligatoire l'utilisation des machines à voter dans le but de mettre fin aux achats de voix. Par contre, en 2022, le mode de vote s'est politisé et l'utilisation du papier a été installé de nouveau avec GERB, le BSP et le DPS qui se sont opposés à l'utilisation du vote par machines, alors que les nouveaux partis comme PP et DB soutenaient leur utilisation. Cela a baissé la confiance du public dans les élections (Yotova 2023). La Bulgarie a aussi des problèmes au niveau de l'état de droit selon le Conseil de l'Europe qui a souvent mis l'attention sur les failles du système judiciaire (Transparency international 2013b). Des attaques contre le secteur civil ont aussi lieu puisque la 48<sup>ème</sup> assemblée nationale a installé des projets de loi pour introduire des pratiques contre les ONG. Un autre problème majeur est le lobbying puisque la Bulgarie est l'un des rares pays de l'UE qui n'a pas de règles pour contrôler le lobbying. Le processus électoral a aussi connu une régression avec des lois ayant été mises en place. En Bulgarie, avec les indices de corruption, aucune tendance à la hausse ou à la baisse ne peut être observée, donc le problème de la corruption reste stagnant (Novinite 2023).

### 3.1.2. Roumanie

En 2022, la Roumanie a obtenu un score IPC de 46 en 2022, mettant le pays en 63<sup>ème</sup> position dans le monde en matière de corruption (Voir tableau 13). Au sein de l'UE, la Roumanie a terminé juste après la Hongrie et la Bulgarie, en troisième place en corruption. Le IPC évalue la Roumanie pour la 25<sup>ème</sup> fois et le score varie entre 26 et 48 au sein des 10 dernières années. Il est évident que le score de corruption en Roumanie, depuis les années 2000 jusqu'à aujourd'hui, possède une certaine tendance à la hausse, mais le problème reste stagnant les 10 dernières années (Trading economics 2023b). En Roumanie, un des domaines les plus vulnérables était celui des acquisitions publiques, spécialement la transparence, l'efficacité et l'égalité de traitement des dépenses publiques pendant la pandémie Covid-19. Un manque de clarté et d'ouverture dans les processus d'achat a entraîné des préoccupations pour l'utilisation efficace des ressources publiques et la possibilité de corruption et des inégalités de traitement dans les contrats d'acquisition (Fodor 2022). Selon ces scores de TI, le problème de corruption en Bulgarie est plus stagnant qu'en Roumanie.

## 3.2. Enquêtes

### 3.2.1. Bulgarie

Selon une enquête menée par le *International Republican Institute's Center for Insights in Survey Research* dans 10 municipalités en Bulgarie en 2022, les résultats indiquent clairement que la corruption est un problème majeur ressenti au sein de la population. Au moins 50 % des répondants interrogés pensent que la corruption s'agit d'un problème grave à régler dans chaque municipalité. Dans cinq des 10 villes, plus de 75 % des répondants ont indiqué qu'il s'agissait d'un problème grave ou assez grave. Seulement moins de 25 % des répondants ont déclaré qu'ils pensaient que les efforts locaux pour lutter contre la corruption ont abouti à des résultats positifs et concrets. Ces résultats montrent que la corruption est ressentie fortement en Bulgarie au sein de la population qui voit que le problème de corruption n'est pas suffisamment traité (International Republican Institute's 2022).

Selon une enquête menée par l'Eurobaromètre en 2022, 67 % des Bulgares comparé à 28 % des citoyens de l'UE, pensent que la corruption est la plus répandue au sein de la police et des douanes. Selon les répondants, la corruption serait aussi répandue au sein des autorités chargées de passer les marchés publics (60 % de Bulgares contre 45 % des citoyens de l'UE, de délivrer les permis de construire (51 % de Bulgares contre 33 % de l'UE) et de gérer le système hospitalier (51 % de Bulgares contre 29 % de l'UE). De plus, 88 % des Bulgares opposés à 68 % des citoyens de l'UE pensent que la corruption est totalement présente dans le pays, avec 50 % des Bulgares qui pensent qu'elle s'est aggravée par rapport à l'année dernière. Un Européen sur quatre et un Bulgare sur trois déclarent que la corruption a un impact sur leur vie, mais 80 % des Bulgares affirment ne jamais avoir été témoin de corruption, démontrant le caractère caché de ce phénomène (Jeliazkov 2022).

### 3.2.2. Roumanie

Selon une enquête menée par l'Eurobaromètre, six Roumains sur 10 affirment que la corruption a un impact sur leur vie quotidienne, ce qui représente une moyenne deux fois plus élevée que la moyenne européenne. De plus, huit Roumains sur 10 pensent que la corruption est présente dans tout le pays, contrairement à sept Européens sur 10. Aussi, 48 % des Roumains estiment que le niveau de corruption a augmenté au cours des trois dernières années. Près de 80 % des Roumains

pensent que la corruption existe dans les institutions publiques locales, régionales et nationales. Quatre personnes sur 10 pensent que les partis politiques abusent de leur position à des fins personnelles et reçoivent des pots-de-vin. 36 % pensent que cela s'applique également aux politiciens, 33 % pensent que c'est le cas pour les fonctionnaires qui décident des marchés publics et 25 % pensent que c'est le cas pour les entreprises privées. Par rapport au reste de l'Europe, 48 % des Roumains estiment que ces activités se déroulent respectivement dans le secteur de la santé, 41 % affirment que cela se déroule dans la police et 41 % disent que cela s'applique aux douanes. En Roumanie, 48 % de la population trouve la corruption inacceptable (Coroian 2020). Selon l'enquête, 93 % des Roumains pensent que la corruption est assez répandue (33 %) ou extrêmement répandue (58 %) en Roumanie et 58 % pensent que les autorités nationales sont corrompues. Comparé à 19 % pour les administrations régionales et municipales, 58 % des Roumains pensent que les autorités nationales sont corrompues (International Republican Institute's 2018).

Les résultats de ces deux enquêtes sur l'opinion publique concernant la corruption en Bulgarie et en Roumanie révèlent une tendance selon laquelle la population est consciente et affirme que la corruption est largement répandue et constitue un grave problème dans les deux pays. Les perceptions de corruption et les expériences de la population mettent en évidence la reconnaissance et l'inquiétude généralisée de ce phénomène parmi le grand public, qui sont beaucoup plus élevées que la moyenne européenne. Ces enquêtes sont une preuve réelle de la perception populaire, même si elles ne peuvent pas prouver l'existence réelle de corruption.

### 3.3. Société civile

#### 3.3.1. Bulgarie

En Bulgarie, en 2000, le *Center for Study of Democracy* (CSD) a lancé la Coalition 2000, la première initiative de la société civile en Bulgarie pour lutter contre la corruption. Cette plateforme a rassemblé des ONG et des institutions gouvernementales pour coordonner des efforts anti-corruption. Le CSD a fourni une assistance opérationnelle et de coordination, en organisant des campagnes de sensibilisation et de surveillance. Les experts gouvernementaux et de la société civile ont collaboré lors de consultations pour élaborer des solutions avant de les proposer aux politiciens. Les médias ont également été impliqués pour mettre en avant les priorités des mesures anti-corruption. Le *Corruption Monitoring System* a été chargé d'analyser les pratiques de corruption

dans le pays et d'évaluer les progrès réalisés en matière d'anti-corruption. La Coalition 2000 a maintenu des relations avec la communauté internationale car son travail dépendait de la coopération internationale par des aides techniques ou des expériences dans différents domaines d'opérations (Center for the Study of Democracy 2023).

### 3.3.2. Roumanie

En Roumanie, les stratégies anti-corruption par la société civile représentent plutôt des partenariats entre les institutions anti-corruption et la société civile par des campagnes de sensibilisation. En 2016, il y a eu la mise en œuvre d'une ligne téléphonique spéciale en partenariat avec la DNA pour que les citoyens roumains témoins de corruption dans les institutions médicales puissent rapporter les violations. Les actes comme les faux papiers et embauches sont répandus et ce partenariat a pour but de mettre fin à cela. Cette initiative avec la société civile compte sur les personnes directement affectées par la corruption pour mettre au clair les cas (Romania-Insider 2016).

## 3.4. Manifestations

### 3.4.1. Bulgarie

En janvier 2013, une manifestation en Bulgarie contre le gouvernement de Borissov à cause de l'augmentation du prix de l'électricité et du monopole gouvernemental a évolué en un mouvement de protestation généralisé contre le système politique. Le gouvernement a démissionné en février, des élections ont eu lieu en mai, et un gouvernement socialiste dirigé par Oresharski a pris le pouvoir en coalition avec le BSP et le DPS. Cependant, la nomination de Peevski à l'agence nationale de sécurité en juin a déclenché de nouvelles manifestations et entraîné la démission du gouvernement Oresharski et le renvoi de Peevski (Dimitrov 2018). Les manifestations ont continué l'été avec des milliers de manifestants exprimant leur mépris envers la classe politique corrompue. La commission européenne, notamment Viviane Reding, commissaire à la justice et aux droits de l'homme, a soutenu les manifestants et souligné la nécessité d'une lutte plus efficace contre la corruption en Bulgarie (Traynor 2013).

Les plus grandes manifestations en Bulgarie depuis 2013 ont eu lieu en 2020, appelant à des changements systémiques pour lutter contre la corruption au sein du gouvernement lié à la mafia, la réforme du système judiciaire et la liberté d'expression. Les manifestations ont été déclenchées

par un scandale de corruption impliquant Ahmed Dogan, ancien dirigeant du DPS, qui avait construit une villa illégalement sur une plage publique. Les manifestations ont été renforcées par un raid de la police contre le président Radev en juillet 2020, accusant Borissov de corruption et de liens avec les oligarques et qui a demandé la démission de Borissov et de Geshev. Malgré les manifestations et les demandes de démission de Borissov, il a refusé de démissionner et a accusé les manifestants d'apporter l'instabilité et d'affaiblir la démocratie en affirmant que la « mafia veut le renverser ». Les manifestations se sont terminées avec la fin du mandat du gouvernement Borissov en avril 2021, malgré des politiciens qui ont continué à accuser publiquement les manifestants. Ces événements ont marqué le début d'une montée de la lutte anti-corruption et de relations plus poussées avec l'UE dans ce domaine (Yotova 2020).

### 3.4.2. Roumanie

En janvier 2017, des manifestations en Roumanie contre le gouvernement de Grindeanu ont eu lieu, qui avait proposé une législation modifiant le Code pénal et décriminalisant certains actes de corruption. Cette mesure avait pour but de créer des conditions favorables pour que les politiciens impliqués dans des affaires de corruption puissent s'en sortir. Le décret avait pour objectif de dépénaliser les cas d'inconduite officielle impliquant des dommages à moins de 44 000 euros. Les manifestations ont débuté et durant la nuit du 31 janvier, le gouvernement a secrètement approuvé l'ordonnance modifiant le code et la procédure pénale. Les manifestants se sont mobilisés en grand nombre, avec un pic de 500 000 personnes qui ont protesté. Les manifestations ont été organisées par des groupes de la société civile, via des groupes Facebook, qui ont réussi à organiser les plus grandes manifestations en Roumanie depuis la Révolution de 1989. Finalement, le gouvernement a accepté de retirer la législation, mais les demandes de la population allaient plus loin encore, voulant la démission du gouvernement en raison du caractère non-démocratique et arbitraire par lequel cette loi avait été adoptée. Le ministre de la Justice Florin Iordache a finalement démissionné, mais il a ensuite été nommé président de la commission parlementaire chargée d'assurer la stabilité législative dans le domaine de la justice. Malgré le mécontentement populaire, les politiciens restent en place suite aux scandales (Civicus 2020).

Ces manifestations ont démontré la capacité de la société civile à se mobiliser collectivement contre le régime et à mettre de la pression. Les demandes de changement ont amené le président roumain Klaus Iohannis à remporter les élections sur une campagne anti-corruption. Iohannis a déjà



démontré sa volonté d'interagir avec la société civile en rendant visite à des ONG et à des organisateurs des manifestations avant d'annoncer le référendum sur l'indépendance judiciaire en mai pour recueillir les opinions populaires. Il démontre ainsi une certaine capacité à lutter contre la corruption en restaurant l'intégrité du système judiciaire et la primauté du droit. La popularité de Iohannis est expliquée par plusieurs facteurs, notamment la défaite du parti ayant mené les attaques contre le système judiciaire et l'état de droit lors des élections européennes de mai, la nomination de l'ancienne chef de la DNA de Roumanie Laura Kovesi en tant que chef du parquet européen, et la capacité de la population à mener des énormes manifestations contre les politiciens. Iohannis est ainsi devenu la figure par excellence du président qui mène une lutte anti-corruption forte, surtout pendant les premières années de sa présidence, de 2014 à 2017 et 2018 environ.

### 3.5. Observations

Concernant les indices de corruption établis par TI, le problème de la corruption demeure stagnant dans les deux pays. Par contre, cette stagnation est plus présente en Bulgarie, où aucune tendance à la hausse ou à la baisse du score de corruption depuis les années 2000 ne peut être observée. À l'opposé, la Roumanie a connu une augmentation de son score à partir des années 2000 jusqu'en 2010, pour ensuite stagner. Aussi, les enquêtes de l'eurobaromètre révèlent que la population bulgare et roumaine perçoit également un niveau élevé de corruption, ce qui reflète leur sensibilité à ce problème par rapport aux citoyens de l'UE dans leur ensemble. Concernant la société civile, en Bulgarie, les ONG jouent un rôle central dans l'analyse et la surveillance de la corruption. En Roumanie, les partenariats entre la société civile et les institutions anti-corruption sont plus répandus. Enfin, les deux pays ont été témoins de vastes manifestations populaires similaires visant à protester contre la corruption et le système en place.

## 4. Cadre institutionnel sur la corruption

Dans cette section, une analyse du cadre institutionnel entourant la corruption sera faite pour les deux pays dans le but de relever d'abord, au niveau de la loi, les mentions de la corruption et des conséquences prévues. Ensuite, les institutions spécialisées mises en place ayant comme mandat de combattre la corruption comme la Commission de lutte contre la corruption et la confiscation des biens illégalement acquis en Bulgarie et la DNA et l'ANI en Roumanie.

### 4.1. Loi

#### 4.1.1. Bulgarie

En Bulgarie, le code pénal mentionne les conséquences de la corruption, mais ne mentionne pas les différentes institutions chargées d'enquêter sur la corruption comme c'est le cas en Roumanie.

Dans l'article 224, paragraphe premier : « une personne qui reçoit un cadeau ou un autre avantage matériel dans le but de donner, ou parce qu'elle a donné, à un pays étranger, à une organisation ou à une société étrangère, ou à un citoyen étranger, une information dont il a résulté ou peut en résulter un préjudice considérable pour l'économie, sera puni d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à cinq ans et d'une amende de cent à trois cents BGN ».

Selon l'article 225, « la personne physique exerçant un emploi pour une personne morale qui demande ou accepte un cadeau ou un avantage, qui apparaît indu, ou accepte une offre ou une promesse de cadeau ou d'avantage afin d'accomplir un acte, ou s'abstient d'accomplir, en violation de ses obligations, sera puni d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à cinq ans ou d'une amende pouvant aller jusqu'à 20 000 BGN ».

Selon l'article 301, « Le fonctionnaire qui accepte un cadeau ou tout autre avantage indu, ou accepte une proposition ou une promesse de don ou d'avantage, en vue d'accomplir ou de ne pas accomplir un acte lié à son service, [...] sera puni pour corruption d'un emprisonnement d'un à six ans. Si le fonctionnaire a commis l'un des actes visés au paragraphe 1 afin de violer ou pour avoir violé son service [...] la peine sera une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à huit ans et une amende pouvant aller jusqu'à à BGN dix mille » (Bulgaria s.d.).

Ensuite, selon la loi sur la prévention et la détermination des conflits d'intérêts, « un conflit d'intérêts survient lorsqu'un titulaire de charge publique a un intérêt privé susceptible d'affecter l'exercice impartial et objectif de ses pouvoirs ou fonctions officielles. L'intérêt privé désigne tout intérêt qui se traduit par un avantage financier ou non financier pour un titulaire de charge publique ou pour toute personne ayant des liens étroits avec lui. Par avantage, il est désigné tout revenu en argent ou en biens, y compris l'acquisition de participations ou d'actions, ainsi que l'octroi, le transfert ou la renonciation à des droits, l'obtention d'un privilège ou d'honneurs, l'acquisition de biens ou de services à titre gratuit ou à des prix inférieurs aux prix du marché, l'assistance, le vote, le soutien ou l'influence, l'avantage, l'obtention ou la réception d'une promesse d'obtenir un emploi, un poste, un cadeau, une récompense ou une promesse d'éviter une perte, une responsabilité, une sanction » (Bulgaria 2010).

En 2018, la Bulgarie adopte de législation, la loi anti-corruption et la confiscation des avoirs, qui remplace les législations précédentes, à savoir la loi sur la prévention des conflits d'intérêts et la loi sur la confiscation des biens acquis illégalement. Cette loi fournit une définition plus claire de la corruption dans le troisième paragraphe, article premier : « une haute fonction publique exercée, la personne abuse du pouvoir, viole ou manque à ses devoirs officiels dans le but d'obtenir directement ou indirectement un avantage matériel ou immatériel pour elle-même, ou pour d'autres personnes » (Bulgaria 2018). La loi met aussi une liste, dans le sixième article, qui définit clairement qui sont les personnes considérées comme étant des fonctionnaires de haut rang y compris le président, le Premier ministre, les ministres, les députés, les juges, procureurs, membres des agences exécutives, et parmi d'autres. Aussi, les articles sept et huit créent la Commission de lutte contre la corruption et la confiscation des actifs illégalement acquis qui dispose de pouvoirs étendus. Cette commission est dotée de cinq membres nommés par le Parlement, et est en mesure de demander assistance au bureau du procureur et d'autres organes. Dans la section 3, il y a une obligation de déclarer à la fois les conflits d'intérêts et le statut des biens, les mandats d'enquête sur les conflits d'intérêts, les mandats d'enquête sur le statut des biens et la surveillance des divers organes compétents chargés d'engager des poursuites.

### Observations

Ces lois révèlent plusieurs éléments de la vision du gouvernement bulgare sur la corruption. D'abord, en ce qui concerne la criminalisation de la corruption, les lois démontrent la

reconnaissance de la corruption comme étant une infraction grave et visant à dissuader les individus de mettre en œuvre des pratiques de corruption. Les sanctions passibles de peines d'emprisonnement allant de cinq à huit ans et des amendes indiquent la gravité de ces actes. Le large champ d'application des lois témoigne que les lois couvrent un large types d'actes et impliquant des personnes physiques et morales, tout en impliquant des entités étrangères et des fonctionnaires. Cela indique l'approche globale de la lutte contre la corruption en adoptant des aspects nationaux et internationaux. Ensuite, il y a une certaine portée extraterritoriale dans le sens que les lois englobent les situations dans lesquelles ces actes de corruption sont donnés ou reçus d'entités ou de citoyens étrangers. Cela démontre la volonté du gouvernement bulgare de prévenir la corruption dans tout son contexte susceptible de nuire à l'économie ou aux intérêts du pays. Ensuite, il y a un fort accent qui est mis sur la corruption officielle car les lois ciblent la corruption impliquant les agents publics et cela démontre la reconnaissance de l'impact de la corruption dans le secteur public et la nécessité d'assurer l'intégrité des institutions gouvernementales. Un autre élément à relever est l'intention des actes puisque les lois criminalisent non seulement les actes d'acceptation d'offres illicites, mais bien l'intention, et cela démontre l'importance de l'acte lui-même et du motif sous-entendu. Les sanctions sont différenciées et graduées dans le sens qu'elles varient selon la gravité des actes commis. Toutes ces lois analysées démontrent donc l'engagement du gouvernement à lutter globalement contre la corruption avec la législation qui couvre plusieurs actes et prévoit des sanctions en se concentrant sur l'acte lui-même de corruption et des intentions. En criminalisant les pratiques de corruption et en imposant des sanctions, le gouvernement bulgare vise à promouvoir la transparence et l'intégrité du système public et privé.

#### 4.1.2. Roumanie

En Roumanie, la corruption est bien plus élaborée dans les législations dans lesquelles les principales institutions anti-corruption sont mentionnées, notamment la DNA, la direction générale contre la corruption, la direction de lutte contre la fraude et l'ANI. Ces institutions travaillent en collaboration pour prévenir, combattre et sanctionner les crimes de corruption. Le cadre législatif institutionnel entourant la lutte contre la corruption est bien établi en Roumanie depuis deux décennies, avec la mise en œuvre de la loi 78-2000.

Les différents types de corruption sont inscrites précisément dans le code pénal roumain et dans la loi 78/2000 pour la prévention et la sanction des actes de corruption. La corruption passive est

expliquée dans l'article 289 du code pénal, et comprend les actions d'un fonctionnaire qui sollicite ou reçoit de l'argent ou d'autres avantages pour le but d'exercer plus rapidement ou lentement ses services professionnels. Ce crime est passible d'un emprisonnement de trois à 10 ans avec interdiction d'exercer par la suite cette profession. La corruption active, selon l'article 290, est lorsqu'il y a promesse d'offrir de l'argent ou des dons, et cela est passible d'emprisonnement de deux à sept ans. Le trafic d'influence, selon l'article 291, c'est réclamer ou accepter une promesse d'argent d'un fonctionnaire qui promet d'effectuer ou pas un acte qui relève de ses fonctions. Cela est passible de deux à sept ans d'emprisonnement. L'influence d'achat, selon l'article 292, c'est la promesse d'argent, pour lui faire accomplir un acte qui relève de ses fonctions. Ces quatre crimes concernent les employés publics, qui sont définis aussi par la législation roumaine comme étant une personne exerçant des attributions d'exercer des prérogatives des pouvoirs législatifs, exécutifs ou judiciaires, exerce une fonction de dignité publique (Pirtea 2023). Ce code pénal prévoit aussi certains types de protection pour les qui signalent des crimes de corruption sous certaines conditions. La loi 78-2000, comprend certaines procédures applicables dans des cas de corruption, comme la procédure de poursuite par le procureur.

## Observations

Ces lois révèlent plusieurs éléments de la vision du gouvernement roumain sur la corruption en s'engageant à lutter contre cela et à promouvoir l'intégrité dans les institutions publiques. La prise de conscience de la corruption est démontrée par la mise en place d'institutions spécialisées et d'un cadre législatif solide montrant que la Roumanie reconnaît l'importance de lutter contre la corruption en tant que problème majeur. La coordination des efforts est démontrée par les différentes institutions et entités anti-corruption (DNA, Direction générale contre la corruption, direction de lutte contre la fraude et l'ANI) qui travaillent et collaborent ensemble pour prévenir, combattre et sanctionner les crimes de corruption. La classification des différents types de corruption (passive, active, trafic d'influence et influence d'achat) et les peines associées à chaque crime montrent que la Roumanie se force de mettre en place des sanctions appropriées pour dissuader des actes de corruption et ainsi appliquer la loi de façon plus cohérente. D'ailleurs, ces quatre types de corruption s'appliquent aux employés publics, qui sont aussi définis selon la législation comme des personnes exerçant des attributions relevant des pouvoirs législatifs. Ensuite, la reconnaissance légale de la protection des lanceurs d'alerte démontre la volonté du

gouvernement à encourager la dénonciation des actes de corruption en offrant une certaine forme de sécurité aux personnes qui signalent ces crimes. La présence de procédures établies dans la loi 78-2000 montre que la Roumanie a mis en place des mécanismes pour enquêter sur les crimes de corruption et engager des poursuites judiciaires de manière structurée. Tous ces éléments démontrent que la Roumanie s'est munie d'un système anti-corruption robuste ayant pour but la prévention, la détection et la punition des actes de corruption, témoignant de la volonté nationale de promouvoir la transparence, l'intégrité et la bonne gouvernance dans l'administration publique.

#### 4.1.3. Comparaison juridique

En Bulgarie, jusqu'en 2018, il n'y avait pas de définition claire de la corruption et donc instaurer des mesures pour sanctionner cela constituait un défi. À l'opposé, en Roumanie, les types de corruption ainsi que les sanctions ont été définis clairement avec la loi 78-2000. Aussi, dans la loi roumaine, les agences anti-corruption ont leur place et se font attribuer une importance juridique, alors qu'en Bulgarie, pas de mention d'institutions de la sorte n'existe dans la législation. Les lois nationales démontrent bien l'argument de la difficulté et l'ambiguïté de définir la corruption car elles doivent définir précisément chaque type de comportement corrompu en prenant compte de toutes les variations possibles. Les législations nationales doivent être suffisamment larges pour couvrir ces différentes formes de corruption, mais tout en étant suffisamment précises pour distinguer clairement les actes corrompus des actes légitimes. Cela constituera une difficulté qui va jouer lors des efforts anti-corruption.

### 4.2. Institutions

#### 4.2.1. Bulgarie

En Bulgarie, il y a la Commission de lutte contre la corruption et la confiscation des biens illégalement acquis (CCCCIAP), principale agence de lutte contre la corruption en Bulgarie chargée d'enquêter des affaires de corruption et de confiscation d'avoir acquis illégalement. Il y a aussi l'Agence d'État pour la sécurité nationale (DANS), chargée de prévenir et d'enquêter sur la corruption au sein du gouvernement bulgare. Le *anti-corruption fund (ACF)* lui est plus une plateforme d'experts civils qui produit des rapports et du monitoring pour relever des signes de corruption d'intérêt général et fournir ces dossiers aux institutions compétentes. Le ACF permet

aux citoyens de fournir toute information utile sur des pratiques de corruption quelconques de façon confidentielle. Il y a aussi l'agence bulgare de lutte contre la corruption et la confiscation des biens illégalement acquis créée en 2008, agence chargée d'enquêter et de poursuivre la corruption dans les secteurs privés et publics, mais largement critiquée pour ne pas avoir amené aucun résultat et témoignant de l'ingérence politique (Novinite 2022a).

## Observations

En Bulgarie, ces institutions fournissent des informations importantes et démontrent plusieurs aspects des efforts nationaux pour lutter contre la corruption. L'engagement et la priorité à lutter contre la corruption par la présence de ces institutions reflète la reconnaissance par la Bulgarie de l'impact de la corruption sur la société. Ces institutions démontrent leur engagement à lutter activement contre la corruption sous ses diverses manifestations comme les flux financiers illicites à la corruption politique de haut niveau. L'approche multidimensionnelle et globale est démontrée par la présence de plusieurs institutions : alors que CCCCIAP se concentre sur la confiscation des avoirs des gains financiers illicites, DANS se concentre sur les enquêtes et la collecte de renseignements. Cette approche multidimensionnelle montre que la lutte anti-corruption requiert une stratégie multi-niveau avec des mesures juridiques, d'enquêtes, de renseignements et de préventions. L'accent est aussi mis sur les mesures préventives puisque le ACF démontre que ces ONG jouent un rôle clé dans la sensibilisation, la promotion de changements politiques, de la transparence et de l'intégrité. Leurs activités visent les causes profondes de la corruption dans le but de prévenir les pratiques de corruption en promouvant la bonne gouvernance et l'éthique. La responsabilité et la dissuasion est démontrée avec ces institutions qui visent aussi à établir une culture de responsabilité et d'amener les individus impliqués dans des pratiques de corruption sont plus susceptibles d'en subir les conséquences. Par contre, l'efficacité de ces institutions dépend en fin de compte de facteurs comme les ressources, l'indépendance et la volonté politique d'assurer leur autonomie et leur efficacité dans la lutte contre la corruption. La réforme proposée en 2022 de CCCCIAP vise à créer l'indépendance de l'agence par rapport au bureau du procureur général et la création de deux agences distinctes. Le bureau du procureur général en Bulgarie est un problème majeur dans la lutte contre la corruption qui reviendra (Nikolov 2022d).

#### 4.2.2. Roumanie

En Roumanie, la DNA a été créée en 2002 par l'ordonnance 43-2002 et mise en place pour prévenir, enquêter et poursuivre les infractions liées à la corruption de haut niveau. Cette institution a été créée dans le cadre du processus d'adhésion de la Roumanie à l'UE. Sa création était faite pour répondre et démontrer l'engagement de la Roumanie à lutter contre la corruption de manière effective et soutenue, en renforçant le système judiciaire roumain et garantir son indépendance et son efficacité. La DNA est dirigée par un procureur et deux adjoints nommés par le ministre de la Justice et le président de la Roumanie. Cette institution est vue par l'UE comme étant un bon exemple d'institution de lutte contre la corruption. En effet, selon le rapport du MCV de 2017, la DNA a établi un nombre impressionnant en termes de résolution d'affaire de haut niveau, constituant un exemple en termes de reportage des cas et d'analyses. L'année 2017 constitue l'année la plus intense en termes de lutte, avec 3 800 affaires ont été résolues, 159,5 millions d'euros ont été confisqués et 713 personnes ont été condamnées. La DNA jouit d'un fort support de la part de l'UE mais à l'interne, la DNA est critiquée par plusieurs ministres l'accusant d'être un outil politique utilisé par quelques politiciens. En 2018, l'ancien ministre de la Justice Tudorel Toader a présenté un rapport sur la DNA qu'il accuse d'avoir agis beaucoup plus que les pouvoirs qui lui sont attribués et de ne pas respecter l'autorité du parlement (Paun 2018). Au départ, cette institution n'avait pas un grand soutien de la part de la cour constitutionnelle de Roumanie, qui en 2005 a décidé que la DNA n'aurait plus le droit d'enquêter sur les députés. Par contre, cela a changé et désormais la DNA est considérée par des politiciens roumains dont Monica Macovei, ancienne ministre de la Justice, comme étant l'institution de base puisque aucune autre institution ne gère les affaires de corruption de manière plus efficace (Macdowall 2016).

L'ANI est une agence autonome possédant une personnalité juridique par l'adoption de la loi 144-2007. La Roumanie est ainsi devenue le premier pays de l'UE spécialisée dans la vérification des richesses et des revenus injustifiés et le régime juridique des conflits d'intérêts et des incompatibilités. Les objectifs de l'ANI sont d'assurer l'intégrité dans l'exercice des fonctions et des dignités publiques et de prévenir la corruption institutionnelle en exerçant une responsabilité dans l'évaluation des déclarations et changements de patrimoine. L'ANI a finalisé plus de 12 000 enquêtes dans les domaines des cas d'incompatibilités, de conflits d'intérêts administratifs, de cas d'écarts significatifs entre revenus et patrimoine, conflits d'intérêts pénaux. Cela a abouti à plus de



4 000 amendes. Ces affaires concernent 122 députés, 33 députés, 23 présidents et six ministres. L'ANI assure les procédures de collecte et traitement en les mettant sur le site web des déclarations de patrimoine et d'intérêts, l'un des outils les plus importants de l'ANI (Network For Integrity, s.d.).

### Observations

En Roumanie, ces institutions sont efficaces à amener une confiance de la part de la population envers ces institutions lors des poursuites de politiciens devant la justice pour actes de corruption. Les actions des agences anti-corruption, surtout la DNA, ont gagné la confiance et le soutien du public. Leurs efforts pour enquêter et poursuivre les politiciens corrompus sont cruciales pour la lutte contre la corruption et la promotion de la responsabilité. Le succès des agences à traduire en justice des hommes politiques et des personnalités publiques de premier plan a contribué à un changement d'attitude du public à l'égard de la corruption. Ce travail des agences a en effet alimenté une demande de responsabilité parmi le grand public et la révélation des pratiques de corruption et les poursuites ont créé un sentiment que les individus corrompus peuvent être tenus responsables de leurs actes. Cela a conduit à des attentes accrues en matière de transparence, d'intégrité et de conduite éthique parmi les agents publics. Par contre, certains débats et préoccupations ont émergé concernant l'équilibre entre les mesures anticorruptions et la protection des droits individuels. Les critiques soutiennent que dans la poursuite de la lutte contre la corruption, il peut y avoir des cas où les droits individuels, tels que le droit à une procédure régulière et la présomption d'innocence, sont compromis. Des préoccupations concernant la politisation potentielle des agences de lutte contre la corruption ont aussi été exprimés par des politiciens roumains concernant l'influence politique sur l'indépendance et l'efficacité de ces institutions en soutenant que le maintien de l'intégrité et de l'autonomie des agences seraient compromis. Trouver un équilibre entre des mesures efficaces de lutte contre la corruption et la protection des droits individuels reste donc un défi. Ces critiques vont revenir dans les prochaines sections des analyses du travail de l'ADN (Gillet 2017).

#### 4.2.3. Comparaison institutionnelle

L'indépendance des institutions anti-corruption bulgares font face à des problèmes d'ingérence politique et de manque de ressources, alors qu'en Roumanie, la DNA est reconnue pour son indépendance et son efficacité dans la lutte contre la corruption selon la Commission européenne

et TI. En ce qui concerne les poursuites, les agences en Bulgarie ont rencontré des difficultés pour mener des enquêtes approfondies et obtenir des condamnations, alors qu'en Roumanie la DNA a avec succès poursuivi des enquêtes et des condamnations contre des politiciens. En Bulgarie, la confiance du public dans les agences anti-corruption reste relativement faible et un scepticisme règne, alors qu'en Roumanie il y a une perception positive et la confiance du public concernant ses efforts de lutte contre la corruption.

Dans la prochaine section, une analyse sera faite de la façon dont ces institutions et lois nationales sont mentionnées dans les discours présidentiels pour voir s'il y a un lien entre celles-ci et la façon dont le discours tourne autour des efforts anti-corruption. Le but sera de voir si ces éléments reviennent dans les discours et si oui, ce qu'ils apportent concrètement dans les perceptions et les efforts anti-corruption.

## 5. Discours présidentiels sur la corruption

Dans cette section, les discours présidentiels officiels d'après l'adhésion de 2007 traitant de la corruption et des stratégies anti-corruption seront relevés pour analyser les différences et similitudes entre les deux discours et leur importance dans la lutte anti-corruption. Pour la Bulgarie, les discours de Rossen Plevneliev et de Roumen Radev et pour la Roumanie, les discours de Klaus Iohannis seront relevés.

### 5.1. Bulgarie

- **2016 : Déclaration du président Rossen Plevneliev lors de sa 4<sup>ème</sup> conférence de presse annuelle**

Dans son discours de 2016, le président Plevneliev a réaffirmé la position pro-UE de la Bulgarie et son rôle stratégique dans les Balkans au sein de l'OTAN et de l'UE. La Bulgarie participe à des initiatives régionales, comme la coopération en Europe du Sud-Est et la coopération dans les Balkans occidentaux et collabore avec les pays voisins pour lutter contre la corruption. Plevneliev a souligné la nécessité de réformer le système judiciaire pour garantir l'état de droit, reconnaissant les obstacles et la lenteur de la lutte anti-corruption après la réforme des quotas des affaires judiciaires en 2015. Il a suggéré d'accélérer les réformes législatives pour restaurer la confiance du public dans le système judiciaire, soulignant l'importance de la collaboration entre politiciens, citoyens et magistrats (President of the Republic of Bulgaria 2016) (Voir annexe 1).

- **2017 : Discours du président Roumen Radev à la 43<sup>e</sup> Assemblée nationale après avoir prêté serment**

Dans son discours, Radev lie la corruption à la transition inachevée du pays. Les changements constitutionnels et économiques renforcent le soutien de la Bulgarie à l'UE et à l'OTAN. Le problème réside dans le grand nombre de partis politiques, créant une aliénation de la population et nuisant à la démocratie. Les disparités régionales dans les systèmes de santé et d'éducation alimentent la corruption et nuisent aux investissements étrangers. Radev propose une réforme électorale pour rendre les parlementaires responsables envers les électeurs. Il souligne le lien entre injustice, corruption et émigration massive depuis la chute du communisme. La méfiance envers le système judiciaire est présente chez le public bulgare. Radev insiste sur la coordination entre les

institutions, les partis politiques et la société civile pour une réforme judiciaire efficace. Il souligne aussi le problème des fonctionnaires nommés par leur affiliation politique plutôt que par leurs compétences professionnelles (President of the Republic of Bulgaria 2017) (Voir annexe 2).

- **2018 : Déclaration faite par le président Roumen Radev lors de sa conférence de presse annuelle tenue à l'occasion de sa première année depuis sa prise de fonction**

Dans son discours, Radev souligne la lutte contre la corruption et la publication des compte-rendu des réunions consultatives pour restaurer la confiance du public envers la présidence bulgare. Cependant, aucun accord n'a été conclu sur la construction d'un modèle efficace de lutte contre la corruption. La loi actuelle présente des risques de détournement de fonds et d'abus de pouvoir. Radev remet en question l'indépendance de l'organe anti-corruption dont la direction est élue par la majorité parlementaire. Malgré l'adoption de la loi, le Parlement n'a pas répondu aux attentes du peuple bulgare. Radev souligne l'importance de la collaboration entre le peuple et les médias, ainsi que la protection de la liberté d'expression et de l'indépendance des médias pour combattre l'injustice et la corruption. Il souligne l'importance de s'appuyer sur la société civile plutôt que de dépendre uniquement de l'assistance de l'UE. Radev s'engage à assurer la transparence des dépenses publiques, à modifier la législation anti-corruption, à promouvoir l'état de droit et à garantir la liberté d'expression (President of the Republic of Bulgaria 2018) (Voir annexe 3, 4 et 5).

- **2022 : Discours du président Roumen Radev au peuple et à l'Assemblée nationale à l'issue de la cérémonie de prestation de serment à la 47e Assemblée nationale**

Dans ce discours, Radev soutient pleinement les manifestations anti-corruption en Bulgarie contre le pouvoir de Borissov. Il reconnaît que ces manifestations amènent la restauration de la démocratie et de l'état de droit, qui étaient perdus. L'aliénation de la population envers la classe politique et les institutions représente un défi pour cette restauration démocratique. Les manifestations témoignent du consensus anti-mafia en Bulgarie, réclamant justice et égalité. Radev insiste sur l'élimination de la corruption et la nécessité de ne plus diriger le pays sous « l'écran, sous la table, au téléphone ou en sous-main ». Il exprime son soutien aux partis politiques engagés contre la corruption et souligne la nécessité d'un changement constitutionnel pour augmenter la participation citoyenne active à la gouvernance. Il propose aussi une décentralisation financière et un renforcement du pouvoir des municipalités dans la constitution (President of the Republic of Bulgaria 2022) (Voir annexe 6).

### 5.1.2. Rôle du président et importance des discours

En Bulgarie, le rôle présidentiel est principalement cérémoniel et ses pouvoirs sont limités. La Constitution établit un système parlementaire où le gouvernement détient le pouvoir exécutif. Le président est commandant des forces armées et a une influence limitée sur le processus législatif. Son veto peut être annulé par une majorité des deux tiers à l'Assemblée nationale. Son rôle reste central sur la scène internationale, en tant que chef d'État, lors des négociations. Il a également une influence législative indirecte, pouvant proposer des amendements aux projets de loi et demander la révision de lois adoptées par l'Assemblée nationale, bien que cette dernière puisse passer avec une majorité des deux tiers. Le président peut également nommer ou révoquer des fonctionnaires suite à la démission du gouvernement ou aux élections législatives (BNT, s.d. c.).

Avec ces pouvoirs limités, le Président de la Bulgarie a toutefois une importance lors de prononciations de discours sur la corruption pour plusieurs raisons. Radev, avec un support populaire de 51% selon une enquête d'*Alpha Research*, jouit d'une forte popularité au niveau de la population, surtout par rapport aux autres politiciens bulgares (Bogdanova 2023). D'abord, les discours du président Radev servent de base pour sensibiliser le public à l'ampleur du problème de la corruption et à son impact négatif sur la société. Il met en avant la lutte contre la corruption comme une priorité du discours public, encourageant ainsi les citoyens à reconnaître son importance. Ensuite, Radev contribue à mobiliser le soutien populaire et collectif en faveur des mesures anti-corruption. Ses discours montrent aux citoyens un sens de la justice et de fierté nationale, les incitant à s'engager activement dans la lutte contre la corruption. Il encourage aussi le développement d'une société civile forte, surtout lors des manifestations de 2020, devenant ainsi le seul allié institutionnel de la population qui protestait contre le trio de la corruption représenté par « Borissov-Peevski-Geshev » (Lalov 2021).

De plus, Radev utilise sa position pour plaider en faveur des réformes législatives nécessaires afin de renforcer les mesures anti-corruption. Ses discours attirent l'attention sur les lacunes législatives, les mécanismes d'application et les structures institutionnelles qui permettent à la corruption de persister. Il fait pression sur le gouvernement et les institutions concernées pour qu'ils prennent des mesures concrètes et efficaces contre la corruption. Radev contribue aussi à promouvoir la transparence et la responsabilité au sein du gouvernement et des institutions publiques. Ses discours appellent souvent à une plus grande transparence dans les processus décisionnels, les transactions

financières et les marchés publics. En tant que chef de l'État, il attire l'attention sur les lacunes, expose les cas de corruption et exige des mesures de la part des institutions concernées. Cela garantit que la lutte contre la corruption reste une priorité pour le gouvernement et que les ressources nécessaires sont allouées.

De plus, l'engagement de Radev dans la lutte contre la corruption renforce la coopération internationale de la Bulgarie avec l'UE. Ses discours témoignent d'un engagement ferme en faveur des valeurs démocratiques et de l'État de droit, ce qui instaure la confiance avec les partenaires internationaux. En septembre 2021, lors de la réunion Dondukov 2, Radev a rencontré les membres du groupe de suivi de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures du Parlement européen (LIBE) pour discuter spécifiquement des problèmes de corruption et des manifestations de 2020 (BNT 2021).

Enfin, Radev soutient diverses initiatives anti-corruption dans le pays. En défendant la cause et en mettant en lumière les pratiques anti-corruption réussies à travers le monde, il encourage le développement de solutions telles que le renforcement de la protection des lanceurs d'alerte, la mise en œuvre de stratégies anti-corruption efficaces et la promotion de l'intégrité dans les secteurs public et privé. En janvier 2023, l'Assemblée nationale a adopté le projet de loi sur la protection des lanceurs d'alerte et la divulgation publique d'informations sur les infractions, une loi jugée très importante dans la réforme judiciaire par le président de la commission des affaires juridiques, Radomir Cholakov (Todorov 2023 b.).

## 5.2. Roumanie

- **2015 : Discours du Président de la Roumanie, Klaus Iohannis, prononcé lors de la réunion d'examen concernant l'activité de la Direction nationale anti-corruption**

Dans ce discours, le président Iohannis exprime son fort soutien à la lutte contre la corruption menée par la DNA par ces activités de confisquer et d'envoyer en poursuite plusieurs politiciens, qu'il qualifie comme modèle de performance apprécié par les citoyens roumains et internationaux. Il souligne la consolidation de l'état de droit et de la démocratie avec confiance. La législation a évité les risques de pardonner des actes de corruption et de modifier le code pénal, démontrant ainsi la stabilité du système judiciaire roumain. Il met en garde contre l'utilisation de l'immunité pour

échapper aux accusations de corruption, et souligne la nécessité de récupérer les dommages causés à l'État par les individus accusés. Le rôle de l'éducation dans la lutte contre la corruption est également souligné. Des chiffres concrets sont fournis pour illustrer les progrès, avec un nombre croissant de personnes, y compris des dignitaires, envoyées en procès chaque année depuis 2014. La stratégie anti-corruption 2016-2020 est discutée, mettant l'accent sur l'importance de l'analyse post-incident et des mesures préventives. L'effet principal de la DNA est le changement de mentalité de la population et des élites vis-à-vis de la corruption, contribuant ainsi à améliorer l'opinion publique sur la lutte anti-corruption (President Romania 2016) (Voir annexe 7).

- **2017 : Discours du Président de la Roumanie, Klaus Iohannis, lors de la réunion de présentation du rapport d'activité de la Direction nationale anticorruption**

Dans ce discours, le président Iohannis réaffirme son soutien à la DNA, qu'il considère comme un modèle exemplaire de lutte contre la corruption. Il met en avant les réalisations de la DNA en 2017, avec 3 800 affaires résolues, soit une augmentation de 16,5 % par rapport à 2016, et 1 000 affaires portées en justice. 713 personnes ont été condamnées, et en moyenne, chaque procureur a traité 100 affaires. Malgré ces succès, le président souligne les critiques formulées à l'encontre de la DNA, provenant principalement de personnes jugées par l'institution, qui abusent du pouvoir et menacent la démocratie et l'état de droit. Cependant, il affirme que la démocratie et le système judiciaire en Roumanie se sont consolidés, en s'alignant sur le modèle occidental moderne de l'Europe de l'Ouest. Le travail de la DNA est soutenu par les Roumains et leurs partenaires européens. Le président souligne que les changements législatifs effectués par le parlement en 2017 représentent une menace pour la société roumaine, et insiste sur la nécessité de renforcer l'éducation des jeunes, en particulier en matière de lutte contre la corruption, pour parvenir à une lutte efficace (President Romania 2018) (Voir annexe 8).

### 5.2.1 Rôle du président et importance des discours

En Roumanie, le système est semi-présidentiel et donc le pouvoir exécutif est partagé entre le président et le premier ministre. Le président possède des pouvoirs importants dans la nomination du Premier ministre, la nomination et la révocation des ministres, l'initiative législative, la représentation du pays dans les relations internationales et le commandant des forces armées. Le président de la Roumanie représente le chef de l'État et l'unité du peuple roumain en veillant au

respect de la Constitution et au bon fonctionnement des pouvoirs publics. Il est en charge de représenter la Roumanie dans ses relations extérieures en négociant et ratifiant les traités internationaux. Le président est aussi le commandant des forces armées et exerce ce pouvoir en suivant aux décisions du Conseil supérieur de la défense du pays. Le président désigne, après consultation des partis politiques, un candidat pour Premier ministre. Il a aussi des pouvoirs législatifs comme le droit d'initiative législatives en soumettant des projets de loi au Parlement, en demandant des examens de projets de loi. Le président est aussi responsable de la Constitution en pouvant amener certaines lois devant la Cour constitutionnelle. (Gruia Dufaut 2014).

Avec ses pouvoirs, le Président roumain joue un rôle important dans la lutte contre la corruption lors de ses discours. D'abord, Iohannis a collaboré étroitement avec la DNA et la Direction générale anti-corruption pour enquêter et poursuivre les affaires de corruption en Roumanie en exprimant son un fort soutien à leur travail et a souligné l'importance de leur indépendance et de leur autonomie. Il soutient activement les réformes judiciaires et insiste sur la nécessité d'un système judiciaire indépendant en faisant pression pour des mesures visant à renforcer l'intégrité et l'efficacité du système judiciaire afin d'assurer l'enquête et la poursuite des affaires de corruption.

De plus, Iohannis a également joué un rôle dans la promotion et la signature de législations anti-corruption, fournissant les outils et les garanties nécessaires dans la lutte contre la corruption. Il a soutenu et signé des lois renforçant le cadre juridique de la lutte contre la corruption, telles que la protection des lanceurs d'alerte et les réglementations sur les conflits d'intérêts. En juillet 2022, Iohannis a renvoyé au Parlement la loi transposant la directive sur la protection des lanceurs d'alerte, mettant en garde contre une transposition incorrecte pouvant déclencher une procédure d'infraction et activer le mécanisme de conditionnalité des fonds européens. Cette décision a suscité des critiques de la part des ONG, qui ont souligné le manque de protection offerte par le projet de loi, décourageant ainsi le signalement des actes de corruption. Même Kovesi, la procureure en chef de la DNA, a menacé de renvoyer le projet de loi à la Commission européenne si elle devait être adoptée par l'état. Iohannis s'oppose ainsi aux lois proposées par les députés qui vont à l'encontre de la lutte anti-corruption (Ersnt 2022).

Avec ses discours, Iohannis dénonce donc les pratiques de corruption et prône une approche de non-tolérance envers la corruption dans les secteurs public et privé en adoptant une position ferme dans le but de sensibiliser et de créer un consensus public contre ce problème. Au final, Iohannis



s'engage fortement auprès des institutions européennes pour renforcer les efforts anti-corruption de la Roumanie. Il participe à des conférences internationales et collabore avec des dirigeants et des experts étrangers. En 2018, avant que la Roumanie ne prenne la présidence tournante du Conseil européen, Iohannis a rencontré le chef de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, au Parlement européen, et a prononcé un discours devant les députés pour mettre en avant les efforts de la Roumanie dans la lutte contre la corruption (Luca 2018).

### 5.3. Observations : comparaison deux discours présidents

Pour conclure, les présidents des deux pays s'accordent pour dire que la corruption est un problème majeur qui nécessite des mesures anti-corruption. En Bulgarie, tant Plevneliev que Radev ont critiqué la corruption et promis de la combattre en instaurant un bureau du procureur indépendant et en réformant le système judiciaire. Ils ont affirmé que le système actuel n'était pas efficace dans la lutte contre la corruption, ce qui empêche la Bulgarie de progresser au sein de l'UE. En tant qu'État membre responsable de l'UE et de l'OTAN, la Bulgarie joue un rôle important dans la région des Balkans. Les présidents ont souligné que les réformes étaient trop lentes et qu'il fallait des changements complets et fondamentaux. Ils ont constaté une érosion démocratique, un manque de justice, de soins de santé et d'éducation en raison de la corruption. De plus, ils estiment que les rapports de l'UE ne sont pas suffisants et que la détérioration de la liberté des médias contribue à la baisse de la confiance de la population (Trud News 2018) (Euractiv 2018). En Roumanie, le président Iohannis a fait de la lutte contre la corruption une priorité de sa présidence. Il a soutenu les mesures anti-corruption et critiqué les efforts visant à affaiblir les institutions de lutte contre la corruption du pays. Iohannis a souligné l'importance de la coopération de la Roumanie avec l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) et a plaidé en faveur de l'adoption de procédures de l'UE pour garantir une utilisation légale des fonds européens. Il a également souligné la nécessité d'une structure législative adéquate, de la formation de spécialistes et de la mise en place d'organismes de contrôle crédibles pour lutter contre la fraude. Iohannis a affirmé la détermination des autorités roumaines à lutter contre la fraude, à faire respecter les lois et à défendre les intérêts de la société ainsi que les normes européennes. Dans ses discours, il a appelé à la transparence des procédures et à l'application effective du principe selon lequel « nul n'est jamais au-dessus des lois » afin de prévenir la fraude et la corruption impliquant des fonds publics.

Toutefois, des différences entre les deux discours peuvent être relevées. D'abord, la volonté politique du président Iohannis de combattre la corruption est beaucoup plus forte, car il en a fait sa priorité absolue, tandis que le président Radev a exprimé son soutien aux mesures anti-corruption, mais sans en faire une priorité majeure. De plus, Iohannis a démontré un fort soutien envers la DNA et d'autres agences de lutte contre la corruption, en présentant des bilans des actions spécifiques entreprises jusqu'à présent, tandis que Radev s'est contenté d'appeler à un renforcement des institutions anti-corruption. Enfin, Iohannis s'est montré plus optimiste que Radev tout au long de ses discours. Iohannis est clairement plus actif dans la promotion de la lutte contre la corruption, tandis que Radev adopte une approche plus critique vis-à-vis de la persistance de la corruption.

Les différences de pouvoirs constitutionnels entre les présidents contribuent également à ces divergences. En Bulgarie, le président occupe principalement un rôle cérémoniel avec des pouvoirs exécutifs limités, tandis qu'en Roumanie, le président dispose de pouvoirs plus étendus et importants. En Bulgarie, la corruption reste une préoccupation majeure, mais les efforts pour la combattre sont restés relativement limités et le président a joué un rôle moins influent dans cette lutte. En revanche, en Roumanie, les efforts anti-corruption sont particulièrement élevés, avec des affaires, des enquêtes et des poursuites visant des politiciens, et le président met l'accent sur la lutte contre la corruption dans ses discours, exprimant son soutien aux institutions de lutte contre la corruption.

En ce qui concerne le contexte politique, en Bulgarie, le parti GERB domine et le rôle de la présidence a été moins influent dans l'élaboration des politiques de lutte contre la corruption, malgré un paysage politique caractérisé par des alliances changeantes et des changements de gouvernement. En Roumanie, les nombreux changements politiques, avec l'arrivée au pouvoir de différents partis politiques et coalitions au fil des ans, ont entraîné des affrontements entre le gouvernement et le président, donnant lieu à des priorités et à des perspectives différentes concernant la corruption. La perception publique de la corruption diffère également entre les deux pays. En Bulgarie, bien que la corruption soit reconnue comme un problème, la population a une perception plus nuancée du rôle de la présidence dans sa résolution, compte tenu des pouvoirs exécutifs limités de sa fonction. En revanche, en Roumanie, grâce aux efforts de lutte contre la corruption, le président est considéré comme un acteur actif dans la lutte contre ce problème et bénéficie d'une popularité auprès du public.

## 6. Bulgarie

### 6.1. Pouvoir GERB-Borissov et allégations

Le parti bulgare GERB a été au pouvoir de 2009 à 2021, dirigé par Boïko Borissov. GERB a remporté les élections législatives de 2009 avec 39 % des voix. Alors, Rossen Plevneliev, membre de GERB, a remporté les élections présidentielles avec 52 % des voix. En février 2013, le gouvernement de Borissov a démissionné après des manifestations nationales. GERB est revenu au pouvoir lors des élections législatives de la même année avec 30,5 % des voix. Cela a marqué la première réélection d'un parti politique au pouvoir en Bulgarie depuis l'ère post-communiste. GERB est alors devenu le parti d'opposition au BSP. En 2014, après de nouvelles manifestations, GERB est revenu au pouvoir lors d'élections anticipées. En 2020, GERB a connu des divisions internes et plusieurs membres ont rejoint le parti Républicains pour la Bulgarie créé par Tsvetan Tsvetanov, se séparant de GERB. Pendant cette période, des manifestations anti-corruption ont eu lieu contre le gouvernement de GERB, avec l'émergence de plusieurs partis anti-corruption et anti-Borissov : Nous continuons le changement (PP), Il y a un tel peuple (ITN), Bulgarie Démocratique (DB) et Debout.BG ! Nous arrivons ! (IBG-NI). Boïko Borissov a été confronté à plusieurs accusations de corruption, tout comme certains membres de son gouvernement dont Tsvetan Tsvetanov et Miroslav Naydenov. Borissov a notamment été impliqué dans des scandales incluant une photo prise par un drone montrant Borissov allongé sur son lit avec un pistolet et des billets en euros, ainsi qu'un enregistrement audio dans lequel il insultait des membres de l'Assemblée nationale. Le Premier ministre a nié la photo en accusant le président Radev, l'ancienne ombudsman Maya Manolova, le dirigeant de ITN Slavi Trifonov et l'ancien chef de GERB Tsvetan Tsvetanov d'avoir participé à un complot contre lui. Ces incidents ont contribué aux manifestations de 2020, où le procureur général a fait un raid de la présidence, qui ont appelé à la démission de Borissov, du procureur général et du gouvernement (Todorov 2020a). Ces affaires démontrant un lien étroit privilégié avec le procureur général bulgare Ivan Geshev (Todorov 2023).

### 6.2. Problème procuration bulgare

Les liens étroits et privilégiés entre Geshev et Borissov sont illustrés par l'aide de Geshev à la sortie de prison de Borissov en mars 2022, ainsi que par le rôle clé joué par Borissov dans la nomination de Geshev en tant que procureur général en 2019. Geshev entrave la lutte contre la corruption et la

convergence de la Bulgarie avec les normes de l'UE en protégeant les intérêts de la mafia bulgare et en empêchant la poursuite des politiciens de haut niveau. Assen Vassilev et Atanas Atanasov, co-présidents du parti DB, expriment leur scepticisme quant aux allégations de menaces de Geshev. Le syndicat bulgare des juges critique également Geshev, le décrivant comme inapte à son poste en raison d'un « manque total de qualités professionnelles et morales ». Ses motivations sont personnelles et politiques et visent à remplacer le Conseil supérieur de la magistrature, chargé de nommer le procureur général (Christian 2023).

En juin 2023, Rumen Radev a approuvé la décision du Conseil suprême de la justice bulgare de renvoyer Geshev à la moitié de son mandat de sept ans, confirmant ainsi le problème de longue date du système judiciaire bulgare hautement politisé. Geshev avait subi des pressions de l'UE au début de 2023 en raison de son incapacité à lutter contre la corruption à grande échelle et à effectuer la réforme judiciaire. Lors d'une conférence de presse le 15 mai à Sofia, en réponse aux demandes de destitution, Geshev a qualifié les députés de « poubelles politiques » devant être « balayées ». C'est à ce moment que le Conseil suprême de la justice a décidé de renvoyer Geshev, affirmant que ses commentaires sapent le prestige du pouvoir judiciaire (Radio Free Europe/Radio Liberty 2023). La chute de Geshev survient au moment de la formation d'un nouveau gouvernement de coalition entre ses rivaux GERB et PP-DB. Le renvoi de Geshev montre que Borissov était prêt à sacrifier sa relation avec Geshev pour rester au pouvoir en formant une coalition (Price 2023).

Le rôle d'Ivan Geshev a souvent été décrit par les médias comme l'infiltration de l'influence russe en Europe (Euractiv 2022d). L'Assemblée nationale bulgare a adopté en janvier 2023 un mécanisme permettant d'enquêter sur le procureur général suite aux allégations de corruption, en modifiant le code pénal. Geshev dit que cela va à l'encontre de la constitution et des normes européennes, et les politiciens bulgares souhaitent ainsi contrôler le pouvoir judiciaire (Todorov M. 2023). Un problème structurel en Bulgarie est que le système judiciaire repose sur une structure verticale héritée de l'époque communiste, dans laquelle les décisions dépendent du procureur général qui contrôle les cours. Cela empêche les investigations indépendantes envers le procureur général, car tous sont subordonnés à son pouvoir (Vassileva 2022).

En Bulgarie, le manque d'indépendance du système judiciaire au sein du Bureau du Procureur général de Geshev constitue un obstacle à la lutte efficace contre la corruption. Le bureau est soumis à l'élite dirigeante, ce qui leur permet d'entraver et de retarder les enquêtes sur leurs propres

membres tout en ciblant leurs adversaires. Des efforts de réforme du système judiciaire sont en cours, ainsi que des appels à réduire les vastes pouvoirs du procureur général et à renforcer l'indépendance du bureau. Le procureur général en Bulgarie détient un pouvoir important, ayant le dernier mot dans l'ouverture, la prolongation ou la clôture des enquêtes. Tenir le procureur général responsable de ses actes est difficile, ce qui pose un problème de transparence et de responsabilité.

La constitution bulgare prévoit un procureur général indépendant choisi par les membres du Conseil suprême de justice sur la base de leurs qualifications professionnelles. Cependant, ce conseil suprême, composé d'experts juridiques sélectionnés par les parlementaires, les avocats et les juges, est contrôlée par l'élite dirigeante, en particulier Borissov. En 2013, un enregistrement rendu public a révélé l'implication de Borissov dans la nomination du procureur général de l'époque, Tsatsarov, démontrant l'influence de Borissov sur le bureau du procureur général. En 2019, Borissov a déclaré qu'il avait envisagé d'autres candidats pour le poste de procureur, mais qu'il n'avait trouvé aucun meilleur candidat que Ivan Geshev.

Pendant son mandat de trois ans et demi, Geshev a fait allégeance à Borissov et à l'oligarque des médias Delyan Peevski, qui contrôle le DPS. Il a protégé les responsables des partis GERB et DPS en ciblant leurs opposants. Il n'a réussi à obtenir aucune condamnation dans plusieurs affaires très médiatisées et s'est opposé à la fermeture d'un bureau du procureur spécialisé. Le gouvernement américain s'est également dit préoccupé par l'état de la démocratie et de l'état de droit en Bulgarie, en mentionnant le système judiciaire comme un problème. Les États-Unis ont imposé des sanctions contre Peevski, son allié Ilko Zhelyazkov et Vasil Bozhkov pour corruption (Price 2023). En 2021, seul un procès criminel contre un haut responsable politique, Angel Semerdzhiev, a été conclu, mais il a finalement été abandonné. Le bureau de Geshev n'a lancé aucune enquête contre des politiciens de haut niveau, malgré les noms identifiés par Magnitsky. Même dans les cas où des enquêtes ont été ouvertes, seuls 90 % des cas ont été portés devant les tribunaux, et dans les cas impliquant des politiciens de haut niveau, seulement 20 % ont abouti à une condamnation (Nikolov 2022b) (Anti Corruption Fund 2022). Le problème de la procuration bulgare est également souligné par Warren Davidson, membre du Congrès américain, qui a critiqué le procureur Geshev de ralentir la lutte contre la corruption et de menacer la stabilité de l'OTAN et de l'UE (Euractiv 2022e).

Dans deux affaires, Geshev a démontré un manque d'indépendance, des interférences politiques, des relations tendues avec la société civile, un manque de transparence et des allégations d'abus de

pouvoir. Ces affaires, l'affaire de la *Corporate Commercial Bank* et l'affaire Mladost, mettent en évidence ces pratiques de poursuites douteuses et l'influence politique sur les poursuites judiciaires.

La faillite de la *Corporate Commercial Bank* (CCB) a débuté avec un désaccord entre l'actionnaire Tsvetan Vasilev et Delyan Peevski, ce qui a conduit à une perquisition dans les bureaux de Vasilev et à une ruée sur la banque initiée par Geshev. La Banque nationale bulgare a réagi en suspendant les liquidités, en plaçant la banque sous tutelle et en révoquant sa licence. En 2022, la Cour européenne des droits de l'homme a jugé que la révocation de la licence était contraire au droit à un procès équitable et au droit de propriété. En 2017, Geshev a inculpé Vasilev et 17 autres personnes pour avoir dirigé un groupe criminel qui aurait vidé la banque. Biser Lazov, principal témoin contre Vasilev, a profité de la fermeture de la banque en acquérant ses actifs, démontrant que la faillite était délibérée et bénéficiait à certains cercles politiques. Les enquêtes de Bivol ont également révélé des preuves suggérant que la mère de Peevski, Irena Krasteva, avait acheté la presse Monitor avec un prêt de la CCB en 2012. Geshev n'a pas enquêté sur les prêts illégaux accordés et du rôle de Krasteva et Peevski en tant que complices dans la faillite de la banque (Bivol 2017). En décembre 2018, les bureaux des avocats de Vasilev ont été perquisitionnés, ce qui a été interprété comme un avertissement à leur égard. En 2019, le parquet a arrêté des témoins dans l'affaire CCB et les a poursuivis en justice (Dachkova 2019). Des rapports de *Radio Free Europe* ont suggéré que les accusations reposaient sur des documents flous et ont signalé une présence inhabituelle de la gendarmerie lors de l'examen des preuves (Mitov 2019). Cette affaire démontre l'influence politique et économique et que les deux influences peuvent s'entremêler menant à des conflits. Les violations des droits et procédures judiciaires lors de la révocation de la licence de la banque sans permettre aux déposants et aux actionnaires de faire appel de la décision soulève des inquiétudes quant à la violation de leurs droits à un procès équitable et à la propriété. L'arrêt par la suite de la Cour européenne des droits de l'homme vient démontrer ces préoccupations. Les allégations de corruption et de détournement de fonds contre Vasilev et d'autres pour avoir dirigé un groupe criminel organisé qui aurait vidé la banque soulèvent des questions sur l'abus de pouvoir et la faillite intentionnelle potentielle de la banque à des fins personnelles. Les actions en justice internationales se font sentir avec l'implication de la cour européenne des droits de l'Homme. Ensuite, les actions de poursuite controversées lors des descentes dans les bureaux des avocats de Vasilev et la confiscation de documents démontrent le manque de légitimité des actions de l'accusation.

Dans la deuxième affaire Mladost en 2018, Ivan Geshev a arrêté Desislava Ivancheva, la maire de la municipalité Mladost à Sofia qui a été accusée d'avoir demandé des sommes d'argent pour fournir rapidement un permis de construction à une compagnie. Geshev a affirmé que Ivancheva a été arrêtée avec 70 000 euros (Dimitrov 2018a). L'arrestation a fait l'objet de grande couverture médiatique car la femme a été menottée pendant des heures et soumise à des conditions de détention inacceptables selon l'ombudsman Maya Manolova. Le traitement d'Ivancheva avec des menottes aux mains et aux pieds, ainsi qu'une ceinture autour de la taille a été considéré comme allant à l'encontre de la constitution selon l'ancienne juge bulgare au tribunal de Strasbourg Zdravka Kalaidzhieva (Дневник 2018). Le principal témoin contre Ivancheva et Petrova est revenu sur sa déposition, alléguant des pressions exercées par les procureurs pour qu'ils fassent de fausses déclarations. Le Comité bulgare d'Helsinki, dans une lettre au président Radev, a mentionné que cette arrestation de Geshev prouve son abus des droits de l'Homme : « son comportement témoigne alors soit d'une méconnaissance de la question des droits de l'homme, soit d'une violation délibérée de ceux-ci » (Bulgarian Helsinki Committee 2019). Dans cette deuxième affaire, les allégations de mauvais traitements et d'abus sont démontrées par les arrestations de Geshev. Des pressions et intimidations de la part des procureurs ont été relevées à l'encontre de l'ancienne maire avec des violations des droits de l'homme qui ont aussi reçues des attentions internationales lors de la lettre du Comité bulgare d'Helsinki.

### 6.3. Sanctions Magnitsky

La loi Magnitsky du gouvernement américain, adoptée en 2012, sanctionne les individus étrangers corrompus et violant les droits de l'homme. En 2021 et 2023, des oligarques bulgares ont été sanctionnés, envoyant un message fort aux autorités bulgares concernant les entraves à la lutte contre la corruption. L'absence d'enquêtes de la part de Geshev envers ces individus démontre leur protection assurée.

En juin 2021, les États-Unis ont sanctionné Vassil Bojkov, Delyan Peevski et Ilko Zhelyazhov pour corruption, ainsi que 65 entités et personnes en Bulgarie, dans la plus grande action Magnitsky en une journée. Bojkov est en fuite à Dubaï, accusé de corruption, de direction d'un groupe criminel organisé et d'évasion fiscale dans l'industrie du hasard. Peevski, ancien député du DPS, s'est livré à des actes de corruption pour protéger ses intérêts et contrôler les institutions. Lors des élections municipales de 2019, il a influencé le processus politique et a obtenu des faveurs médiatiques en

échange de protection contre les enquêtes criminelles. Zhelyazhov, ancien chef de DANS, a collaboré avec Peevski en fournissant des documents de résidence bulgare à des étrangers en échange d'informations et d'argent (U.S. Department for the Treasury 2021).

En février 2023, les États-Unis ont sanctionné Roumen Ovcharov, Aleksandar Nikolov, Ivan Genov, Nikolay Malinov et Vladislav Goranov pour corruption. Goranov et Ovcharov sont d'anciens ministres des Finances et de l'Énergie respectivement. Nikolov était directeur adjoint de la centrale nucléaire de Kozloduy et Genov est un ancien député et directeur de la centrale. Malinov est le chef d'un parti russophile et est soupçonné d'espionnage pour la Russie. Ovcharov a reçu des contrats gaziers à prix fixe de compagnies énergétiques russes et ce dernier, avec Nikolov et Genov ont détourné des contrats de service de la centrale nucléaire de Kozloduy. En échange de garanties de contrats à Kozloduy, Nikolov et Genov ont accepté cinq millions de leva bulgares de dirigeants étrangers du secteur de l'énergie nucléaire. Malinov a corrompu un juge bulgare pour se rendre en Russie et recevoir une médaille de Vladimir Poutine avec une récompense de deux millions et demi de roubles russes. Goranov est lié à l'oligarque Delyan Peevski et a utilisé son poste de ministre des Finances pour faciliter la corruption de fonctionnaires bulgares et aider les oligarques. Il a versé des millions d'euros à des fonctionnaires pour une législation favorable à l'industrie du jeu de hasard (U.S. Department for the Treasury 2023).

### 6.3.1. Paradoxe Magnitsky

Les sanctions Magnitsky de 2021 et 2023 démontrent un paradoxe et ne sont pas appliquées au hasard. D'abord, les sanctions Magnitsky sont sans précédent en Europe car avant ces mesures, seulement une seule sanction avait été imposée contre un oligarque slovaque et un oligarque letton, alors qu'en 2021, trois oligarques bulgares ont été accusés de corruption, suivis de cinq oligarques en 2023. Les noms de ces oligarques mentionnés par Magnitsky ont été clairement identifiés par les manifestants de 2020, contrairement à l'UE qui ne les a pas révélés. Ces sanctions sont intervenues dans le contexte de la crise politique en Bulgarie, durant laquelle le gouvernement provisoire s'efforce de démontrer les actes de corruption commis sous le gouvernement GERB. Cela permettra d'analyser le type de corruption pyramidale en Bulgarie.

L'intervention américaine témoigne d'une certaine indifférence de la part de l'UE à l'égard des problèmes de corruption et de l'état de droit en Bulgarie. L'UE continue d'injecter des fonds, que



les partis d'opposition accusent d'atterrir dans les poches de quelques oligarques. Les raisons expliquant l'attitude de l'UE face à ces problèmes renvoient au fait que Borissov est un allié du Parti populaire européen, dirigé par Angela Merkel. Dans les années 2000, les *think tanks* allemands considéraient Borissov comme le choix idéal pour contrer le BSP et mener une lutte efficace contre la corruption (Medarov 2020). Borissov est également un acteur clé dans le domaine de l'énergie en Europe comme dans le *TurkStream*.

L'UE, avec Angela Merkel et Ursula von der Leyen, n'a jamais critiqué directement le régime de Borissov ni les problèmes de corruption et d'état de droit en Bulgarie. Malgré sa défaite lors des élections d'avril, Borissov reste une force politique non négligeable (Dzhambazova et Bayer 2021). Hristo Ivanov, leader du parti Oui, Bulgarie ! affirme que Bruxelles et Berlin ferment les yeux sur la mafia bulgare en raison de l'alliance stratégique entre Borissov et les démocrates-chrétiens de Merkel et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen sur la scène européenne. L'UE et l'Allemagne considèrent également Borissov comme un allié fiable dans la gestion des relations avec la Turquie (Christian 2020).

Cependant, en septembre 2020, deux mois après le début des manifestations, un allié de Merkel a commencé à critiquer Borissov. Gunther Krichbaum, membre de l'Union chrétienne-démocrate de Merkel, a déclaré qu'il fallait surveiller de plus près le gouvernement de Borissov, soulignant que « ces choses sont inacceptables. L'adhésion de la Bulgarie à l'UE a été liée à des engagements et à des attentes claires, et les citoyens bulgares sont désormais privés des fruits de l'adhésion à l'UE » (Der Burchard 2020). Les démocrates-chrétiens sont également alliés au GERB, et les Bulgares considèrent que l'Allemagne est la seule puissance étrangère capable, en raison de ce lien étroit entre les deux partis, de mettre fin au règne de Borissov. Lors des manifestations, les manifestants montraient souvent des pancartes avec l'écrit : « Madame Merkel ! N'avez-vous pas honte de ce gars corrompu ? » soulignant ainsi le lien entre Borissov et Merkel. Krichbaum a également invité la Commission européenne, si nécessaire, à engager des procédures contre la Bulgarie, car il est de sa responsabilité de veiller au respect des traités de l'UE. Toutes ces déclarations interviennent après les manifestations, montrant ainsi que, pour la première fois au sein de l'UE, celle-ci est plus critique à l'égard de GERB et de Borissov (Der Burchard 2020).

Suite à la première sanction Magnitsky en septembre 2021, la Commission européenne a admis ne pas en avoir fait suffisamment pour aider à la lutte contre la corruption en Bulgarie. Lors d'une

session plénière, le débat portait sur le fait que l'approche de l'UE en matière de démocratie, d'état de droit et de droits fondamentaux était remise en question lorsque les États-Unis, un pays outre-Atlantique, sanctionnent eux-mêmes les oligarques bulgares au lieu de l'UE. Yvla Johansson a affirmé que l'UE ne disposait pas des instruments nécessaires pour intervenir directement et que cela relevait de la compétence de l'OLAF et du nouveau Bureau du procureur général européen. Ce débat sur la corruption en Bulgarie et le rôle de l'UE met en évidence le problème du fait que l'UE ne peut pas s'immiscer dans les affaires internes des États (Euractiv 2021) (Gotev 2020).

### 6.3.2. Réactions Magnitsky

Les réactions aux sanctions varient selon les politiciens bulgares. Rumen Ovcharov, haut responsable du BSP, a déclaré qu'il n'était pas dérangé par les sanctions américaines. Nikolai Malinov considère son inclusion dans la liste comme une « persécution politique » et a rejeté ces allégations « fabriquées ». Alexander Nikolov a déclaré qu'il commenterait les sanctions une fois qu'il en connaîtrait les raisons. Ivan Genov a qualifié les allégations contre lui de fausses et a exprimé sa frustration. Boiko Borissov a pris ses distances avec Vladislav Goranov mais a exprimé sa conviction dans l'innocence de Goranov. Le parti PP a soulevé des questions sur le bureau du procureur bulgare et son incapacité à enquêter sur Goranov. Hristo Ivanov a appelé à la démission du procureur général et a déclaré que Magnitsky était une évaluation de ses actions. Le président Radev a reconnu l'importance des sanctions dans la lutte contre la corruption et a appelé à un engagement pour la législation anti-corruption et l'État de droit en Bulgarie. Le gouvernement intérimaire a exprimé son attachement à l'État de droit et à la lutte contre la corruption, appréciant le soutien des États-Unis. (Sofia Globe 2023). Ces réactions démontrent un déni puisque certains des responsables sanctionnés comme Ovcharov et Malinov ont adopté une position de déni en minimisant les allégations et les considérant comme une persécution politique. Cela indique une tentative de maintenir leur image publique et de remettre en cause la crédibilité des sanctions. Le silence de certains sanctionnés démontre soit une réticence à commenter les allégations ou leur décision stratégique d'éviter d'attirer davantage l'attention sur la question. Les réactions des dirigeants politiques et des partis reflètent aussi la dynamique du pouvoir en Bulgarie puisque Borissov distance son parti de Vladislav Goranov tout en exprimant sa conviction en son innocence, démontrant une tentative de maintenir sa crédibilité politique. L'appel à la démission du procureur général lancé par Ivanov met encore une fois l'accent sur le mécontentement des

efforts de l'État en matière de lutte anti-corruption et cherche à demander comptes aux autorités responsables. La reconnaissance positive des sanctions par le président Radev témoigne d'une volonté de conserver une image favorable à l'international, démontrant l'importance de l'aide externe pour lutter contre la corruption à l'interne. Les réponses des différents acteurs politiques, y compris le gouvernement intérimaire, mettent l'accent sur la réforme judiciaire et la législation anti-corruption. Cela indique la reconnaissance de la nécessité de s'attaquer aux problèmes systémiques et de renforcer les institutions chargées de lutter contre la corruption.

#### 6.4. Crise politique et manifestations

Dans cette section, une analyse sera faite de la façon dont certains partis politiques se sont créés par le support envers les manifestations et qui ont immédiatement gagné en popularité, à cause de leur campagne anti-corruption et de la crise politique que le pays a subi depuis 2021. Ces nouveaux partis ont eu deux rôles : ils ont mis fin à la domination de GERB et ils ont amené une vague nouvelle de partis politiques avec des nouvelles idéologies.

Pendant la période de 2021 à 2023, la Bulgarie a traversé une crise politique caractérisée par une instabilité nationale et cinq élections en deux ans causée par l'apparition de nouveaux partis politiques anti-GERB et anti-Borissov qui ont réussi à mettre fin à son monopole sur la scène politique bulgare. En avril 2021, GERB a perdu sa majorité aux élections, tandis que l'ITN, l'IBG-NI et DM ont émergé en tant que nouveaux partis du changement en formant une coalition. Ces élections ont marqué la fragmentation du règne de GERB pour la première fois et ont contribué aux mauvais résultats du parti. Un gouvernement provisoire a été formé après des échecs de coalition (Voir graphique14). En juillet 2021, ITN a remporté les élections, mais n'a pas obtenu de majorité, alors que GERB est arrivé en deuxième place. De nouvelles élections ont eu lieu en novembre 2021, avec la victoire de PP, mais des divisions sont survenues après les élections en raison de la guerre en Ukraine lorsque le BSP a menacé de quitter la coalition si la Bulgarie envoyait des armes en Ukraine et lors du veto de la Bulgarie à l'adhésion de la Macédoine du Nord à l'UE, ce qui a conduit à la sortie de ITN de la coalition en juin 2022. Un vote de non-confiance a conduit aux élections d'octobre 2022. Lors de ces élections d'octobre 2022, GERB a regagné en première place et le parti pro-russe Renaissance est entré dans le parlement. De nouvelles élections ont eu lieu en avril 2023, remportées par GERB avec PP qui sont finalement entré en coalition pour mettre fin à la crise politique du pays (PolitPro, s. d.) (Politico 2022) (Voir annexe 11).

Les manifestations de 2020 ont été motivées par la perception de corruption et la capture de l'État. Elles ont débuté après que Hristo Ivanov a été empêché par des agents du Service national de protection alors qu'il tentait d'accéder à une plage publique en juillet. Il a accusé le gouvernement de Borissov d'autoriser l'ancien chef du DPS Ahmed Dogan à s'approprier cette plage en ayant construit un manoir personnel, suscitant ainsi des tensions (Todorov 2020b). Deux jours plus tard, le président Radev, soutenu par le BSP, a demandé que le service de protection nationale cesse de protéger des individus comme Dogan, déclenchant une série d'événements où des procureurs armés ont arrêté des membres de l'administration présidentielle. Ces actions ont été interprétées par Radev et Ivanov comme la preuve d'un lien politique et personnel entre Borissov et Geshev, contribuant à la crise politique en Bulgarie. Les manifestants exigeaient la démission de Geshev et de Borissov ce dernier a refusé de démissionner, affirmant qu'aucune alternative n'était possible en période de crise Covid-19 (Radio Free Europe/Radio Liberty 2020). D'ailleurs, l'initiative *Justice for All*, soutenue par Ivanov, promeut sept idées de réforme judiciaire visant à limiter le pouvoir du procureur général en réduisant l'influence politique sur le système judiciaire et en établissant une justice indépendante en mobilisant les citoyens pour exercer une pression politique. Cette initiative n'a toutefois jamais reçu le support du gouvernement (Инициатива Правосъдие за всеки, s. d.).

En août 2020, Borissov a proposé de démissionner seulement si le parlement organisait une élection pour réviser la constitution, sachant que cela ne serait pas accepté par les manifestants et les partis d'opposition. Les politiciens ont tenté de détourner l'attention des demandes des manifestants en évoquant d'autres enjeux régionaux, tels que les négociations d'adhésion de la Macédoine du Nord à l'UE. La crise Covid-19 a également détourné l'attention médiatique des manifestants (Barzachka et Yordanova 2020). Malgré le fait que le procureur Général Geshev et Borissov n'ont pas démissionné, les manifestations bulgares de 2020 ont amené des nouveaux éléments dans la lutte contre la corruption par rapport aux manifestations de 2013. D'abord, la majorité des manifestants étaient jeunes et cela démontre une nouvelle vague dans la société civile de prise de conscience. Ensuite, avec les nombreuses élections qui ont eu lieu et l'apparition des trois partis du changement PP, ITN et DB, l'électorat a démontré sa volonté de rompre avec le règne de Borissov. Cela a amené une transformation totale des dynamiques parlementaires et a rendu les négociations très difficiles avec les partis considérés comme corrompus. Enfin, la nouvelle vague de mobilisation civile et d'activisme a amené une énorme couverture médiatique internationale pour la Bulgarie, avec des médias comme Politico et Euractiv qui ont traité des manifestations et ont mis en lumière

les problèmes de la Bulgarie, souvent méconnus dans le monde et en Europe. Des intellectuels ont aussi soutenu les manifestants, comparé aux manifestations de 2013. Ces manifestations de 2020 ont donc mis en lumière les problèmes de corruption des dirigeants au pouvoir, qui ont vu leur gouvernement s'effondrer par l'apparition de ces nouveaux partis. Durant son plus haut niveau, les manifestations ont atteint 400 000 personnes qui manifestaient pendant six mois (Carnegie Endowment for International Peace 2023).

### 6.5. Efforts et lutte du nouveau gouvernement Petkov

Le nouveau parti PP de Petkov s'est engagé dès le début de son mandat dans d'importants efforts anti-corruption, en lançant des initiatives et en renforçant la coopération avec le BPGE. Avant sa chute en juin 2022, le parti a réussi à révéler et adresser plusieurs scandales de corruption.

D'abord, le point de contrôle de Kapitan Andreevo à la frontière de l'UE avec la Turquie en Bulgarie était sous le contrôle d'un groupe criminel qui permettait l'entrée de denrées alimentaires non conformes aux réglementations de l'UE, générant des profits importants jusqu'à environ 2 500 euros par heure et 22 millions d'euros par an. Le gouvernement Petkov a agi pour rétablir le contrôle, stoppant ainsi l'entrée de denrées alimentaires non réglementées dans l'UE, et démontrant la corruption frontalière négligée par les gouvernements précédents. Selon Hristo Daskalov, directeur de l'Agence de sécurité alimentaire, cela a entraîné une perte de 500 millions d'euros pour le budget bulgare au cours des 10 dernières années (Bayer 2022). Pour renforcer la coopération avec l'UE et reprendre le contrôle de la frontière, le gouvernement Petkov a fait appel à des experts de la Commission européenne. Arrivés en juillet 2021, ils ont évalué la situation et enquêté sur le contrôle des aliments importés de Turquie. La Bulgarie a également instauré des tests de pesticides dans un laboratoire gouvernemental, révélant une augmentation des échantillons contenant des résidus de pesticides jusqu'à 10%. Les revenus annuels de l'État devraient atteindre 50 millions d'euros, auparavant détournés par l'entreprise privée contrôlant la frontière (Euractiv 2022a).

Un deuxième exemple concerne la centrale électrique au charbon de Brikel à Gulabovo, démontrant l'impact de la corruption sur la vie quotidienne. Lors d'une inspection par Petkov et le vice-Premier ministre chargé des politiques climatiques et ministre de l'Environnement, Borislav Sandov, de graves infractions aux émissions de particules de la centrale ont été découvertes. Malgré une réduction de 20% de sa capacité, la centrale émettait des niveaux de dioxyde de soufre 16 fois

supérieurs à la norme, atteignant 5 600 milligrammes par mètre cube. Les particules fines dépassaient aussi les niveaux autorisés, atteignant 1367 milligrammes par mètre cube, comparé à la limite de 50 milligrammes par mètre cube. Après enquête de l'Agence de sécurité nationale pour identifier le propriétaire de Brikel et à établir des liens avec l'homme d'affaires Hristo Kovacki, des mesures strictes ont été imposées à l'entreprise. Celles-ci comprennent le renouvellement des équipements et l'installation de caméras et des GPS pour prévenir toute manipulation des contrôles et résultats des émissions de particules, selon le ministre Sandov (Simeonova 2022a).

Les actions concrètes de l'ancien Premier ministre Petkov démontrent les problèmes structurels en Bulgarie, où il a agi sans présence des autorités judiciaires. Cela démontre son engagement envers la sécurité des citoyens bulgares et de l'UE, soulignant l'importance de prendre des mesures concrètes. Les efforts de son gouvernement ont été reconnus dans le rapport annuel de l'État de droit de l'UE en 2022, avec l'approbation de Petkov pour renforcer la responsabilité du procureur général et le contrôle judiciaire, afin de lutter contre les problèmes soulevés dans les rapports annuels de l'UE. Le rapport souligne aussi l'engagement du gouvernement à coopérer avec le Conseil de l'Europe et la Commission de Venise, ainsi qu'à examiner les refus des procureurs d'engager des poursuites préliminaires. La suppression du régime de citoyenneté bulgare contre investissement en mars 2022 est aussi un progrès positif. Par contre, ces actions mettent en évidence la lenteur des réformes anti-corruption et la résistance à protéger les intérêts privés des oligarques. Pour promouvoir des réformes dans la législation anti-corruption, Petkov a décidé de renforcer la coopération avec le BPGE (Council of Minister of the Republic of Bulgaria 2022).

#### 6.6. Bureau du procureur général européen (BPGE)

Le BPGE a été mis en place en 2017 par l'UE comme organe indépendant et possédant une personnalité juridique ayant comme mission de mener des investigations et de persécuter les personnes suspectées de mener des activités contre les intérêts financiers de l'UE. Les missions de l'office sont menées par des procureurs désignés dans chaque État membre et qui a les mêmes pouvoirs que le procureur national. Suite à la mise au pouvoir de ces partis anti-corruption, la lutte contre la corruption en Bulgarie s'est effectuée de plus en plus vers des partenariats avec ces institutions européennes (Christian 2022).

### 6.6.1. Petkov-Kovesi collaboration

En mars 2022, le gouvernement Petkov a rencontré Laura Kovesi, la première procureure générale européenne, pour renforcer la coopération avec le Parquet européen. Ils ont discuté de la lutte contre les détournements de fonds de l'UE sous Borissov et l'examen de 120 cas de corruption associés (Todorov 2022). Le 16 mars, le Conseil des ministres a annoncé être le point de contact direct avec le Parquet européen pour signaler rapidement les cas de corruption, établissant ainsi plusieurs canaux de signalement (BNT, s.d. a).

Un jour après la rencontre de Petkov et Kovesi, le 17 mars 2022, d'importantes arrestations ont eu lieu en Bulgarie, visant Borissov, l'ancien ministre des Finances Vladislav Goranov, l'ex chef de la commission parlementaire des finances Menda Stoyanova et la porte-parole de GERB Sevdalina Arnaudova. Ces arrestations, effectuées par la police nationale et le Parquet européen, font suite à des enquêtes sur des détournements de fonds. Cependant, ces politiciens arrêtés ont été libérés après 24 heures à cause de preuves insuffisantes, soulevant encore des questions sur l'indépendance de Geshev nommé par Borissov (Euractiv 2022b). Ces arrestations constituent à jour les arrestations les plus massives de la procuration européenne et ce sont des politiciens bulgares haut placés qui ont été détenus, constituant une première dans l'histoire bulgare récente. Le Parti populaire européen a envoyé une mission à Sofia pour examiner les faits des arrestations, révélant les liens privilégiés de Borissov avec ses alliés européens et la volonté du gouvernement Petkov et du BPGE de lutter contre la corruption au sein des politiciens (Nikolov 2022a).

En juillet 2022, l'Assemblée nationale bulgare a adopté un projet de loi proposé par le gouvernement Petkov pour transposer le règlement de l'UE sur le Parquet européen. Cette loi vise à créer une structure indépendante avec sa propre administration et budget pour les procureurs européens délégués, afin de garantir une coopération efficace avec le BPGE (Gigov 2022).

Laura Kovesi a affirmé que le Parquet européen a commencé ses activités en Bulgarie en juin 2021, permettant à tout citoyen bulgare de signaler des cas de corruption via le site du Parquet européen. Son travail consiste à établir un point de contact et de coopération avec les procureurs nationaux, sans empiéter sur leurs compétences. Tous les crimes enquêtés après 2017, y compris ceux impliquant des politiciens haut placés, seront traités. Kovesi a souligné la nécessité de ne pas entraver les enquêtes du Parquet européen et a averti qu'elle rendrait les cas publics si des tentatives

étaient faites pour limiter son travail. La Bulgarie est d'ailleurs le premier pays que Kovesi a choisi de visiter après avoir été procureure générale européenne et depuis le début des opérations de le BPGE, à partir du premier juin 2021, dans le but de renforcer la coopération entre cette nouvelle institution et le gouvernement de Petkov nouvellement élu (BNT, s.d. b).

#### 6.6.2. Activités du BPGE (Rapports annuels et enquêtes)

Depuis le début des opérations du BPGE en Bulgarie en 2021, les enquêtes et rapports en collaboration avec le gouvernement bulgare ont montré une activité croissante. Les rapports annuels de 2021 et de 2022 indiquent une augmentation du nombre d'enquêtes, passant de 98 à 143, démontrant une intensification des efforts de lutte contre la fraude. Le montant total de la fraude au budget de l'UE est passé de 427 millions d'euros en 2021 à 492,6 millions d'euros en 2022, avec une diminution des dommages liés à la fraude à la TVA. Des actions ont été entreprises pour récupérer des fonds illégalement acquis, y compris une saisie immobilière d'une valeur de six millions et demi d'euros. Le nombre de dossiers traduits en justice est passé de trois à 25, témoignant de la volonté de poursuivre les personnes présumées de fraude. Les autorités bulgares ont reçu moins de signalements en 2022 par rapport à 2021, mais la participation et la sensibilisation du public à la lutte contre la fraude se sont accrues. Les enquêtes liées aux marchés publics, à la corruption et à l'abus de pouvoir ont également augmenté. Les secteurs de l'agriculture, du développement régional et d'autres programmes de l'UE sont les plus fréquemment examinés, reflétant les domaines où la fraude est plus présente et où les contrôles sont renforcés (European Public Prosecutor's Office, s.d.).

Le 20 janvier 2022, le tribunal pénal spécialisé de Sofia a traité le premier cas d'accusation par le BPGE concernant une affaire de corruption. Cette affaire impliquait un travailleur des fonds d'État bulgare pour l'agriculture. L'accusé avait reçu de l'argent d'un agriculteur qui avait demandé un financement dans le cadre du programme de développement rural de l'UE. L'argent aurait dû provenir des subventions de l'UE, mais n'était jamais parvenu à l'agriculteur. Le travailleur des fonds agricoles avait expliqué la situation à l'agriculteur et avait accepté 2558 euros pour résoudre le problème. Finalement, l'agriculteur a reçu 306 790 euros et a versé une deuxième somme d'argent au travailleur pour éviter des poursuites judiciaires (European Public Prosecutor's Office 2022a).



Le 15 février 2022, le BPGÉ et le ministère des Affaires intérieures ont déjoué un groupe criminel qui avait fait de fausses déclarations pour obtenir des fonds européens liés à la Covid-19. Quatre suspects ont été arrêtés et des saisies de 11 000 euros en espèces, des documents, des téléphones portables et des ordinateurs ont été effectués (European Public Prosecutor's Office 2022b).

En février 2023, le BPGÉ a mené une enquête sur une fraude liée aux rapports falsifiés sur les émissions de gaz à effet de serre en Bulgarie. L'entreprise privée qui vérifiait cela a soumis de faux rapports pour sous-déclarer la production d'émissions conformément aux quotas d'émission de l'UE. Plus de 150 policiers ont effectué des perquisitions dans 11 villages avec la coopération de la direction générale de lutte contre le crime organisé et de DANS. Plus de 40 perquisitions ont été réalisées incluant des ordinateurs et des documents et plus de 70 témoins ont été interrogés. Ces émissions non déclarées ont causé des pertes financières dans le budget national et de l'UE, car le prix du carbone est passé de 10 euros par tonne métrique de CO<sub>2</sub> à 100 euros (European Public Prosecutor's Office 2023) (Nikolov 2023).

Le 22 mars 2022, une autre enquête a été lancée avec des saisies de matériel et de documents dans des entreprises bulgares soupçonnées de fraudes au budget de l'UE en présentant de faux documents. Ces entreprises faisaient partie d'un groupe criminel organisé qui aurait illégalement reçu six millions d'euros de l'UE, destinés à servir à l'achat de matériaux de construction. 25 perquisitions ont été menées à Sofia et 10 suspects ont été interrogés. Les fonds ont été obtenus grâce au programme « Innovations et Compétitivité », qui était destiné aux petites et moyennes entreprises bulgares (European Public Prosecutor's Office 2022c).

#### 6.7. Autres réformes et nouveau discours sur la corruption

Après les enquêtes et les rapports du BPGÉ, le gouvernement Petkov a renforcé les relations avec l'UE en acceptant de lier les réformes anti-corruption à la réception des fonds de l'UE du plan de relance et de résilience. Un plan de 71 millions d'euros a été mis en place pour lutter contre la corruption et renforcer la résilience économique et sociale. Les mesures comprennent la réforme du Procureur général, le renforcement des institutions anti-corruption, la transparence et la concurrence dans les marchés publics, le soutien à la justice en ligne et une meilleure gouvernance des entreprises publiques (European Commission, s. d. c).

Le gouvernement a également signé un partenariat avec le *Basel Institute on Governance* pour renforcer les efforts anti-corruption et récupérer les fonds publics volés. Cet institut est une organisation internationale indépendante dédiée à la prévention la lutte contre la corruption et le renforcement de la gouvernance. En vertu de cet accord, l'institut apportera une assistance pratique à la Bulgarie en évaluant les mécanismes anti-corruption actuels et en proposant des solutions potentielles. Les autorités bulgares seront renforcées dans leur capacité à enquêter efficacement sur les cas de corruption et de criminalité financière. L'accord a été signé à Sofia en mai 2022 par Petkov et Greta Fenner, directrice générale de l'institut, peu de temps après son approbation par le Conseil des ministres (Council of Ministers 2022).

Les préoccupations concernant la corruption, le crime organisé, l'état de droit et la réforme judiciaire ont été soulignées par l'UE dans le cadre du MCV. Les rapports annuels de l'UE sur l'état de droit, publiés à partir de 2020, ont aussi souligné les préoccupations concernant l'indépendance et la responsabilité du pouvoir judiciaire et la corruption. Les manifestations ont été examinées dans ces rapports, mettant en évidence leur lien avec les allégations de corruption, l'influence politique dans le système judiciaire, la liberté des médias et le manque de responsabilité des fonctionnaires publics. L'UE a appelé les autorités bulgares à répondre à ces préoccupations et à veiller au respect des principes fondamentaux de l'état de droit, tout en soutenant le droit de manifester et en condamnant les actes de violence et d'intimidation (European Parliament 2020).

Sous le gouvernement Petkov, le discours sur la corruption a évolué pour inclure une vision des interventions étrangers qui favorisent la corruption en Bulgarie. Par exemple, Petkov a mentionné les sanctions Magnitsky imposées par les États-Unis aux oligarques, soulignant que Sofia n'avait pris aucune mesure jusqu'à présent, ce qui pose problème dans le système judiciaire bulgare. Il a également déclaré que selon le procureur bulgare, il n'y avait que « Dieu au-dessus de sa tête », ce qui reflète la procuracy à la soviétique (Gotev 2022). Petkov a fréquemment évoqué l'état de droit et la démocratie dans ses discours, renforçant ses liens avec les politiciens de l'UE, notamment Kovesi et Von der Leyen. Il a souligné l'indépendance du parti politique PP, affirmant qu'il ne dépendrait de personne, contrairement à d'autres partis influencés par des intérêts étrangers (Rankin 2022). Un autre point lié à la corruption concerne les intérêts étrangers qui influencent les affaires intérieures bulgares, y compris au sein de certains partis politiques. Petkov a évoqué l'influence de la Russie, accusant notamment l'ambassadeur russe à Sofia d'être impliqué dans le renversement

de son gouvernement. Avant cela, son gouvernement avait tenté de diversifier les sources d'importation de gaz en Bulgarie pour réduire la dépendance vis-à-vis du gaz russe, démontrant ainsi l'importance de la corruption dans le secteur énergétique. Dans son dernier discours à l'Assemblée nationale, Petkov a exprimé sa volonté de continuer la lutte pour reconquérir le pays et établir une Bulgarie sans marionnettistes ni mafia, un pays européen normal (Kotseva 2022).

## 6.8. Observations

La période de gouvernance du parti bulgare GERB, dirigé par Borissov, de 2009 à 2021, a connu des succès électoraux initiaux grâce à sa position pro-européenne et ses mesures anti-corruption. Cependant, le parti a fait face à des allégations de corruption, des problèmes de gouvernance et des manifestations de mécontentement public, ce qui a entraîné une baisse de sa popularité. Le système judiciaire bulgare a également été critiqué pour son manque d'indépendance, avec des liens étroits entre le procureur général Ivan Geshev et Borissov, soulevant des préoccupations quant à l'indépendance et à l'impartialité du système judiciaire. Des appels à réformer le système judiciaire et à renforcer l'indépendance du Bureau du Procureur général ont été lancés. Des affaires de corruption ont révélé des problèmes structurels au sein du système judiciaire bulgare, montrant un manque de transparence, de responsabilité et d'équilibre des pouvoirs. Les sanctions Magnitsky des États-Unis ont souligné l'interconnexion entre certains individus en Bulgarie et l'entrave à la lutte contre la corruption. Une crise politique de 2021 à 2023 a été marquée par une instabilité nationale et cinq élections en deux ans, avec l'émergence de nouveaux partis anti-corruption supportés par les manifestants de 2020. Malgré les défis, le nouveau gouvernement Petkov a pris des mesures significatives pour lutter contre la corruption et engager des réformes anti-corruption en renforçant la coopération avec le parquet européen. Un gouvernement de rotation entre PP et GERB a été formé en avril 2023 comme compromis pour arrêter la crise politique du pays, marquant une nouvelle étape dans le paysage politique bulgare avec le renvoi de Geshev en juin 2023. Ces développements récents soulignent les efforts de lutte anti-corruption en Bulgarie. Les manifestations ont suscité un soutien de la société civile et une couverture médiatique internationale, mettant en lumière les problèmes de corruption en Bulgarie. Les manifestations ont donc été essentielles pour lutter contre la corruption, et le gouvernement Petkov a entrepris des actions concrètes dans ce sens, mais il reste encore beaucoup à faire pour éliminer la corruption et établir une gouvernance transparente et responsable.

## 7. Roumanie

### 7.1 PSD

#### 7.1.1 PSD et résultats élections

En Roumanie, le PSD est largement reconnu comme l'incarnation de la corruption en politique, ayant été actif depuis la chute du communisme en 1989. Le parti a occupé le pouvoir à plusieurs reprises et reste la force politique la plus influente en Roumanie à ce jour. Cependant, le PSD a été associé à de nombreux scandales de corruption, entraînant la poursuite de nombreux de ses membres par la DNA. Le PSD a été accusé d'abuser de son pouvoir pour enrichir ses membres, manipuler les médias et le système judiciaire en sa faveur et nuire à l'économie et aux institutions démocratiques roumaines en alimentant les sentiments nationalistes et populistes dans le pays.

Au fil des années, la popularité du PSD a décliné lors des récentes élections roumaines (voir graphique 15). Aux élections législatives de 2000, le PSD obtient 36 % des voix, permettant au gouvernement de former une coalition avec l'Union démocratique des Hongrois de Roumanie (UDMR). En 2004, le PSD a obtenu 37% des voix, se classant deuxième derrière l'Alliance Justice et Vérité (DA). Aux élections législatives de 2008, le PSD a obtenu 33 % des voix, se classant à nouveau deuxième derrière le Parti libéral démocrate (PDL). En 2012, le PSD a remporté 38 % des voix aux élections législatives, formant une coalition avec l'Union nationale pour le progrès de la Roumanie. Aux élections législatives de 2016, le PSD a obtenu 45 % des voix, formant une coalition avec l'ALDE. Aux élections présidentielles de 2019, la candidate du PSD Viorica Dancila est arrivée en troisième position avec 22 % des voix, derrière Klaus Iohannis du Parti national libéral (PNL). Enfin, lors des élections législatives roumaines de 2020, le PSD n'a obtenu que 29 % des voix. La mauvaise performance du parti aux élections présidentielles de 2019 a porté un coup dur à ses futures campagnes électorales. Ces résultats démontrent une baisse de la popularité du parti ces dernières années, en partie en raison de son association avec la corruption et d'autres scandales (Parlement européen 2019).

#### 7.1.2. Allégations PSD

Le PSD est associé avec plusieurs scandales de corruption. Le plus récent concernait Liviu Dragnea, homme politique et ancien dirigeant du PSD, condamné à trois ans de prison en 2018

pour abus de pouvoir. Il a été reconnu coupable d'avoir usé de son influence pour obtenir des emplois pour des personnes non qualifiées dans un organisme public. Dragnea a également été reconnu coupable de fraude électorale lors des élections de 2019. Un autre scandale, connu sous le nom de *Teleorman Leaks*, a éclaté, impliquant plusieurs politiciens du PSD, dont Liviu Dragnea, dans la création d'un groupe criminel dans la région de Teleorman pour détourner des fonds de l'UE destinés au développement de la région. Ces fonds ont été redirigés vers une société détenue par le PSD (Lupu 2018). De plus, il y a eu le scandale de l'île Belina en 2017 lorsque le PSD a adopté un décret d'urgence transférant l'île protégée sur le Danube à une société privée appartenant au parti. En outre, le scandale Microsoft en 2014 a impliqué le gouvernement dans la corruption liée à l'approbation de l'augmentation des frais de licence pour les produits Microsoft (Brelie 2018). Ces exemples mettent en évidence la corruption associée au PSD, sapant les principes de bonne gouvernance, de transparence et d'État de droit. Ils ont contribué à la désillusion du public et à la baisse de popularité du parti au fil des ans.

### 7.1.3. Roumanie et le PSD

Ces scandales reliés au PSD en Roumanie démontrent la corruption qui règne au sein du gouvernement. La Roumanie se distingue comme l'un des rares pays européens où la gauche l'emporte encore aux élections. Le PSD, sous Liviu Dragnea, s'est efforcé de saper l'État de droit par la réforme judiciaire en 2017, qui a déclenché des manifestations anti-corruption. Par conséquent, le parti est perçu comme un symbole de la corruption de haut niveau et d'un système profondément enraciné. Au fil des ans, le PSD est devenu synonyme de corruption politique organisée et d'attaques contre l'indépendance judiciaire et l'État de droit (Hegedus 2019).

Malgré les résultats électoraux et les scandales entourant le PSD, le parti continue de conserver une certaine popularité. Cette popularité peut sembler paradoxale, mais le PSD a une base électorale solide en tant que successeur du PCR. De plus, la majorité de leur électorat est composée de personnes à faible revenu provenant de régions rurales. Surtout lors des élections de 2006, le PSD a axé sa campagne sur le concept de redistribution des revenus, mettant l'accent sur l'augmentation des salaires et des pensions. Cette stratégie peut expliquer leur importante victoire en 2016, obtenant 45 % des voix, alors que les partis d'opposition peinaient à obtenir des résultats similaires.

Le PSD exploite souvent la position stratégique de la Roumanie au sein de l'UE et de l'OTAN pour contrebalancer ce laisser-aller apparent dans la lutte contre la corruption, tirant parti de cet argument lors des négociations. L'importance accordée à l'état de droit par l'UE et les États-Unis ne correspond pas à la réalité des scandales de corruption du parti. Cependant, la proximité de la Roumanie avec l'Ukraine et la Moldavie en fait un allié crucial pour l'UE et l'OTAN. Ces scandales de corruption et problèmes judiciaires ont des répercussions économiques et sociales cruciales pour la nation lorsque la classe politique, en particulier le PSD au pouvoir, ne parvient pas à aligner ses actions sur les valeurs de l'UE (Romania's permanent delegation to NATO 2020).

Néanmoins, le PSD emploie diverses techniques pour se présenter comme un parti responsable et bien gouverné au sein de l'UE. En 2019, le gouvernement a adopté le Plan national d'adoption de l'euro. Ces propositions stratégiques, liées à leurs obligations envers l'UE et les politiques européennes, visaient à signaler que la gouvernance du PSD était sérieuse et responsable dans son rôle de présidence du Conseil de l'UE (Deletant 2018).

#### 7.1.4. Élections 2020 et discours

En 2020, lors des élections législatives roumaines, les campagnes électorales tournaient encore autour des efforts anti-corruption plus que la lutte contre la pandémie engendrée par la Covid-19. Un aspect notable de ces élections a été l'émergence de nouveaux partis politiques visant à contrer le pouvoir du PSD. L'Union Sauvons la Roumanie (USR), les Libéraux Nationaux et l'Alliance pour l'Unité des Roumains (AUR) ont basé leurs campagnes électorales sur la promotion d'initiatives anti-corruption contre le PSD. Ces deux nouveaux partis ont introduit une nouvelle division au sein du gouvernement, celle entre les partis perçus comme corrompus et les nouveaux partis anti-corruption et pro-européens. Par conséquent, des changements se sont produits dans les récits anti-corruption et le système des partis dans le pays. Ces partis visaient à lutter contre la corruption et adaptaient leurs discours pour attirer un nouveau public. Principalement, les discours des nouveaux partis tournaient autour de diverses accusations contre le PSD, considéré comme représentant un système qui ne profitait qu'à l'élite du parti.

Les discours contre le PSD vont selon plusieurs logiques. D'abord, le sous-développement du pays par rapport aux autres pays européens est dû au manque de modernisation des institutions et des infrastructures suite aux années de transitions. Ensuite, en simplifiant, les anciens communistes

sont représentés par les sociaux-démocrates qui sont considérés comme les héritiers du PCR de Ceaușescu, alors que les autres organisations politiques importantes sont considérées comme des « anticommunistes » dans le sens qu'ils ne représentent pas l'héritage du PCR. Après la chute du communisme, le PCR se transforme en 1990 et devient le PSD. Alors que les autres partis se battent contre eux pour l'avancement de la société roumaine, les sociaux-démocrates sont perçus comme conservant leurs avantages et leurs positions d'autorité. En raison de cet alignement idéologique, Ponta, le chef des sociaux-démocrates et candidat à la présidence en 2014, a été ciblé lors des manifestations avec le slogan « À bas le communisme ! ». Cela s'est produit malgré le soutien de Ponta à une approche plus néo-libérale en matière de politique économique (Nicolescu 2021).

## 7.2. Manifestations 2017

En janvier 2017, peu de temps après l'arrivée au pouvoir de Sorin Grindeanu et u PSD en Roumanie, des manifestations généralisées ont éclaté contre son projet d'ordonnance d'urgence concernant le pardon de certains crimes et l'amendement du Code pénal roumain pour dépénaliser l'abus de pouvoir si le montant volé était inférieur à 200 000 lei roumains. Le gouvernement nouvellement élu a adopté une loi le 31 janvier, malgré l'opposition des institutions publiques et judiciaires, affirmant qu'elle visait à réduire la surpopulation carcérale et à améliorer les conditions de vie des prisonniers pour éviter les amendes de la Cour européenne des droits de l'homme. Le ministère de la Justice a rapidement publié les lois sur son site après la réunion afin de les transmettre pour examen aux autorités compétentes. Le problème avec cette loi était qu'elle dépénalisait les actes de corruption publique et aidait les politiciens de haut rang à échapper aux enquêtes criminelles. Ces manifestations se sont poursuivies régulièrement et se sont transformées en manifestations massives contre la corruption et le gouvernement, mobilisant les organisations de la société civile et menant à ce qui est devenu connu sous le nom de « Révolution de notre génération ». Ces protestations ont contribué de manière significative à l'émergence d'un vaste mouvement civique en Roumanie. Contrairement aux manifestations en Bulgarie, les manifestations en Roumanie ont donné des résultats plus concrets, tels que le retrait des modifications législatives, la démission de l'ancien ministre de la Justice Florin Iordache, la condamnation de Liviu Dragnea, la dissolution du cabinet Dancila et la démission de Dancila en tant que Président du PSD.

### 7.2.1. Critique UE

Dans le cas de la Roumanie, l'UE a ouvertement critiqué le gouvernement en place de ne pas lutter efficacement contre la corruption. En 2018, le Parlement européen a adopté une résolution exprimant des inquiétudes quant aux réformes judiciaires et juridiques adoptées en Roumanie, qui risquaient de porter atteinte à la séparation des pouvoirs et à la lutte contre la corruption. En outre, la Commission européenne a critiqué la Roumanie pour avoir fait marche arrière dans la lutte contre la corruption, compte tenu notamment de la présidence imminente de l'UE par le pays. En réponse à un rapport publié par la Commission, qui critiquait l'indépendance judiciaire et le système judiciaire en Roumanie, la Première ministre Viorica Dancila l'a qualifié d'injuste et politiquement motivé (Petrescu et Karamitsios 2019). Lors de sa visite au Parlement européen à Strasbourg, elle s'est engagée dans un débat avec Timmermans concernant l'État de droit en Roumanie, affirmant que les rapports et les critiques ne donnaient pas une image claire des développements dans le pays (Gurzu 2018). Le Parlement européen, avec 473 voix pour, 151 contre et 40 abstentions, a averti que ces nouvelles réformes risquaient d'affecter négativement l'indépendance, la qualité et l'efficacité du pouvoir judiciaire. Des inquiétudes ont également été exprimées au sujet des modifications apportées aux codes pénal, ainsi qu'aux lois concernant les ONG, qui étaient considérées comme susceptibles d'entraver la mobilisation civile dans la lutte contre la corruption (European Parliament 2018). Ce débat ouvert entre Timmermans et Dancila a eu lieu le trois octobre devant la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures du Parlement européen. Timmermans a affirmé que la récente législation du PSD pourrait saper les progrès réalisés jusqu'à présent dans la lutte contre la corruption (Zalan 2018). Le rapport MCV de 2018 indiquait également que malgré certains progrès dans la mise en œuvre des recommandations précédentes, les réformes de 2017 avaient régressé, ralentissant la mise en œuvre des recommandations restantes. Au cours de cette période, le président du Parti national libéral, Iohannis, a déclaré que la Roumanie n'était pas prête à assumer la présidence de l'UE car le PSD ne pouvait pas fournir un environnement propice ou une implication appropriée dans les affaires européennes. En 2019, Frans Timmermans, vice-président de la Commission européenne, a envoyé une lettre au gouvernement roumain exprimant son inquiétude quant au fait que « les récents amendements au code pénal risquent de créer une situation de facto d'impunité pour les crimes, y compris la corruption », et a averti que la Roumanie pourrait faire face à des sanctions de l'UE si



la situation ne changeait pas. À la suite de ces protestations et développements, le gouvernement roumain a suspendu la législation proposée (Tidey 2018).

### 7.3. Manifestations 2012-2015

En Roumanie, avant les manifestations de 2017-2019, il y a eu aussi des manifestations de 2012 à 2015. Cette période a été caractérisée par une réforme de la santé en 2012, provoquée par les mesures d'austérité mises en place en 2010 et l'impopularité du gouvernement Emil Boc. La détérioration du climat politique a conduit à la démission de Boc, entraînant une crise politique avec trois gouvernements successifs. Les allégations contre le Premier ministre Victor Ponta, soutenu par le PSD, ont finalement conduit à la démission du président Traian Basescu en 2012. Des accusations ont été portées contre des membres du PSD, notamment Liviu Dragnea, accusé de fraude électorale lors d'un référendum. Les critiques contre la démocratie et l'État de droit roumains se sont intensifiées.

À la suite des élections de décembre 2012, Victor Ponta de l'Union sociale-libérale est devenu Premier ministre de la Roumanie au milieu des manifestations de rue et des scandales de corruption qui ont caractérisé son mandat. Ces manifestations ont été principalement déclenchées par le projet minier Rosia Montana, qui impliquait une fracturation hydraulique pour l'extraction du gaz de schiste, ainsi que des augmentations d'impôts. Les médecins, les enseignants, les étudiants et les travailleurs de la santé ont tous manifesté contre la politique de Ponta. Certaines de ces manifestations sont devenues violentes lorsque des affrontements se sont produits entre la population et la police, ce qui a suscité des critiques de la part d'organisations nationales et internationales concernant l'utilisation disproportionnée du pouvoir par le gouvernement Ponta.

La coalition au pouvoir s'est désintégrée à l'hiver 2014 en raison des divisions entre le PSD et le Parti national libéral (PNL). Victor Ponta du PSD et Klaus Iohannis du PNL ont annoncé leur candidature à la présidence au cours de la même période. Klaus Iohannis est sorti vainqueur de l'élection, et la défaite de Ponta a été largement attribuée à des irrégularités dans le processus de vote dans la diaspora et à de nombreuses allégations de corruption impliquant des membres du PSD. Beaucoup ont protesté contre Ponta et son administration pendant la campagne électorale, et des milliers de Roumains vivant à l'étranger se sont vu refuser leur droit de vote (Al Jazeera 2012). En 2015, un incendie s'est déclaré dans la discothèque Colectiv à Bucarest, entraînant la mort de

64 personnes et en blessant 146. L'incendie a été causé par une utilisation illégale à l'intérieur qui violait les normes de sécurité. Cet incident a déclenché des manifestations massives en 2015, qui ont finalement conduit à la démission du Premier ministre Victor Ponta (Holroyd 2022). Ces protestations, ainsi que les critiques de l'UE, ont marqué le début d'une lutte importante contre les politiciens de haut rang en Roumanie.

#### 7.4. Direction Nationale Anti-Corruption (DNA)

La DNA est l'institution roumaine spécialisée de prévenir, d'enquêter et de poursuivre les actes de corruption à haut niveau. L'institution travaille dans la poursuite d'actes graves de corruption comme la poursuite de délits graves de corruption, comme ceux qui ont entraîné des pertes de plus de 200 000 € ou impliquent le vol d'objets d'une valeur supérieure à 10 000 € en espèces ou en argent. En 2002, la DNA a été établie par le décret d'urgence 43/2002 avec en charge deux adjoints et un procureur en charge qui sont nommés par le président de la Roumanie et le ministre de la Justice. À partir de 2014, la DNA a examiné massivement des cas de corruption auprès de politiciens haut placés. La DNA est aussi vue par l'UE comme ayant une forte capacité d'analyser et de conduire des procès contre des politiciens à haut niveau (European Commission 2017).

##### 7.4.1. Politiciens arrêtés

Dans cette section, une analyse chronologique des politiciens de haut rang en Roumanie qui ont été jugés et emprisonnés pour des allégations de corruption, d'abus de pouvoir et d'autres actes similaires sera faite. L'objectif est de déterminer s'il existe un lien entre les manifestations et les arrestations de politiciens de haut rang. La DNA a joué un rôle essentiel dans la condamnation de politiciens roumains de haut rang. Parmi les personnes concernées figurent d'anciens politiciens, ministres et hauts fonctionnaires reconnus coupables d'activités illégales à des fins personnelles. Ces condamnations mettent en évidence l'étendue de la corruption au sein des systèmes politiques et administratifs roumains. Elles témoignent des efforts déployés pour lutter contre la corruption et faire respecter l'État de droit dans la fonction publique. En tenant ces individus responsables de leurs actes, la DNA vise à promouvoir une gouvernance transparente et de confiance. Cette liste ne représente que les politiciens de haut rang en Roumanie qui ont été arrêtés par la DNA et condamnés à une peine d'emprisonnement. Elle met en évidence certains éléments cruciaux concernant le travail de la DNA, qui a été influencé par les manifestations survenues en 2012 et

ultérieurement en 2017. Premièrement, on observe une augmentation du nombre de condamnations de politiciens de haut rang à la suite des premières manifestations de 2012, et à partir de ce moment-là, on peut dire que la DNA a été beaucoup plus active dans les poursuites jusqu'en 2018. De plus, au cours des années 2018, de nombreux politiciens ont accusé la DNA de procéder de manière arbitraire et agressive, ce qui sera abordé dans la section suivante des critiques à l'égard de la DNA. Dans la prochaine section, nous examinerons les chiffres des cas et des condamnations par année (Voir annexe 9 pour la liste faite en ordre chronologique des politiciens arrêtés).

#### 7.4.2. Progrès selon les années

Dans cette section, une analyse des activités de la DNA en ordre chronologique par année selon ses rapports annuels sera faite selon plusieurs indicateurs relevés dans les rapports. Les résumés des activités par année se trouve dans l'annexe 10.

D'abord, le nombre de cas est un indicateur qui démontre la charge de travail traitée par la DNA, surtout le nombre total de cas qu'elle a dû résoudre chaque année, démontrant l'ampleur des problèmes liés à la corruption. Au fil des ans, il y a eu une augmentation constante du nombre de cas traités par la DNA. En 2005, la DNA a dû résoudre 2 314 cas, et ce nombre a atteint 6 076 cas en 2021. Cela indique une prise de conscience croissante et une concentration sur la lutte contre la corruption et d'autres activités criminelles.

Ensuite, le nombre d'affaires résolues avec succès est un indicateur de l'efficacité de l'organisation dans les enquêtes et les poursuites en matière de corruption, démontrant la capacité de la DNA à mener à terme les affaires. L'ADN a démontré un fort taux de réussite dans la résolution des cas, avec le nombre de cas résolus avec succès qui a fluctué de 1 144 en 2005 à 2 899 en 2021.

Aussi, le nombre d'affaires non résolues implique l'accumulation d'enquêtes en cours et la pression sur les ressources de l'AND, démontrant les défis auxquels l'organisation est confrontée dans la gestion de sa charge de travail. Un nombre important d'affaires sont restées non résolues. Par exemple, en 2007, il restait 1 249 affaires à résoudre, et ce nombre est monté à 3 416 en 2019 et a de nouveau augmenté à 5 197 en 2020. Cela démontre une pression potentielle sur les ressources de l'AND et montre aussi les défis de traiter efficacement les affaires de corruption.

Ensuite, le nombre de personnes traduites en justice et inculpées pour des infractions est un indicateur de l'approche proactive de la DNA dans la poursuite en justice, démontrant l'engagement de la DNA à responsabiliser les personnes impliquées. La DNA a constamment engagé des poursuites et des inculpations contre des personnes impliquées dans la corruption. Le nombre d'accusés traduits en justice a augmenté au fil du temps, passant de 238 en 2007 à 730 en 2021. Cela indique un effort continu pour tenir les individus corrompus responsables de leurs actes.

Puis, l'implication de hauts fonctionnaires est un indicateur significatif de la capacité de la DNA à cibler la corruption à différents niveaux de gouvernement et d'administration publique. Les données montrent qu'un nombre important de hauts fonctionnaires, tels que des gestionnaires, des administrateurs, des ministres, des parlementaires et des maires, ont été impliqués dans des affaires de corruption. Cela démontre l'importance de la lutte contre la corruption à tous les niveaux du gouvernement et de l'administration publique.

Ensuite, la récupération des avoirs et la saisie de fonds liés aux affaires de corruption démontre l'engagement de la DNA non seulement à poursuivre, mais aussi à requérir les gains mal appropriés de la population. La DNA a déployé des efforts pour recouvrer des avoirs et saisir des fonds liés à des affaires de corruption. En 2019, la DNA a réussi à récupérer environ 14,8 millions d'euros lors d'enquêtes pénales. Cela démontre l'engagement de la DNA à lutter contre la corruption non seulement par le biais de poursuites, mais aussi par la restitution des gains mal acquis.

Finalement, le niveau de confiance de la population dans la DNA est un indicateur démontrant sa réputation et son efficacité perçue. Ce niveau de confiance est démontré par le nombre de notifications reçues des citoyens, démontrant l'engagement du public à signaler les cas de corruption. Les activités de l'AND ont attiré l'attention et le soutien du public. Le nombre grandissant de notifications des citoyens et d'autres autorités et le niveau élevé de confiance du public démontrent une confiance croissante dans le rôle de l'AND dans la lutte contre la corruption.

De plus, les changements législatifs, tels que la diminution du nombre de procureurs ou les changements dans les processus de notification, ont influencé les activités et la charge de travail de l'AND. Par exemple, en 2018, il y a eu une diminution du nombre d'inculpations et de notifications, attribuée à ces changements législatifs passés par le gouvernement. En 2018, le gouvernement a adopté une ordonnance d'urgence amenant à des changements aux trois lois sur la justice et amenant

une augmentation des années d'expérience nécessaires aux personnes qui seront nommées pour les parquets roumains comme les procureurs en chef de la DNA. C'est aussi durant cette année que Kovesi a été enlevée de son poste (Romania Insider 2018).

En 2014, c'était l'année la plus forte en ce qui concerne les activités de la DNA, et cela survient au même moment lors des débuts des manifestations civiles de 2012 (U.S. Department of State 2015). Déjà, dans le rapport annuel de l'UE sur l'État de droit, la DNA est mentionné comme étant efficace dans ses enquêtes et ses sanctions en matière de corruption de haut niveau, et faisant avancer notamment les affaires qui étaient en attentes depuis des années pour des raisons procédurales (European Commission 2022b). Durant 2014, les activités de la DNA ont atteint un *peak* avec Kovesi qui affirme que l'année pouvait être caractérisée par une efficacité accrue dans la lutte contre la corruption, l'enquête sur des dossiers complexes et un degré élevé de diversité des affaires pénales. Il y aurait eu plus de 9 100 affaires tout au long de l'année, gérées par 86 procureurs (OCCRP 2015). Avec les 86 procureurs qui ont mené des activités de poursuite en 2014, ils ont dû résoudre plus de 9 100 affaires, le nombre le plus élevé depuis la création de la DNA. Plus de 1 100 accusés ont été poursuivis et le nombre de personnes morales poursuivies a doublé. En 2014, c'est aussi l'année où la confiance du public dans la DNA a atteint son plus haut niveau depuis sa création, avec le taux de confiance étant de plus de 55%, le taux le plus élevé pour un organe judiciaire. Cette confiance se reflète également dans l'augmentation de 78 % du nombre de notifications des citoyens. C'est durant cette année d'activités de la DNA impressionnante que le président Iohannis a déclaré que la Roumanie est en train de devenir « un modèle et une source d'inspiration » pour d'autres pays en matière de lutte contre la corruption (DNA 2014) (Nine O'Clock 2015).

Ces données fournies permettent ainsi de constater des efforts continus de la DNA pour lutter contre la corruption en Roumanie. Malgré qu'il y ait eu des fluctuations dans la charge de travail et des résultats, la DNA a fait des progrès dans la poursuite des individus corrompus, le recouvrement des avoirs et la sensibilisation du public. Par contre, la persistance d'affaires non résolues et l'implication de hauts fonctionnaires mettent en évidence les difficultés persistantes pour lutter efficacement contre la corruption avec la pression sur l'agence.

### 7.4.3. Observations suite aux résultats

En observant les résultats au fil des années, il est possible de constater que la DNA a commencé ses opérations en 2005 en force et ce jusqu'à 2014, année où il y a eu 9100 affaires, représentant le plus grand nombre jusqu'à présent. C'est aussi en 2014 où la confiance de la population envers la DNA a été la plus élevée et le nombre de notifications de la part des citoyens a également augmenté à 78%. Suite à 2014, il peut être observé que le nombre de cas diminue, avec 196 inculpations seulement en 2018, qui constitue d'ailleurs l'année durant laquelle le gouvernement roumain a instauré la loi nuisant au travail de la DNA et avec toutes les manifestations. Cela a mis énormément de pression sur le travail de cette agence. Plusieurs politiciens accusés par la DNA ont alors commencé à la critiquer et le gouvernement a alors instauré une loi qui a rendu plus difficile son travail notamment en limitant la capacité de la DNA d'utiliser la surveillance par téléphone et de courrier électronique. Dans cette loi, il y a aussi possibilité pour les politiciens accusés de contester les décisions. Un autre problème que cela a amené est au sein des procureurs puisque la nouvelle loi a modifié les conditions de nomination et de délégation des procureurs au sein de la DNA, ce qui a entraîné une fluctuation et une forte pénurie de procureurs au sein de l'agence. La loi possédait notamment une partie dans laquelle les procureurs doivent désormais prouver sans aucun doute que le prévenu a commis l'acte pour son propre bénéfice ou au bénéfice de ses proches.

Avec ces critiques envers Kovesi, elle fait face à des accusations de corruption de la part du PSD suite aux nombreuses arrestations qu'elle a menées contre les politiciens de ce parti notamment. Le PSD au pouvoir utilise ces accusations comme un moyen de saboter la carrière de Kovesi en raison de sa position ferme sur la corruption. Malgré les accusations du gouvernement, Kovesi bénéficie du soutien de la société civile, de la majorité des juges et des procureurs et surtout du président Klaus Iohannis. Elle est fortement appréciée au sein de l'UE pour sa lutte anti-corruption et cela est démontré par sa nomination par la suite en tant que procureure générale européenne pour le BPGE malgré l'essai d'un procès contre elle de la part du PSD. En 2018, le ministre de la Justice Tudorel Toader a d'ailleurs proposé d'enlever Kovesi en tant que cheffe de la DNA à cause de problèmes et allégations qui ont été relevés contre elle. Un rapport a été fait avec des accusations comme le comportement excessivement autoritaire, la priorisation des dossiers à impact médiatique, le fait d'essayer d'obtenir des condamnations à tout prix, l'augmentation du nombre de paiements, l'augmentation des dépenses et des rapports erronés, le retard de la résolution de

certains cas et l'absence de réaction dans le contrôle de l'activité professionnelle et de la conduite de certains procureurs et la signature d'accords illégaux avec les Services secrets (Crucera 2018).

C'est d'ailleurs exactement au moment de la procédure pour sa sélection en tant que procureure générale de l'UE qu'un procès a été lancé contre elle par le gouvernement du PSD comme tentative de rabaisser ses chances d'être choisie comme procureure européenne. Ces accusations portées contre Kovesi sont politiquement motivées et commencent avec l'accusation par Sebastian Ghita, homme d'affaires en fuite et ancien membre du parlement du PSD, lui-même accusé de corruption. Ces allégations impliquaient que Kovesi a contraint Ghita à payer des sommes d'argent pour assurer l'extradition d'un criminel en fuite. Par contre, la police locale avait avant ça déclaré qu'elle avait payé l'avion utilisé pour l'extradition, ont soulevés des questions sur la crédibilité des affirmations de Ghita. Cette campagne a été menée pour discréditer Kovesi et a été orchestrée par Liviu Dragnea, qui a été condamné pour fraude électorale. Dragnea et ses alliés se sont ainsi efforcés d'affaiblir l'indépendance du pouvoir judiciaire et d'accorder aux représentants de l'État l'immunité contre les poursuites de la part de l'ADN. Malgré ces accusations, le président Iohannis a refusé de révoquer Kovesi, mais sous pression de la décision de la cour constitutionnelle, il a été obligé de le faire, sans pouvoir vérifier la validité des arguments avancés par Toader. Avec ce renvoi de Kovesi, c'est en octobre 2019 qu'elle devient la première procureure en chef européenne et en mai 2020, la CEDH a jugé que la révocation de Kovesi violait son droit à un procès équitable ainsi que son droit à la liberté d'expression (European Council 2019) (Peel et Hopkins 2020).

Gunther Krichbaum, membre du Bundestag allemand, a alors exprimé son soutien à Kovesi dans une lettre et a qualifié son procès de motivation politique. Il a critiqué le gouvernement roumain pour avoir sapé l'État de droit et a suggéré que la Commission européenne pourrait devoir invoquer le septième article du traité sur l'UE pour sanctionner les États membres qui violent les normes de l'UE. Aussi, Krichbaum, membre des chrétiens-démocrates d'Angela Merkel, a écrit que le procès a été effectué pour « torpiller sa candidature prometteuse pour devenir procureur en chef de l'UE ». Ce contexte politique entourant le procès de Kovesi et les motivations perçues derrière les accusations démontrent les implications plus larges pour l'état de droit et l'indépendance du pouvoir judiciaire en Roumanie.

Malgré ces défis et les critiques, la DNA a continué à mener à son travail et reste jusqu'à aujourd'hui l'agence anticorruption des plus performantes d'Europe. Sa capacité à fonctionner efficacement a été entravée par les changements apportés à la loi et les critiques continues de certains politiciens et membres du public. De plus, avec la mise en œuvre des opérations du BPGÉ en 2021, il y a une coopération qui s'effectue entre cette dernière et la DNA dans le but de lutter contre la corruption et les délits financiers qui affectent les intérêts de l'UE. Le parquet a pour mission d'assister les autorités nationales dans cette lutte, et dans le cas de la Roumanie, ça sera une coopération avec la DNA. La coopération s'effectue par un échange d'informations, coordination des enquêtes et un soutien mutuel dans les cas de corruption (DW 2018).

### 7.5. Observations manifestations

En Roumanie, les manifestations ont été assez spectaculaires puisqu'elles varient en plusieurs cycles de manifestations et ont réussi à mettre en place une participation de citoyens qui ont représenté une opposition contre les forces politiques qui ont toujours été bien tenues au pouvoir. Les manifestations de 2012 jusqu'à 2017 peuvent amener à une observation qui témoigne de l'organisation de différents groupes civiques.

D'abord, certains manifestants ont décidé de simplement attendre le prochain scandale pour sortir dans les rues, comme le démontrent les différentes vagues de manifestations qui ont eu lieu. Ensuite, certains manifestants ont fondé des groupes et des organisations de protestations sous la forme de réseaux et de plateformes civiques avec des campagnes en ligne. Plusieurs plateformes comme *Corruption Kills* et *l'Initiative Romania* avec des hashtags comme #rezist sont apparus. *Corruption Kills* est un slogan et un mouvement créé par Florin Badita en cherchant à sensibiliser aux effets néfastes de la corruption et en faisant pression pour une meilleure transparence. #rezist est le hashtag qui a émergé avec les manifestations de 2017 et qui a servi aux jeunes d'utiliser les réseaux sociaux pour coordonner les manifestations, représentant un des mouvements civiques les plus importants et soutenus de l'histoire récente roumaine. Finalement, certains ont décidé de s'engager directement en politique en créant de nouveaux partis à cause du mécontentement public envers le PSD notamment. Le USR fondée en 2016 est un parti de droite soutenant les efforts de lutte contre la corruption et voulant la transparence gouvernementale. Le parti a pris de l'ampleur à la suite des manifestations à grande échelle contre la corruption en 2017 et est depuis devenu une



force importante dans la politique roumaine. Ensuite, le USR a fusionné avec le Parti de la Liberté, de l'Unité et de la Solidarité (PLUS) qui lui était un parti politique pro-européen et libéral créé en 2018. La fusion des deux partis a eu lieu en 2021 sous le nom de la nouvelle alliance USR PLUS. La popularité de ces partis est démontrée par les élections européennes de 2019 lorsque l'USR et PLUS son arrivé en 3<sup>ème</sup> place en obtenant 22,3 % des votes. Ils sont ainsi arrivés après le Parti national libéral avec 27 % des votes et le PSD avec 22,5 %. Cette élection peut être vue comme étant un succès des nouveaux partis politiques dirigés par des militants et leur capacité à retirer le pouvoir à la coalition politique en place (European parliament 2019). Les manifestations de Roumanie ont eu des résultats immédiats, avec la démission de gouvernement et de rejet importants des projets de loi. Les manifestations anticorruptions ont aussi forcé le gouvernement à abroger l'ordonnance gouvernementale. Avant 2012, en Roumanie, il n'y avait pas cette culture de protestation ni de participation civique. C'est par la création de ces militants des plateformes civiques qui a ouvert la voie à une plus grande institutionnalisation du militantisme dans le pays.

## 8. Conclusions

En conclusion, dans ce travail, la question suivante a été posée : « Comment les perceptions de corruption façonnent les pratiques anti-corruption (institutions, procès, rôle de UE) en Bulgarie et en Roumanie ? ».

Actuellement, la corruption est un obstacle majeur à l'intégration européenne de la Bulgarie et de la Roumanie au sein de l'UE de par leurs refus d'adhésion à l'espace Schengen. Même si l'UE estime que ces pays remplissent les critères, l'Autriche et les Pays-Bas ont mis leur veto à leur adhésion lors du vote de décembre 2022, mettant en avant la perception de corruption. Cela crée des divisions politiques et sociales et alimente l'eurosepticisme lorsque certains politiciens bulgares et roumains accusent l'UE de double standard et de racisme. Ce débat sur Schengen démontre l'importance de traiter de la corruption dans ces deux pays.

Un défi fondamental de cette recherche a été de définir la corruption. Même dans les critères de Copenhague utilisés pour évaluer l'admissibilité d'un pays à rejoindre l'UE, la corruption n'est pas explicitement mentionnée. Elle est plutôt liée à des aspects plus larges comme l'état de droit, la démocratie et le respect des droits de l'homme. Les définitions de la corruption varient donc mais la définition généralement acceptée et qui a été utilisée dans cette recherche est « l'abus de pouvoir par des politiciens hauts placés, où le pouvoir de la fonction publique est utilisé à des fins personnelles ». La corruption englobe différentes activités, se manifeste dans divers contextes et a des conséquences sociales, politiques et économiques énormes en impliquant des politiciens, des fonctionnaires et des entreprises. Les sociétés démocratiques connaissent généralement la grande corruption, la corruption bureaucratique et la corruption législative. La corruption est un problème mondial qui attire de plus en plus d'attention, notamment grâce à la sensibilisation croissante des ONG et aux mouvements anti-corruption. Elle a une longue histoire en Europe de l'Est et a été favorisée par les changements sociaux et les transitions démocratiques, démontrant que la perception de la corruption est donc influencée par son contexte historique spécifique.

Pour démontrer l'ampleur de la perception de la corruption, l'indice de perception de la corruption, les enquêtes nationales et les manifestations anti-corruption ont été utilisées dans les deux pays. Selon l'indice de perception de la Corruption de TI, la Bulgarie et la Roumanie ont toutes deux obtenues des scores très bas, démontrant une forte perception de corruption. Les enquêtes réalisées

auprès de la population locale révèlent aussi une perception élevée de la corruption dans les deux pays par rapport aux moyenne de l'UE. Les manifestations anti-corruption en Bulgarie (2021-2022) et en Roumanie (2017-2019) ont aussi marqué des moments clés lorsque la population a exprimé sa frustration face à la corruption à haut niveau et a demandé des réformes du système. La corruption reste donc un défi persistant dans ces deux pays, mais des efforts de la part de la société civile et une prise de conscience croissante de la part de la population ont été observés.

Dans le cadre institutionnel sur la corruption, en Bulgarie, la législation a été renforcée en 2018 avec l'adoption de la loi anti-corruption et la confiscation des avoirs, qui définit plus clairement la corruption et prévoit des sanctions allant jusqu'à huit ans de prison. Cependant, il n'y a pas de mention spécifique des institutions spécialisées chargées de lutter contre la corruption. À l'opposé, la Roumanie dispose d'un cadre législatif solide depuis deux décennies, avec la loi qui précise les différents types de corruption et les peines associées. De plus, la Roumanie a établi des institutions anti-corruption, telles que la DNA, la direction générale contre la corruption, la direction de lutte contre la fraude et l'ANI, qui travaillent en collaboration. Ces différences révèlent qu'en Bulgarie, l'accent est mis sur la criminalisation de la corruption, en adoptant une approche globale qui couvre un large éventail d'actes et implique des entités nationales et étrangères, alors qu'en Roumanie, l'accent est mis sur la coordination des efforts et la mise en place d'institutions spécialisées, en définissant précisément les types de corruption et en prévoyant des sanctions adaptées. Dans les deux pays, la volonté de promouvoir la transparence, l'intégrité et la bonne gouvernance dans l'administration publique est démontrée. Cependant, la Roumanie a clairement mis en place un système anti-corruption plus développé, avec des institutions et un cadre législatif plus précis.

Les discours présidentiels sur la corruption en Bulgarie et en Roumanie mettent en évidence l'importance de la lutte contre la corruption dans ces pays. Ces discours ont joué un rôle essentiel dans la sensibilisation du public à l'ampleur du problème de la corruption et ont mobilisé le soutien populaire en faveur de mesures anti-corruption. Les présidents ont utilisé leur position pour plaider en faveur de réformes législatives et institutionnelles, promouvoir la transparence et la responsabilité, renforcer la coopération internationale et soutenir des initiatives anti-corruption. Ils ont contribué à changer la mentalité de la population et des élites vis-à-vis de la corruption, ce qui a permis d'améliorer l'opinion publique sur la lutte anti-corruption. Même si rôle présidentiel est limité en termes de pouvoirs exécutifs et législatifs, et que la responsabilité de mettre en œuvre ces

réformes relève principalement du gouvernement et des institutions compétentes, ces discours servent à cerner la position officielle sur leurs propres perceptions de corruption.

En Bulgarie, GERB et se son chef Borissov dominant la scène politique depuis 2009, mais avec de nombreux scandales de corruption ayant fait surface, la popularité de Borissov a chutée lors des manifestations de 2020, appelant à sa démission et à celle du procureur Geshev, qui s'offraient protection mutuelle contre toute accusation. Cela a amené à la crise politique bulgare de 2021 et à l'apparition de nouveaux partis de changements anti-Borissov et anti-corruption, notamment PP, DB et ITN. Les sanctions Magnitsky de 2021 et de 2023 démontrent que les personnes sanctionnées n'ont pas fait l'objet d'enquêtes de la part de la procuration, signalant un problème majeur structurel de la procuration bulgare qui a énormément de pouvoir arbitraire. Borissov, contrairement à la Roumanie, n'a pas été critiqué par ses partenaires européens à cause de forts liens avec les politiciens au sein de l'UE et de la position stratégique de la Bulgarie avec la frontière turque. Le nouveau gouvernement de Petkov avec son parti PP a augmenté la collaboration avec le parquet européen nouvellement créé et à amorcer de nombreuses enquêtes anti-corruption, toujours sans l'aide de la procuration. L'effort anti-corruption a donc débuté suite aux manifestations de 2020 et suite à la crise politique de 2021, effort qui a culminé avec le renvoi de Geshev en tant que procureur bulgare en juin 2023, signalant le début d'une lutte plus sérieuse contre la corruption.

En Roumanie, le PSD est fortement associé à la corruption, et sa réputation a été gâchée par de nombreux scandales. Malgré sa domination sur la scène politique et sa longévité, le PSD a vu sa popularité décliner au fil des années, en partie en raison de ces scandales de corruption. Les élections récentes ont montré une baisse de soutien pour le PSD, avec l'émergence de nouveaux partis politiques anti-corruption. Les manifestations de 2017 ont également joué un rôle important dans la mobilisation de la société civile contre la corruption et le gouvernement. L'UE a exprimé des préoccupations concernant la situation en Roumanie et a critiqué le gouvernement pour son manque de lutte efficace contre la corruption. Malgré cela, le PSD conserve une base électorale solide, en particulier parmi les personnes à faible revenu des régions rurales, et utilise des stratégies politiques pour se présenter comme un parti responsable au sein de l'UE. Avec cela vient le rôle de la DNA qui est l'institution spécialisée dans la prévention, l'enquête et la poursuite des actes de corruption à haut niveau. Depuis sa création en 2002, la DNA a joué un rôle crucial dans la condamnation de politiciens et hauts fonctionnaires corrompus, avec Kosevi comme cheffe de

l'agence. Les condamnations de ces personnalités vont augmenter suite aux manifestations de 2014 et cela démontre l'influence de la société civile qui s'est alors mobilisé jusqu'aux autres élections de 2017. Alors, la DNA a augmenté le nombre de cas traités, les affaires résolues avec succès et le nombre de personnes traduites en justice, montrant son efficacité croissante. Elle a également récupéré des avoirs illégaux tout en gagnant la confiance du public. Malgré des critiques de politiciens locaux et des changements législatifs, la DNA a maintenu son rôle essentiel dans la lutte contre la corruption en Roumanie.

En Bulgarie, les perceptions de corruption sont donc démontrées par l'ICP, les enquêtes nationales et la société civile de par les manifestations de 2020. Ces perceptions ont amené à l'émergence de nouveaux partis anti-corruption (PP, DB et ITN) qui ont mis fin au règne de Borissov et de son parti GERB. La législation nationale sur la corruption a été renforcée en 2018 en incluant plus de précisions sur les actes de corruption et le discours présidentiel de Radev démontre que même au niveau national et officiel, la perception de corruption est élevée. 1- Lors des manifestations, la population a perçu la corruption comme problème et à supporter les nouveaux partis qui sont alors apparus, comme démontré lors des premières élections. 2- Le bref gouvernement de PP a perçu la corruption comme problème répandu et à tout de suite amorcer des enquêtes et de collaborations plus poussées avec le parquet européen. 3- La confiance du public envers les institutions anti-corruption sont basses puisqu'elles ne sont pas présentes et efficaces.

En Roumanie, les perceptions de corruption sont démontrées par l'ICP, les enquêtes nationales et la société civile de par les manifestations de 2017 notamment. Ces perceptions ont amené à l'émergence de nouveaux partis anti-corruption mais surtout au renforcement du travail de la DNA, qui a réussi à poursuivre nombreux politiciens hauts placés. La législation nationale sur la corruption est assez développée et inclut les types de corruption et des institutions anti-corruption. Au niveau du discours présidentiel, la perception de corruption est aussi élevée mais démontre un certain optimisme car il se base sur les accomplissements de la DNA. 1- Lors des manifestations, la population a perçu les changements législatifs comme une menace à la lutte anti-corruption et ont soutenues le président Iohannis et le travail de l'ADN. 2- Le gouvernement a mis en place la DNA pour adresser le problème de corruption avant même son entrée au sein de l'UE, démontrant la volonté gouvernementale de lutter contre la corruption. 3- La confiance de la population envers la DNA est élevée et de nombreux signalement ont lieu.

## 9. Bibliographie

### Gouvernement bulgare

Bulgaria. 2010. *Conflict of Interest Prevention and Ascertainment Act*. <https://me.government.bg/en/library/conflict-of-interest-prevention-and-ascertainment-act-447-c25-m1515-2.html>.

President of the Republic of Bulgaria. 2016. « Statement by President Rosen Plevneliev at his 4<sup>th</sup> annual press conference ». President of the Republic of Bulgaria. <https://m.president.bg/en/cat49/810/statement-by-president-rosen-plevneliev-at-his-4th-annual-press-conference.html>.

President of the Republic of Bulgaria. 2017. « President Rumen Radev's Address to the 43rd National Assembly after Taking the Oath of Office ». President of the Republic of Bulgaria. <https://m.president.bg/en/cat45/52/President-speech-inauguration-national-assembly.html>.

Bulgaria. 2018. *Counter-Corruption and Unlawfully Acquired Assets Forfeiture Act*. [https://www.minfin.bg/upload/38434/CounterCorruption\\_and\\_Unlawfully\\_Acquired\\_Assets\\_Forfeiture\\_Act.pdf](https://www.minfin.bg/upload/38434/CounterCorruption_and_Unlawfully_Acquired_Assets_Forfeiture_Act.pdf)

President of the Republic of Bulgaria. 2018. « Statement Made by President Rumen Radev During His Annual Press Conference Held on the Occasion of His First year since he Took Office ». President of the Republic of Bulgaria. <https://m.president.bg/en/speeches-and-statements4184/izyavlenie-na-prezidenta-Roumen-radev-po- vreme-na-otchetnata-preskonferentsiya-po-povod-godishnina-ot-vstapvane-v-dlazhnost.html>.

Council of Minister of the Republic of Bulgaria. 2022. « European Commission Rule of Law Report 2022 Highlights Positive Work of the Cabinet in Last 7 Months ». <https://www.gov.bg/en/Press-center/News/European-Commission-Rule-of-Law-Report-2022-highlights-positive-work-of-the-Cabinet-in-last-7-months>.

Council of Ministers. 2022. « The Government to Cooperate with the Basel Institute on Governance to Improve the Cabinet's Performance in Anticorruption Drive ». Council of Ministers of the Republic of Bulgaria. <https://www.gov.bg/en/Press-center/News/The-Government-to-cooperate-with-the-Basel-Institute-on-Governance-to-improve-the-cabinet%E2%80%99s-performance-in-anticorruption-drive>.

President of the Republic of Bulgaria. 2022. « President Rumen Radev's address to the people and the National Assembly after the swearing-in ceremony at the 47th National Assembly ». President of the Republic of Bulgaria. <https://m.president.bg/en/speeches-and-statements6383/obrashtenie-na-darzhavniya-glava-Roumen-radev-kam-naroda-i-narodnoto-sabranie-sled-polagane-na-kletva-na-tarzhestvena-tseremoniya-pred-47-oto-ns.html>.

Bulgaria. S.d. *Criminal code*. Consulté le 19 avril 2023. <https://www.mlsp.government.bg/uploads/1/blgarsko-zakonodatelstvo/en/criminal-code.pdf>.

### Gouvernement roumain

Romanian government. Fresh news. 2012. « PM Victor Ponta: Government is fully open to prove to European partners that Romania deserves to join the Schengen area ». Romanian government. <https://gov.ro/en/news/pm-victor-ponta-government-is-fully-open-to-prove-to-european-partners-that-romania-deserves-to-join-the-schengen-area>.

President Romania. 2003. « Speech by Ion Iliescu, President of Romania, to the seminar for the communicators of the European Union's Anti-Fraud Office ». President Romania. [https://anti-fraud.ec.europa.eu/system/files/2021-07/iliescu\\_en.pdf](https://anti-fraud.ec.europa.eu/system/files/2021-07/iliescu_en.pdf).

President Romania. 2016. « The speech of the President of Romania, Mr. Klaus Iohannis, delivered during the review meeting regarding the activity of the National Anti-Corruption Directorate for 2015 ». President Romania. <https://www.presidency.ro/ro/media/reforma-institutiilor-publice/alocutiunea-presedintelui-romaniei-domnul-klaus-iohannis-sustinuta-in-cadrul-sedintei-de-bilant-privind-activitatea-directiei-nationale-anticoruptie-pe-anul-2015>.

President Romania. 2018. « Speech of President of Romania, Mr. Klaus Iohannis, at the meeting of presenting the Activity Report of the National Anticorruption Directorate for 2017 ». President Romania. <https://www.presidency.ro/en/media/speeches/speech-of-president-of-romania-mr-klaus-iohannis-at-the-meeting-of-presenting-the-activity-report-of-the-national-anticorruption-directorate-for-2017>.

Romania's permanent delegation to NATO. 2020. « NATO-EU: A Strategic Partnership ». <https://nato.mae.ro/en/node/380>.

## Gouvernement américain

Office of the Historian. S.d. « Fall of Communism in Eastern Europe, 1989». Office of the Historian. <https://history.state.gov/milestones/1989-1992/fall-of-communism>.

U.S. Department of State. 2015. « Romania ». <https://2009-2017.state.gov/e/eb/rls/othr/ics/2015/241712.htm>.

U.S. Department for the Treasury. 2021. « Treasury Sanctions Influential Bulgarian Individuals and Their Expansive Networks for Engaging in Corruption ». Press releases. <https://home.treasury.gov/news/press-releases/jy0208>.

U.S. Department for the Treasury. 2023. « Treasury Sanctions Corrupt Elites Across Bulgarian Political Spectrum ». Press releases. <https://home.treasury.gov/news/press-releases/jy1264>.

## Interpol

Interpol. 2023. « Corruption ». <https://www.interpol.int/Crimes/Corruption>.

## Conseil de l'Europe

Council of Europe. 2018. « Bulgaria adopts new anti-corruption legislation ». Council of Europe. [https://www.coe.int/en/web/corruption/completed-projects/enpi/newsroom-enpi/-/asset\\_publisher/F0LYgN4lv4rX/content/bulgaria-adopts-new-anti-corruption-legislation?inheritRedirect=false](https://www.coe.int/en/web/corruption/completed-projects/enpi/newsroom-enpi/-/asset_publisher/F0LYgN4lv4rX/content/bulgaria-adopts-new-anti-corruption-legislation?inheritRedirect=false).

## Commission européenne

European Commission. 2017. « Progress Report Romania 2017 ». [https://commission.europa.eu/document/844c889c-7998-4a1f-aed8-3f87201d7ff4\\_en](https://commission.europa.eu/document/844c889c-7998-4a1f-aed8-3f87201d7ff4_en).

European Commission. 2022a. *Making Schengen stronger: Bulgaria, Romania and Croatia are ready to fully participate in the Schengen area*. Bruxelles. [https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/enlargement-policy/conditions-membership\\_en](https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/enlargement-policy/conditions-membership_en).

European Commission. 2022b. « 2022 Rule of Law Report - Country Chapter Romania ». [https://commission.europa.eu/document/bf52b443-7a64-4a54-8584-533c866bf902\\_en](https://commission.europa.eu/document/bf52b443-7a64-4a54-8584-533c866bf902_en).

European Commission. S. d. a. *Conditions for membership*. European Neighbourhood Policy and Enlargement Negotiations. Consulté le 19 avril 2023. [https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/enlargement-policy/conditions-membership\\_en](https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/enlargement-policy/conditions-membership_en).

European Commission. S. d. b. *Schengen Area*. Migration and Home Affairs. Consulté le 19 avril 2023. [https://home-affairs.ec.europa.eu/policies/schengen-borders-and-visa/schengen-area\\_en](https://home-affairs.ec.europa.eu/policies/schengen-borders-and-visa/schengen-area_en).

European Commission. S.d. c. « Recovery and Resilience Plan for Bulgaria ». Consulté le 19 avril 2023. [https://commission.europa.eu/business-economy-euro/economic-recovery/recovery-and-resilience-facility/recovery-and-resilience-plan-bulgaria\\_en](https://commission.europa.eu/business-economy-euro/economic-recovery/recovery-and-resilience-facility/recovery-and-resilience-plan-bulgaria_en).

European Commission. S.d. d. « Corruption ». Consulté le 1 juin 2023. [https://home-affairs.ec.europa.eu/policies/internal-security/corruption\\_en](https://home-affairs.ec.europa.eu/policies/internal-security/corruption_en).

European Commission. S.d. e. « Rule of law ». Consulté le 1 juin 2023. [https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/policies/justice-and-fundamental-rights/upholding-rule-law/rule-law\\_en](https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/policies/justice-and-fundamental-rights/upholding-rule-law/rule-law_en).

## Conseil européen

European Council. 2019. « EU Public Prosecutor’s Office - BPGE: Council Confirms Laura Codruța Kövesi as First European Chief Prosecutor ». Press release. <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2019/10/14/eu-public-prosecutor-s-office-BPGE-laura-codruta-kovesi-to-become-the-first-european-chief-prosecutor/>.

## Parlement européen

European Parliament. 2006. « REPORT on the accession of Romania to the European Union ». Reprt. [https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-6-2006-0421\\_EN.html](https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-6-2006-0421_EN.html).

European Parliament. 2018. « Romania: MEPs Are Deeply Concerned about Judicial Independence and Rule of Law ». News. <https://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20181106IPR18326/romania-meps-are-deeply-concerned-about-judicial-independence-and-rule-of-law>.

European Parliament. 2019. « National Results Romania | 2019 Election Results | 2019 European Election Results ». <https://europarl.europa.eu/election-results-2019/en/national-results/romania/2019-2024/>.

European Parliament. 2020. « Texts Adopted - The Rule of Law and Fundamental Rights in Bulgaria ». [https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2020-0264\\_EN.html](https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2020-0264_EN.html).

European Parliament. 2022. « MEPs: Hungary can no longer be considered a full democracy ». News. <https://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20220909IPR40137/meps-hungary-can-no-longer-be-considered-a-full-democracy>.

## Bureau du procureur général européen

European Public Prosecutor’s Office. 2022a. « First BPGE indictment in Bulgaria: bribery of a State Fund Agriculture’s official ». <https://www.BPGE.europa.eu/en/news/first-BPGE-indictment-bulgaria-bribery-state-fund-agricultures-official>.

European Public Prosecutor’s Office. 2022b. « Organised crime group in Bulgaria investigated for fraud of EU funds ». <https://www.BPGE.europa.eu/en/news/organised-crime-group-bulgaria-investigated-fraud-eu-funds>.

European Public Prosecutor’s Office. 2022c. « Construction material worth €6 million seized in BPGE investigation in Bulgaria ». <https://www.BPGE.europa.eu/en/news/construction-material-worth-eu6-million-seized-BPGE-investigation-bulgaria>.



European Public Prosecutor's Office. 2023. « Bulgaria: BPGE probes into multi-million euro fraud regarding greenhouse gas emissions ». <https://www.BPGE.europa.eu/en/news/bulgaria-BPGE-probes-multi-million-euro-fraud-regarding-greenhouse-gas-emissions>.

European Public Prosecutor's Office. S.d. « Bulgaria ». s. d. Consulté le 19 avril 2023. <https://www.BPGE.europa.eu/lt/node/49>.

## European union

Eur-Lex. 2006. *Progress with enlargement: Bulgaria, Romania and Croatia (2004)*. [https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/enlargement-policy/conditions-membership\\_en](https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/enlargement-policy/conditions-membership_en).

European Union. S.d. *Joining the EU*. Consulté le 19 avril 2023. [https://european-union.europa.eu/principles-countries-history/joining-eu\\_en](https://european-union.europa.eu/principles-countries-history/joining-eu_en).

## Rapports de la Direction Nationale Anticorruption

DNA. 2005. « The National Anticorruption Directorate Report for 2005 ». [https://www.pna.ro/bilant\\_activitate.xhtml?id=8](https://www.pna.ro/bilant_activitate.xhtml?id=8).

DNA. 2006. « The National Anticorruption Directorate Report for 2006 ». [https://www.pna.ro/bilant\\_activitate.xhtml?id=11](https://www.pna.ro/bilant_activitate.xhtml?id=11).

DNA. 2007. « The National Anticorruption Directorate Report for 2007 ». [https://www.pna.ro/bilant\\_activitate.xhtml?id=13](https://www.pna.ro/bilant_activitate.xhtml?id=13).

DNA. 2008. « The National Anticorruption Directorate Report for 2008 ». [https://www.pna.ro/bilant\\_activitate.xhtml?id=15](https://www.pna.ro/bilant_activitate.xhtml?id=15).

DNA. 2010. « The National Anticorruption Directorate Report for 2010 ». [https://www.pna.ro/bilant\\_activitate.xhtml?id=20](https://www.pna.ro/bilant_activitate.xhtml?id=20).

DNA. 2011. « The National Anticorruption Directorate Report for 2011 ». [https://www.pna.ro/bilant\\_activitate.xhtml?id=22](https://www.pna.ro/bilant_activitate.xhtml?id=22).

DNA. 2012. « The National Anticorruption Directorate Report for 2012 ». [https://www.pna.ro/bilant\\_activitate.xhtml?id=26](https://www.pna.ro/bilant_activitate.xhtml?id=26).

DNA. 2013. « The National Anticorruption Directorate Report for 2013 ». [https://www.pna.ro/bilant\\_activitate.xhtml?id=29](https://www.pna.ro/bilant_activitate.xhtml?id=29).

DNA. 2014. « The National Anticorruption Directorate Report for 2014 ». [https://www.pna.ro/bilant\\_activitate.xhtml?id=32](https://www.pna.ro/bilant_activitate.xhtml?id=32).

DNA. 2015. « The National Anticorruption Directorate Report for 2015 ». [https://www.pna.ro/bilant\\_activitate.xhtml?id=36](https://www.pna.ro/bilant_activitate.xhtml?id=36).

DNA. 2017. « The National Anticorruption Directorate Report for 2017 ». [https://www.pna.ro/bilant\\_activitate.xhtml?id=42](https://www.pna.ro/bilant_activitate.xhtml?id=42).

DNA. 2018. « The National Anticorruption Directorate Report for 2018 ». [https://www.pna.ro/bilant\\_activitate.xhtml?id=45](https://www.pna.ro/bilant_activitate.xhtml?id=45).

DNA. 2019. « The National Anticorruption Directorate Report for 2019 ». [https://www.pna.ro/bilant\\_activitate.xhtml?id=48](https://www.pna.ro/bilant_activitate.xhtml?id=48).

DNA. 2020. « The National Anticorruption Directorate Report for 2020 ». [https://www.pna.ro/bilant\\_activitate.xhtml?id=49](https://www.pna.ro/bilant_activitate.xhtml?id=49).

DNA. 2021. « The National Anticorruption Directorate Report for 2021 ». [https://www.pna.ro/bilant\\_activitate.xhtml?id=54](https://www.pna.ro/bilant_activitate.xhtml?id=54).

## Nations Unies

United Nations. 2021. « UNODC's Action against Corruption and Economic Crime ». Office on Drugs and Crime. <https://www.unodc.org/unodc/en/corruption/>.

United Nations. S.d. « United Nations Convention against Corruption ». Office on Drugs and Crime. <https://www.unodc.org/unodc/en/treaties/CAC/>.

## Articles scientifiques

Arvind, Jain. 2001. « Corruption : A Review ». *Journal of Economic Surveys* 15 (1) : 71-121. <https://doi.org/10.1111/1467-6419.00133>.

Buchenau, Klaus. 2018. « Corruption in Southeastern Europe and Latin America. An Introduction ». *Comparative Southeast European Studies* 66 (3) : 293–298. <https://doi.org/10.1515/soeu-2018-0025>.

Dimitrova, Antoaneta. 2021. « Understanding Europeanization in Bulgaria and Romania: following broader European trends or still the Balkan exceptions? ». *European Politics and Society* 22 (2) : 295–304. 10.1080/23745118.2020.1729054.

Emmanuel Kreike, William Chester Jordan. 2006. « Corrupt histories ». *Studies in comparative history*, 482. ISBN 1-580-46173-5

Fatić, Aleksandar. 2000. « Stability and Corruption in South-Eastern Europe ». *SEER: Journal for Labour and Social Affairs in Eastern Europe* 3 (4) : 61–72. <http://www.jstor.org/stable/43292122>.

Haynes, Katalin et Matevz Raskovic. 2021. « Living with Corruption in Central and Eastern Europe: Social Identity and the Role of Moral Disengagement ». *J Bus Ethics* 174 (4) : 825–845. 10.1007/s10551-021-04927-9.

Jurma, Anca, 2015. « DNA (National Anti-Corruption Directorate) a Specialized Structure for Combating High Level Corruption in Romania ». *Journal of Eastern European Criminal Law* 2/2014. <https://ssrn.com/abstract=2551997>.

Lacatus, Corina et Ulrich Sedelmeier. 2020. « Does monitoring without enforcement make a difference? The European Union and anti-corruption policies in Bulgaria and Romania after accession ». *Journal of European Public Policy* 27 (8) : 1236–1255. 10.1080/13501763.2020.1770842.

Ovidiu, Olar. 2017. « Corruption and anticorruption in the Romanian Principalities: Rules of governance, Exceptions and Networks, Seventeenth to the Nineteenth Century ». Dans *Romanian Academy*. 225-238. <https://doi.org/10.1093/oso/9780198809975.003.0016>.

Papakostas, Nikolaos. 2012. « Deconstructing the Notion of EU Conditionality as a Panacea in the Context of Enlargement ». *L'Europe en Formation* 364 : 215-235. <https://doi.org/10.3917/eufor.364.0215>.

Tanzi, Vito. 1998. « Corruption Around the World: Causes, Consequences, Scope, and Cures ». *Staff Papers (International Monetary Fund)* 45 (4) : 559-594. <https://doi.org/10.2307/3867585>.

Tanasoiu, Cosmina et Mihaela Racovita. 2012. « Post-Accession (Anti-)Corruption Record in Romania and Bulgaria ». *L'Europe en Formation* 364 (2) : 243-263. <https://doi.org/10.3917/eufor.364.0243>

Vassileva, Radosveta. 2022. « Bulgaria's Failed Specialized Criminal Justice Experiment ». *Verfassungsblog*. <https://doi.org/10.17176/20220429-182318-0>.

Vorley, T., Williams, N. 2016. « Between petty corruption and criminal extortion: How entrepreneurs in Bulgaria and Romania operate within a devil's circle ». *International Small Business Journal* 34 (6) : 797-817. <https://doi.org/10.1177/0266242615590464>.

Zerilli, Filippo, 2013. « Corruption and anti-corruption local discourses and international practices in post-socialist Romania ». *Humaff* 23, 212-229 (2013). <https://doi.org/10.2478/s13374-013-0120-x>.

## Articles nouvelles

Al Jazeera. 2012. « Romania Reinstates Public-Health Official ». Al Jazeera. <https://www.aljazeera.com/news/2012/1/17/romania-reinstates-public-health-official>.

Barzachka, Nina et Stefka Yordanova. 2020. « Why Bulgaria's Government Has Survived Months of Anti-Corruption Protests ». *Washington Post*. <https://www.washingtonpost.com/politics/2020/12/26/why-bulgarias-government-has-survived-months-anti-corruption-protests/>.

Bayer, Lili. 2022. « Bulgaria Sounds Alarm over EU's Mafia-Run Border ». *Politico*. <https://www.politico.eu/article/bulgaria-kiril-petkov-government-sounds-alarm-over-eus-mafia-run-border/>.

BBC News. 2014. « Romania Ex-PM Adrian Nastase Jailed in Bribery Case ». *Europe*. <https://www.bbc.com/news/world-europe-25630091>.

BNT. s.d. a. « Kövesi after the meeting with Bulgaria's PM Petkov: Council of Ministers will become a point of contact with the European Public Prosecutor's Office ». Consulté le 19 avril 2023. <https://bnt.bg/news/kovesi-after-the-meeting-with-bulgaria-s-pm-petkov-council-of-ministers-will-become-a-point-of-contact-with-the-european-304183news.html>.

BNT. s.d. b. « Kövesi: I am not here to assess the quality of the Bulgarian Prosecutor's office. This is not my job ». Consulté le 19 avril 2023. <https://bnt.bg/news/kovesi-i-am-not-here-to-assess-the-quality-of-the-bulgarian-prosecutor-39s-office-this-is-not-my-job-296121news.html>.

BNT. s.d. c. « POWERS OF THE PRESIDENT OF BULGARIA ». Consulté le 19 avril 2023. <https://bnt.bg/news/powers-of-the-president-of-bulgaria-125857news.html>

BNT. 2021. « Rumen Radev: The EU must be strongly involved in the fight against corruption in Bulgaria ». BNT. <https://bntnews.bg/news/rumen-radev-es-tryabva-da-e-silno-angazhiran-s-borbata-sreshtu-korupciyata-v-balgariya-1169825news.html>.

Bogdanova, Zornitsa. 2023. « Докладът за митницата като претоплена яхния ». Consulté le 19 avril 2023. <https://debati.bg/politico-za-republikata-na-radev-bezizhoditsata-v-bulgaria-dava-vlast-na-neynia-izplazvasht-se-prezident/>.

Brelie, Hans von der. 2018. « Insight into Romanian Corruption Networks ». *Euronews*. <https://www.euronews.com/my-europe/2018/02/02/insight-into-romanian-corruption-networks>.

Castle, Stephen. 2008. « EU cuts back funding to Bulgaria ». *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2008/07/23/world/europe/23iht-union.4.14731488.html>.

Chirileasa, Andrei. 2021. « Influential RO Social Democrat Leader Hrebenciuc given Another 3 Years of Jail ». Romania Insider. <https://www.romania-insider.com/hrebenciuc-another-jail-sentence-sept-2021>.

Chirileasa, Andrei. 2022. « Romania's High Court Sends Former Tourism Minister Elena Udrea to Jail for Six Years ». Romania Insider. <https://www.romania-insider.com/romania-former-minister-elena-udrea-jail>.

Christian, Olivier. 2020. « EU's Credibility Is at Stake over Bulgaria, Says Reformist Leader ». Politico. <https://www.politico.eu/article/bulgaria-hristo-ivanov-eu-credibility-at-stake/>.

Christian, Olivier. 2022. « Arrest of Bulgaria's Borissov Marks Start of Major EU Rule-of-Law Showdown ». Politico. <https://www.politico.eu/article/arrest-bulgaria-boyko-borissov-start-major-eu-rule-of-law-showdown/>.

Christian, Olivier. 2023. « The Cap versus The Pumpkin: Bulgaria's mafia state reaches breaking point ». Politico. <https://www.politico.eu/article/the-cap-versus-the-pumpkin-bulgarias-mafia-state-reaches-breaking-point/>.

Civicus. 2020. « The anti-corruption protests have turned the inhabitants of Romania into a whole new generation of alert citizens ». <https://www.civicus.org/index.php/fr/medias-ressources/122-news/interviews/3051-the-anti-corruption-protests-have-turned-the-inhabitants-of-romania-into-a-whole-new-generation-of-alert-citizens>.

Connett, David. 2017. « Romania: government retracts controversial decree after protests ». The Guardian. <https://www.theguardian.com/world/2017/feb/04/romania-government-retracts-decree-after-protests>.

Coroianu, Eugen. 2020. « The Eurobarometer on corruption ». Radio Romania International. [https://www.rri.ro/en\\_gb/the\\_eurobarometer\\_on\\_corruption-2619076#](https://www.rri.ro/en_gb/the_eurobarometer_on_corruption-2619076#).

Cruceru, Alexandra. 2018. « Raportul lui Tudorel Toader prin care a cerut revocarea lui Kovesi. Care sunt cele 20 de capete de acuzare aduse șefei DNA / VIDEO ». Stiri pe surse. [https://www.stiripesurse.ro/raportul-lui-tudorel-toader-prin-care-a-cerut-revocarea-lui-kovesi--care-sunt-cele-20-de-capete-de-acuzare-aduse-sefei-dna---video\\_1250676.html](https://www.stiripesurse.ro/raportul-lui-tudorel-toader-prin-care-a-cerut-revocarea-lui-kovesi--care-sunt-cele-20-de-capete-de-acuzare-aduse-sefei-dna---video_1250676.html).

Dachkova, Dorothea. 2019. « What is prosecutor Geshev needs a lawyer ? ». Cera. <https://www.segabg.com/node/43610>.

Damian, George. 2023. « Romania May Join the EU 1 year after Bulgaria ». Novinite. <https://www.novinite.com/articles/31476/Romania+May+Join+the+EU+1+year+after+Bulgaria>.

Deletant, Dennis. 2018. « Romania's Protests and the PSD: Understanding the Deep Malaise That Now Exists in Romanian Society ». EUROPP. <https://blogs.lse.ac.uk/europpblog/2018/08/31/romania-protests-and-the-psd-understanding-the-deep-malaise-that-now-exists-in-romanian-society/>.

Der Burchard, HansVon. 2020. « Senior Merkel Ally Urges Action over Bulgaria's Corruption Crisis ». Politico. <https://www.politico.eu/article/merkel-ally-urges-brussels-berlin-action-over-bulgaria-corruption-crisis/>.

Dimitrov, Martin. 2018a. « Bulgarian Mayor Charged With Seeking Massive Bribe ». Balkan Insight. <https://balkaninsight.com/2018/04/18/independent-sofia-mladost-district-mayor-arrested-and-charged-for-corruption-04-18-2018/>.

Dimitrov, Martin. 2018. « Bulgarian Protests Revive Memories of 2013 Upheavals ». Balkan Insight. <https://balkaninsight.com/2018/11/13/bulgarian-marches-bring-back-memories-of-the-2013-winter-protests-11-12-2018/>.

DW. 2018. « Romania Passes Bill to Weaken Corruption Rules ». DW. <https://www.dw.com/en/romania-parliament-passes-bill-to-weaken-corruption-rules/a-44531333>.

Dzhambazova, Boryana et Lili Bayer. 2021. « US Sanctions Top Bulgarians for Graft. EU Does Zilch ». Politico. <https://www.politico.eu/article/us-sanctions-bulgaria-power-brokers-for-graft/>.

Ersnt, Iulian. 2022. « Romania's President Iohannis returns whistleblower law to Parliament ». Romania Insider. <https://www.romania-insider.com/president-returns-whistleblower-law-parliament>.

Euractiv. 2018. « Bulgarian president sees democracy 'under threat' ». Euractiv. <https://www.euractiv.com/section/future-eu/news/bulgarian-president-sees-democracy-under-threat/>.

Euractiv. 2021. « Commission Acknowledges Its Bulgaria Failures ». Euractiv. <https://www.euractiv.com/section/justice-home-affairs/news/commission-acknowledges-its-bulgaria-failures/>.

Euractiv. 2022a. « Brussels Looks at Phytosanitary Loophole at Bulgarian-Turkish Border ». Euractiv. <https://www.euractiv.com/section/agriculture-food/news/brussels-looks-at-phytosanitary-loophole-at-bulgarian-turkish-border/>.

Euractiv. 2022b. « Bulgarian Ex-PM Borissov Arrested after EU Prosecutor's Office Probe ». Euractiv. [https://www.euractiv.com/section/politics/short\\_news/former-p%0%bc-borissov-arrested-as-kovesi-visits-bulgaria/](https://www.euractiv.com/section/politics/short_news/former-p%0%bc-borissov-arrested-as-kovesi-visits-bulgaria/).

Euractiv. 2022c. « Europe's biggest port Rotterdam 'drowning in cocaine' ». Euractiv. <https://www.euractiv.com/section/justice-home-affairs/news/europes-biggest-port-rotterdam-drowning-in-cocaine/>.

Euractiv. 2022d. « US Congressman: Bulgaria's Chief Prosecutor Threatens Stability of NATO ». Euractiv. <https://www.euractiv.com/section/global-europe/news/us-congressman-bulgarias-chief-prosecutor-threatens-stability-of-nato/>.

Euractiv. 2022e. « US congressman: Bulgaria's chief prosecutor threatens stability of NATO ». Euractiv. <https://www.euractiv.com/section/global-europe/news/us-congressman-bulgarias-chief-prosecutor-threatens-stability-of-nato/>.

Fodor, Simona. 2022. « Transparency International: Romania still among EU's worst performers in Corruption Perceptions Index ». Romania-Insider. <https://www.romania-insider.com/transparency-international-cpi-2021-jan-2022>.

Gigov, Lyubomir. 2022. « Judicial System Act Amended on First Hearing to Regulate European Delegated Prosecutors ». BTA. <https://www.bta.bg/en/news/bulgaria/297261-judicial-system-act-amended-on-first-hearing-to-regulate-european-delegated-pros>.

Gillet, Kit. 2017. « 'We must fight on' – Romania's crusader against corruption will not back down ». The Guardian. <https://www.theguardian.com/world/2017/feb/12/romania-corruption-chief-prosecutor-laura-codruta-kovesi--steely-vigilance>.

Gotev, Georgi. 2020. « EPP Sticks with Borissov in Stormy Debate over Rule-of-Law in Bulgaria ». Euractiv. <https://www.euractiv.com/section/justice-home-affairs/news/epp-sticks-with-borissov-in-stormy-debate-over-rule-of-law-in-bulgaria/>.

Gotev, Georgi. 2022. « Twenty People Dominate Corruption in Bulgaria, PM Tells MEPs ». EURACTIV. <https://www.euractiv.com/section/justice-home-affairs/news/twenty-people-dominate-corruption-in-bulgaria-pm-tells-meps/>.

Grigoras, Alina. 2014. « Two Years-Jail Sentence for PSD MP Miron Mitrea ». The Romania Journal. <https://www.romaniajournal.ro/society-people/two-years-jail-sentence-for-psd-mp-miron-mitrea/>.

Grigoras, Alina. 2018. « Ex-Economy Minister Codrut Seres, to Be Released from Prison ». The Romania Journal. <https://www.romaniajournal.ro/society-people/ex-economy-minister-codrut-seres-to-be-released-from-prison/>.

Gruia Dufaut. 2014. « POWERS OF THE ROMANIAN PRESIDENT». Gruia Dufaut. <https://www.gruiadufaut.com/en/posts/powers-of-the-romanian-president>.

Gurzu, Anca. 2019. « Romanian Social Democrat Leader Dragnea Sentenced to Jail ». Politico. <https://www.politico.eu/article/liviu-dragnea-romanian-social-democrat-leader-dragnea-sentenced-to-jail-fake-jobs/>.

Gurzu, Anka. 2018. « Brussels Slams Romania on Corruption as EU Presidency Nears ». Politico. <https://www.politico.eu/article/brussels-slams-romanas-anti-corruption-efforts-as-eu-presidency-nears/>.

Hegedüs, Daniel. 2019. « Loss for Romania's Social Democrats Is a Win for Europe's Left ». Balkan Insight. <https://balkaninsight.com/2019/12/02/loss-for-romanas-social-democrats-is-a-win-for-europes-left/>.

Holroyd, Matthew. 2022. « Court Jails Eight People over Deadly Romania Nightclub Fire in 2015 ». Euronews. <https://www.euronews.com/2022/05/12/colectiv-appeals-court-jails-eight-people-over-deadly-romania-nightclub-fire>.

Inotai, Edit. 2020. « LEGAL VICTORY FOR CENTRAL EUROPEAN UNIVERSITY IS TOO LITTLE, TOO LATE ». Balkan Insight. <https://balkaninsight.com/2020/10/06/legal-victory-for-central-european-university-is-too-little-too-late/>.

Jeliazkov Nikolay. 2022. « Bulgarians Believe Corruption to Be Most Widespread among Police, Customs - Survey ». BTA. <https://www.bta.bg/en/news/bulgaria/296551-bulgarians-believe-corruption-to-be-most-widespread-among-police-customs-surv>.

Kotseva, Antonia. 2022. « Bulgarian PM Says Fighting Corruption Includes Russian Influence ». Euractiv. [https://www.euractiv.com/section/politics/short\\_news/bulgarian-pm-says-fighting-corruption-includes-russian-influence/](https://www.euractiv.com/section/politics/short_news/bulgarian-pm-says-fighting-corruption-includes-russian-influence/).

Lalov, Nikola. 2021. « Rumen Radev - from "Reshetnikov's man" to Borisov and Geshev's "alternative" ». Mediapool. <https://www.mediapool.bg/rumen-radev---ot-choveka-na-reshetnikov-do-alternativa-na-borisov-i-geshev-video-news327442.html>.

Liboreiro, Jorge. 2022. « Schengen: Romania blasts Austria for 'inexplicable' move to block access to EU's passport-free zone ». Euronews. <https://www.euronews.com/my-europe/2022/12/09/romanian-president-blasts-austria-for-inexplicable-unjustified-regrettable-schengen-veto>.

Luca, Maria. 2018. « Romanian President Vows to Keep Fighting Corruption ». Balkan Insight. <https://balkaninsight.com/2018/10/23/romanian-president-vows-to-keep-fighting-corruption-10-23-2018/>.

Lupu, Victor. 2018. « Update: Rise Project Releases First Episode Related to Teleorman Leaks—Hard Disk Belongs to the Accountant. Surprise – Who Received Money from Tel Drum. The Luxury Kitchen Garden and Villa in Mamaia ». The Romania Journal. <https://www.romaniajournal.ro/society-people/update-rise-project-releases-first-episode-related-to-teleorman-leaks-hard-disk-belongs-to-the-accountant-surprise-who-received-money-from-tel-drum-the-luxury-kitchen-garden-and-v/>.

Maddowall, Andrew. 2016. « The DNA of Romania's anti-corruption success ». Politico. <https://www.politico.eu/article/the-dna-of-romanas-anti-corruption-success-eu-transparency-international/>.

Marica, Irina. 2015. « Another Romanian Senator Investigated in Illegal Forest Restitutions Case ». Romania Insider. <https://www.romania-insider.com/another-romanian-senator-investigated-in-illegal-forest-restitutions-case>.

Marica, Irina. 2016. « Jailed Former Romanian Minister, Arrested in Another Corruption Case ». Romania Insider. <https://www.romania-insider.com/former-romanian-minister-relu-fenechiu-corruption>.

Marica, Irina. 2018. « Former Romanian Finance Minister Gets 8-Year Jail Sentence ». Romania Insider. <https://www.romania-insider.com/darius-valcov-jail-sentence>.

Marica, Irina. 2020. « Former Romanian Mayor Jailed for Bribery, Sentenced to Prison in Another Corruption Case ». Romania Insider. <https://www.romania-insider.com/gheorghe-nichita-iasi-prison-corruption>.

Medarov, Georgi. 2020. « How the German Right Created Bulgaria's Kleptocratic Prime Minister ». Jacobin. <https://jacobin.com/2020/12/german-right-bulgaria-boyko-borissov-gerb>.

Mitov, Boris. 2019. « "Tales under the rose bush" stamped "KTB": gendarmerie, arbitrariness and a blank sheet ». RFER Bulgaria. <https://www.svobodnaevropa.bg/a/29849887.html>.

Mrcela, Marin. 2019. « 'Corruption in the Balkans: the elephant in the room » ». EU Observer. <https://euobserver.com/opinion/146614>.

Network For Integrity. S.d. « National Integrity Agency – ANI ». Network For Integrity. Consulté le 19 avril 2023. <https://networkforintegrity.org/continents/europe/national-integrity-agency-ani/>.

Nicolaie, Dan. 2013. « Victor Babiuc and Becali have been sentenced to prison ». Bursa. <https://www.bursa.ro/victor-babiuc-and-becali-have-been-sentenced-to-prison-84936024>.

Nicolescu, Valentin. 2021. « Anti-Corruption as an Electoral Strategy in Romania's 2020 Elections ». The Progressive Post. <https://progressivepost.eu/anti-corruption-as-an-electoral-strategy-in-romania-2020-elections/>.

Nikolov, Krassen. 2022a. « BPGÉ to Investigate Top Bulgarian Officials Following Ex-PM Borissov's Arrest ». Euractiv. [https://www.euractiv.com/section/politics/short\\_news/BPGE-to-investigate-top-bulgarian-officials-following-ex-pm-borrissovs-arrest/](https://www.euractiv.com/section/politics/short_news/BPGE-to-investigate-top-bulgarian-officials-following-ex-pm-borrissovs-arrest/).

Nikolov, Krassen. 2022b. « Bulgaria Had No Investigation into High-Level Corruption in 2021 ». Euractiv. <https://www.euractiv.com/section/politics/news/bulgaria-had-no-investigation-into-high-level-corruption-in-2021/>.

Nikolov, Krassen. 2022c. « Bulgaria fumes at Rutte's 'offensive' Schengen comments ». Euractiv. <https://www.euractiv.com/section/politics/news/bulgaria-furious-at-ruttes-offensive-schengen-comments/>.

Nikolov, Krassen. 2022d. « A new "Anti-corruption" agency aims to circumvent Geshev ». Mediapool. <https://www.mediapool.bg/nova-agentsiya-antikoruptionsiya-tseli-zaobikaljane-na-geshev-news332159.html>.

Nikolov, Krassen. 2023. « BPGÉ Investigates Multi-Million Euro Fraud in Bulgaria ». Euractiv <https://www.euractiv.com/section/politics/news/BPGE-investigates-multi-million-euro-fraud-in-bulgaria/>.

Nine O'Clock. 2013. « Former Senator Olosz Gergely Sentenced to Seven Years' Imprisonment for Influence Peddling ». <https://www.nineoclock.ro/2013/07/17/former-senator-olosz-gergely-sentenced-to-seven-years%e2%80%99-imprisonment-for-influence-peddling/>.

Nine O'Clock. 2015. « DNA Presents Activity Report for 2014: Results Unveil Enhanced Efficiency in Combatting Corruption, the Highest Number of Settled Cases and Probed-into Dignitaries ».

<https://www.nineoclock.ro/2015/02/24/dna-presents-activity-report-for-2014-results-unveil-the-highest-number-of-settled-cases-and-probed-into-dignitaries/>.

NL Times. 2022. « Bulgaria annoyed with Dutch rejection of Schengen accession ». NL Times. <https://www.euractiv.com/section/politics/news/bulgaria-furious-at-ruttens-offensive-schengen-comments/>.

Novinite. 2022a. « Bulgarian Anti-Corruption Commission : There is evidence of Corruption in the Ministry of Health ». Novinite. <https://www.novinite.com/articles/213049/Bulgarian+Anti-Corruption+Commission%3A+There+is+Evidence+of+Corruption+in+the+Ministry+of+Health%20%20https://acf.bg/en/deynosti/>.

Novinite. 2022b. « Two MEPs Insulted Bulgaria and Romania at the Schengen debate ». Novinite. <https://www.novinite.com/articles/216985/Two+MEPs+Insulted+Bulgaria+and+Romania+at+the+Schengen+debate>.

Novinite. 2023. « Bulgaria is again at the Bottom of the EU in Transparency International ». Novinite. <https://www.novinite.com/articles/218655/Bulgaria+is+again+at+the+Bottom+of+the+EU+in+Transparency+International%27s+2022+Corruption+Index>.

OCCRP. 2012. « Romania Sentences Former Ministers for Corruption ». <https://www.occrp.org/en/daily/1345-romania-sentences-former-ministers-for-corruption>.

OCCRP. 2015. « Romania: Anti-Corruption Agency Indictments “Doubled” in 2014; Former Minister Arrested ». <https://www.occrp.org/en/daily/3715-romania-anti-corruption-agency-indictments-doubled-in-2014-former-minister-arrested>.

Oklobdzija, Mira. 2022. « Schengen, corruption, and xenophobia : The EU’s double standards ». FPIF. <https://fpif.org/schengen-corruption-and-xenophobia-the-eus-double-standards/>.

Paun, Carmen. 2018. « Romanian justice minister pushes to dismiss corruption watchdog ». Politico. <https://www.politico.eu/article/romania-tudorel-toader-pushes-to-dismiss-corruption-watchdog/>.

Petrescu, Elena Denisa et Yannis Karamitsios. 2019. « Corruption in Romania: A European Affair ». Euractiv. <https://www.euractiv.com/section/justice-home-affairs/opinion/corruption-in-romania-a-european-affair/>.

Pisaroglu, Anton. 2022. « Denying Romania, Bulgaria and Croatia’s Schengen bid will weaken the EU ». Politico. <https://www.politico.eu/article/denying-romania-bulgaria-and-croatias-schengen-bid-will-weaken-the-eu/>.

Politico. 2022. « POLITICO Poll of Polls — Bulgarian Polls, Trends and Election News for Bulgaria ». Poll of polls. <https://www.politico.eu/europe-poll-of-polls/bulgaria/>.

Politico. S.d. « POLITICO Poll of Polls — Romania — National parliament voting intention ». Poll of polls. <https://www.politico.eu/europe-poll-of-polls/romania/>.

Politico. 2023. « Bulgaria — 2023 general election ». Poll of polls. <https://www.politico.eu/europe-poll-of-polls/bulgaria/>.

PolitPro. s. d. « Elections in Bulgaria ». Elections in Bulgaria. Consulté le 19 avril 2023. <https://politpro.eu/en/bulgaria/elections>.

Price, Todd. f. « Bulgaria's Controversial Top Prosecutor Is Out, But It's Not A Victory For Judicial Independence ». RFER Bulgaria. <https://www.rferl.org/a/bulgaria-prosecutor-geshev-fired-analysis-judicial->



[independence/32466120.html#:~:text=Geshev%20and%20his%20predecessor%2C%20Sotir,was%20due%20to%20Russian%20sabotage..](https://www.rferl.org/a/independence/32466120.html#:~:text=Geshev%20and%20his%20predecessor%2C%20Sotir,was%20due%20to%20Russian%20sabotage..)

Radio Free Europe/Radio Liberty. 2020. « Beef Over Bulgarian Beach Sparks Protest Over “Protected” Elites ». RFER Bulgaria. <https://www.rferl.org/a/beef-over-bulgarian-beach-sparks-protest-over-protected-elites/30716443.html>.

Radio Free Europe/Radio Liberty. 2023. « Bulgaria's Chief Prosecutor Refuses To Resign, Denounces 'Trash' In Parliament ». RFER Bulgaria. <https://www.rferl.org/a/bulgaria-chief-prosecutor-refuses-resign/32412553.html>.

Rankin, Jennifer. 2022. « ‘I Will Free Bulgaria from Corruption’: Kiril Petkov Speaks Out ». The Observer. <https://www.theguardian.com/world/2022/mar/20/i-will-free-bulgaria-from-corruption-kiril-petkov-speaks-out>.

Romania Insider. 2014a. « Romanian State Has to Pay EUR 4,500 to Former Senator for Bad Pre-Trial Detention Conditions ». Romania Insider. <https://www.romania-insider.com/romanian-state-has-to-pay-eur-4500-to-former-senator-for-bad-pre-trial-detention-conditions>.

Romania Insider. 2014b. « Former Romanian Communications Minister, Three Others, Arrested in the Microsoft IT Licenses Case ». Romania Insider. <https://www.romania-insider.com/former-romanian-communications-minister-three-others-arrested-in-the-microsoft-it-licenses-case>.

Romania Insider. 2015. « Romanian Senator Dan Sova, No Longer Protected by Fellows MPs ». Romania Insider. <https://www.romania-insider.com/romanian-senator-dan-sova-no-longer-protected-by-fellows-mps>.

Romania Insider. 2017a. « Former Arges County Council Head Sentenced to Eight Years in Prison ». Romania Insider. <https://www.romania-insider.com/former-arges-county-council-head-sentenced-eight-years-prison>.

Romania Insider. 2017b. « Romanian Media Mogul May Get out of Jail after 3 Years of 10-Year Sentence ». Romania Insider. <https://www.romania-insider.com/romanian-media-mogul-out-jail>.

Romania Journal. 2017c. « Ex-Minister of Youth and Sports Monica Iacob Ridzi Might Be Released from Prison ». The Romania Journal. <https://www.romaniajournal.ro/society-people/ex-minister-of-youth-and-sports-monica-iacob-ridzi-might-be-released-from-prison/>.

Romania Insider. 2018. « Year in review: How Romania has changed in 2018 ». Romania Insider. <https://www.romania-insider.com/romania-landmarks-2018>.

Romania-Insider. 2016. « Romanian Health Ministry launches anticorruption line ». Romania-Insider. <https://www.romania-insider.com/romanian-health-ministry-launches-anticorruption-line>.

Simeonova, Elitsa. 2022a. « “We Breathe Filth”: A Bulgarian Town’s Losing Battle Against A Domineering Coal Plant ». Radio Free Europe/Radio Liberty. <https://www.rferl.org/a/bulgaria-brikel-coal-plant-pollution-black-dust/31994334.html>.

Simeonova, Elitsa. 2022b. « Why The Dutch Are Blocking Schengen Entry For Bulgaria And Romania ». RFERL. <https://www.rferl.org/a/bulgaria-romania-schengen-eu-netherlands/32120507.html>.

Sofia Globe. 2023. « US Magnitsky Act sanctions on current and former Bulgarian officials: Reactions ». Sofia Globe. <https://sofiaglobe.com/2023/02/11/new-us-magnitsky-act-sanctions-on-current-and-former-bulgarian-officials-reactions/>.

Solakova, Dimitrina. 2022. « Bulgarian Politicians React Strongly to Netherlands' Position against Bulgaria Joining Schengen ». BTA. <https://www.bta.bg/en/news/bulgaria/371154-bulgarian-politicians-react-strongly-to-netherlands-position-against-bulgaria-j>.

Taylor, Alice. 2022. « Corruption reigns supreme in Western Balkan EU hopefuls ». Euractiv. [https://www.euractiv.com/section/politics/short\\_news/corruption-reigns-supreme-in-western-balkan-eu-hopefuls/](https://www.euractiv.com/section/politics/short_news/corruption-reigns-supreme-in-western-balkan-eu-hopefuls/).

Thorpe, Nick. 2022. « Schengen: No EU border-free zone for Romania and Bulgaria ». BBC. <https://www.bbc.com/news/world-europe-63905113>.

Tidey, Alice. 2018. « EU Slams Romania for “reversing” Progress against Corruption ». Euronews. <https://www.euronews.com/2018/11/14/eu-slams-romania-for-reversing-progress-against-corruption>.

Todorov, Matey. 2023. « Ivan Geshev: Mechanism for Investigating Prosecutor General Contradicts Constitution ». BTA. <https://www.bta.bg/en/news/bulgaria/393941-ivan-geshev-mechanism-for-investigating-prosecutor-general-contradicts-constitu>.

Todorov, Matey. 2023 a. « Parliament Adopts Bill to Protect Whistleblowers ». BTA. <https://www.bta.bg/en/news/bulgaria/397535-parliament-adopts-bill-to-protect-whistleblowers>.

Todorov, Svetoslav. 2020a. « Bedroom Photos Leave Bulgarian Prime Minister Red-faced ». Balkan Insight. <https://balkaninsight.com/2020/06/18/bulgarian-prime-minister-enters-a-survival-mode/>.

Todorov, Svetoslav. 2020b. « Opposition Leader Says Bulgaria’s Problems Are Europe’s Too ». Balkan Insight. <https://balkaninsight.com/2020/08/17/opposition-leader-says-bulgarias-problems-are-europes-too/>.

Todorov, Svetoslav. 2023. « Bulgaria’s Borissov Probed Over Money Laundering Allegations ». Balkan Insight. <https://balkaninsight.com/2023/05/31/bulgarias-borissov-probed-over-money-laundering-allegations/>.

Tubbs, Anny. 2022. « What is the EU doing about corruption? ». Euractiv. <https://www.euractiv.com/section/politics/podcast/what-is-the-eu-doing-about-corruption/>.

Peel, Michael et Valerie Hopkins. 2020. « European court rules Romania’s anti-graft chief was wrongly dismissed ». Financial Times. <https://www.ft.com/content/4e59a98e-921b-4cfe-b321-db99b996c106>

Pirtea, Simona. 2023. « Bribery & Corruption Laws and Regulations 2023 Romania ». Global legal Insights. <https://www.globallegalinsights.com/practice-areas/bribery-and-corruption-laws-and-regulations/romania>.

Todorov, Svetoslav. 2022. « European Prosecution to Probe 120 Corruption, Mismanagement Cases from Bulgaria ». Balkan Insight. <https://balkaninsight.com/2022/03/16/european-prosecution-to-probe-120-corruption-mismanagement-cases-from-bulgaria/>.

Traynor, Ian. 2013. «Bulgarian protesters lay siege to parliament in Sofia ». The Guardian. <https://www.theguardian.com/world/2013/jul/24/bulgarian-protesters-siege-parliament-sofia>.

Trud news. 2018. « Rumens Radev: In Bulgaria, corruption is talked about a lot, but little is done ». Trud News. 2018. [https://trud.bg/%D1%80%D1%83%D0%BC%D0%B5%D0%BD-%D1%80%D0%B0%D0%B4%D0%B5%D0%B2-%D0%B2-%D0%B1%D1%8A%D0%BB%D0%B3%D0%B0%D1%80%D0%B8%D1%8F-%D0%B7%D0%B0-%D0%BA%D0%BE%D1%80%D1%83%D0%BF%D1%86%D0%B8%D1%8F-%D1%81%D0%B5-%D0%B3/?fb\\_comment\\_id=2131293796885456\\_4602662253081919](https://trud.bg/%D1%80%D1%83%D0%BC%D0%B5%D0%BD-%D1%80%D0%B0%D0%B4%D0%B5%D0%B2-%D0%B2-%D0%B1%D1%8A%D0%BB%D0%B3%D0%B0%D1%80%D0%B8%D1%8F-%D0%B7%D0%B0-%D0%BA%D0%BE%D1%80%D1%83%D0%BF%D1%86%D0%B8%D1%8F-%D1%81%D0%B5-%D0%B3/?fb_comment_id=2131293796885456_4602662253081919).

Vitkovskaya, Julie. 2016. « How the Soviet Union stayed silent during the Chernobyl disaster ». The Washington Post. <https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2016/04/25/how-the-soviet-union-stayed-silent-during-the-chernobyl-disaster/>.

Watt, Nicholas. 2006. « Corruption still dogs Bulgaria on eve of ruling on membership ». The Guardian. <https://www.theguardian.com/world/2006/may/15/eu.politics>.

Zalan, Eszter. 2018. « Romania Faces Rule of Law Criticism in EU Parliament ». EUobserver. <https://euobserver.com/eu-political/143006>.

Zsiros, Sandor. 2021. « Hungary's rule of law stance left Fidesz isolated in EPP, says Manfred Weber ». Euronews. <https://www.euronews.com/my-europe/2021/03/03/hungary-s-rule-of-law-stance-left-fidesz-isolated-in-epp-says-manfred-weber>.

Дневник. 2018. « A former judge in Strasbourg has declared that shackling prisoners violates the constitution and laws ». Дневник. [https://www.dnevnik.bg/bulgaria/2018/08/03/3291396\\_bivsh\\_sudija\\_v\\_strasburg\\_objavi\\_che\\_okovavaneto\\_na/](https://www.dnevnik.bg/bulgaria/2018/08/03/3291396_bivsh_sudija_v_strasburg_objavi_che_okovavaneto_na/).

Инициатива Правосъдие за всеки. s. d. Consulté le 19 avril 2023. <https://pravosadiezvseki.com/about/>.

Капитал. s. d. « Докладът за митницата като претоплена яхния ». Consulté le 19 avril 2023. [https://www.capital.bg/politika\\_i\\_ikonomika/bulgaria/2005/12/02/234029\\_dokladut\\_za\\_mitnicata\\_kato\\_pretopl\\_ena\\_jahniia/](https://www.capital.bg/politika_i_ikonomika/bulgaria/2005/12/02/234029_dokladut_za_mitnicata_kato_pretopl_ena_jahniia/).

## Autres sources

Anti Corruption Fund. 2022. « Anti-corruption institutions: a zero year ». <https://acf.bg/en/antikoruptionsionni-institutsii-nuleva-g/>.

Bartlett, Pam. 2018. « The costs of corruption across the EU ». The Greens. <https://www.greens-efa.eu/en/article/document/the-costs-of-corruption-across-the-european-union>.

Britannica. S. d. a. « New constitution ». Britannica. <https://www.britannica.com/place/Bihor>.

Britannica. S. d. b. « Late communist rule ». Britannica. <https://www.britannica.com/place/Bulgaria/Late-communist-rule>.

Bivol. 2017. « NOTORIOUS LAWMAKER'S FAMILY HAS LOANS FROM COLLAPSED BANK ». <https://bivol.bg/en/peevski-credits-ktb.html>.

Bulgarian Helsinki Committee. 2019. « BHK called on the president to be actively involved in the process of selecting a new chief prosecutor due to the nomination of Ivan Geshev ». <https://web.archive.org/web/20191025175228/https://www.bghelsinki.org/bg/novini/bg/single/Otvoreno-pismo-nominacia-Ivan-Geshev/>.

Carnegie Endowment for International Peace. 2023. « Global Protest Tracker ». <https://carnegieendowment.org/publications/interactive/protest-tracker>.

Center for the Study of Democracy. 2023. « Corruption and State Capture ». Center for the Study of Democracy. <https://csd.bg/topics/corruption-and-state-capture/#topic-more>.

International Republican Institute's. 2018. « Romania Poll: Majority Support Western Institutions; See Widespread Corruption ». International Republican Institute's. <https://www.iri.org/resources/romania-poll-majority-support-western-institutions-see-widespread-corruption/>.

International Republican Institute's. 2022. « IRI Bulgaria Polls Show Concerns Over Corruption, Lack of Enthusiasm in Local Governance, Diversity of Views Across Municipalities ». International Republican

Institute's. <https://www.iri.org/news/iri-bulgaria-polls-show-concerns-over-corruption-lack-of-enthusiasm-in-local-governance-diversity-of-views-across-municipalities/>.

UNCA Coalition. S. d. « ROMANIAN ACADEMIC SOCIETY (RAS) ». UNCA Coalition. <https://uncacoalition.org/anti-corruption-platforms/europe/romania/romanian-academic-society/>.

Schengen visa info. Juin 2023. « Bulgaria Has Fulfilled All Criteria to Join Schengen, EU Parliament Vice President Says ». Schengen visa. <https://www.schengenvisainfo.com/news/bulgaria-has-fulfilled-all-criteria-to-join-schengen-eu-parliament-vice-president-says/>.

Trading Economics. 2023a. « Bulgaria Corruption Index ». Trading Economics. <https://tradingeconomics.com/bulgaria/corruption-index>.

Trading Economics. 2023b. « Romania Corruption Index ». Trading Economics. <https://tradingeconomics.com/romania/corruption-index>.

Transparency International. 2023a. « Corruption perceptions index ». Transparency International. <https://www.transparency.org/en/cpi/2022>.

Transparency International. 2023b. « CPI 2022 for western Europe & EU: Undue influence and fragmented anti-corruption measures hurt progress ». Transparency International. <https://www.transparency.org/en/news/cpi-2022-western-europe-eu-corruption-undue-influence-hurt-progress>.

Transparency International. 2023c. « What is corruption? ». Transparency International. <https://www.transparency.org/en/what-is-corruption>.

Yotova, Denica. 2020. « Bulgaria's anti-corruption protests explained – and why they matter for the EU ». European Council on Foreign Relations. [https://ecfr.eu/article/commentary\\_bulgarias\\_anti\\_corruption\\_protests\\_explained\\_and\\_why\\_they\\_matter/](https://ecfr.eu/article/commentary_bulgarias_anti_corruption_protests_explained_and_why_they_matter/).

Yotova, Denica. 2023. « Bulgaria's Ongoing Voting Machine Saga ». European Council on Foreign Relations. <https://democracy-technologies.org/voting/bulgarias-ongoing-voting-machine-saga/#:~:text=The%20intention%20behind%20the%20law,paper%20coalition%E2%80%9D%20overturned%20the%20law>.

## 10. Annexes et tableaux

### Annexe 1

#### **2016: Statement by the President Rosen Plevneliev at his 4<sup>th</sup> annual press conference**

«Bulgaria was a factor of stability in the region and the EU. We performed our responsible role as a pro-European force in the Balkans and a responsible EU and NATO member-state. (...) The judicial reform is in the center of everything, it is mandatory (...) working judicial system which should ensure justice and the rule of law (...) The caretaker government I appointed developed a strategy on continuing the reform of the Bulgarian justice. The constitutional amendments adopted at the end of 2015 are a step ahead. However, they left the impression that there is still no courage and political will to conduct more comprehensive and fundamental reforms in the Bulgarian justice. It was a positive development that the Supreme Judicial Council was divided into two separate structures, however the quota allocation of cases was not made in a way that would win the trust of the magistrates and the public. The changes come slowly, a resistance is felt. (...) The people expect that the politicians will show a responsible attitude, will take concrete actions and will show a fair attitude above all. The reforms of the judicial system should continue at a high speed. The forthcoming amendments of the Judiciary System Act and the procedural laws, as well as adopting a strong anti-corruption legislation provide an opportunity to make up for the opportunities missed so far. I will highly appreciate any effort to accelerate the reform and speed up the actions related to it. We should work together – politicians, citizens and magistrates in order to achieve an independent and efficient judicial system that would restore the people's feeling of justice » (President of the Republic of Bulgaria 2016).

### Annexe 2

#### **2017: President Rumen Radev's Address to the 43rd National Assembly after Taking the Oath of Office**

« The transition period (...) brought about major social changes – a new Constitution was adopted. It established the democratic principles, pluralism and the separation of powers. The economic reforms, although painful, have led to transforming the centrally planned economy into a market economy. Bulgaria achieved important strategic goals – EU and NATO membership. (...) The membership in the two unions is a strategic choice, which should not be questioned (...) However, (...) the eyes of the ordinary citizen see something different. Although we got used to voting, many people today see no point in doing so. we have a multi-party system, yet the parties are more in number than the ideas in Bulgaria are. And the alienation of the people from the political class is a fruitful soil for populism. The erosion of Bulgarian democracy is an escalating problem. ... The reform of the electoral code should be conducted in a way that would not create more problems than it tries to solve and increase the accountability of the members of Parliament before voters, should offer the citizens a choice among personalities, and not leave hundreds of thousands of Bulgarians without political representation. The money for the parties should be considerably cut. However, we should be clearly aware that when the parties lack reasonable funding, they will be more dependent on lobbyists and external factors. The lack of justice is another structural problem for the Bulgarian public (...) dramatic gap between the rich and the poor, in the feeling of social

*deadlock, in corruption and abuse of power which go unpunished. Injustice is among the basic motives for immigration. The public expectations are focused on the judiciary, which is called upon to be the pillar of justice. Here the European partners and the Bulgarian citizens see one and the same thing. Justice is slow, the public trust in the judiciary is low, there is a widespread feeling of impunity. I think the judicial reform should be a priority for the next National Assembly and should achieve clear goals. There should be a prompt, fair and independent judiciary. However, only the change in the structure of the judiciary does not solve the problems of law administration. A complex approach should be adopted, procedural laws should be improved, ensuring the necessary minimum of magistrates, a stronger feeling of responsibility in the system, decisive anti-corruption measures should be taken. At the same time the judicial reform should not be considered a cure-all for coping with the defects of our society. Without pooling the efforts of the institutions, parties and the civilian structures and without the public irreconcilability we cannot fight corruption and crime. Injustice has cast its shadow on the two most important social systems – those of healthcare and education. (...) Tens of thousands of Bulgarians go abroad to make a living, to provide for their families. The lack of a functioning regional policy leads to an economic and social narcosis of large regions. Villagers make their purchases on credit and foreign investors are deterred by corruption. (...) Efforts should be made to guarantee the professional training and motivation of the Interior Ministry officials and the security services so that they could work efficiently to safeguard the national interests and to fight crime and corruption. Moving up the career ladder should be made on the basis of sufficient experience and proved professionalism, not on the basis of political loyalty » (President of the Republic of Bulgaria 2017).*

### **Annexe 3**

#### **2018: Statement Made by President Roumen Radev During His Annual Press Conference Held on the Occasion of His First year since he Took Office**

*« A big part of my efforts were directed at the construction of an efficient model to fight corruption. I declassified and made public the records of the consultative meetings at the President's Office on Corporate Commercial Bank so that the people get to know some of the truth about this high-profile case that inflicted damage to our country and society. This action largely contributed to restoring public trust in the presidential institution. However, the citizens expect to hear the whole truth from the court. (...) At the consultative councils on counteracting corruption, an agreement was not reached on the principles and directions for building an efficient anti-corruption model. However, the debate exposed the positions of all participants. The now effective law is simply inefficient and creates the risk of abuse of office and embezzlement. It will not improve the crime solvency rate and criminal prosecution. The leadership of the new anti-corruption body will be elected by the majority in parliament, which also elects the government. This creates the most serious risk for corruption, given that there is no balance between the institutions in deciding the members of this authority, which raises the question of its independence. Clearly aware of its inefficiency, I vetoed the whole law. Those in power passed the law, thus formally fulfilling their commitments to the European Commission, but failing to fulfill those to the Bulgarian people. It is evident that the people and the media have to carry out the fight against corruption in the future. (...) Corruption and injustice demoralize the whole society. During this third decade of reforms and changes, a fundamental human right has been jeopardized - the freedom of speech. Bulgarian society must fight for this sacred right, and this depends on the integrity and will of every media*

owner, journalist and analyst, as well as on the will of every viewer or reader. (...) This is not only a matter of politics but also of a proactive civil society. We must stand up for our democratic rights and not just rely on Europe for understanding and assistance. This is the conclusion that we can draw from Brussels' attitude to the problems in Bulgaria. ... This is not a battle for condescension but for our basic human rights. (...) Given the current situation, my activity as President next year will be focused on defending civil rights in Bulgaria, guaranteeing national sovereignty and security, imposing the rule of law. I will insist on transparency vis-à-vis issues of ownership, governance decisions and public spending. I will promote public debate on the freedom of speech. I will continue working for reforms in the judicial system and amending the anti-corruption legislation, which should meet the high public expectations. There is no alternative to the implementation of e-governance, and it should no longer be delayed. My tours across Bulgaria convinced me that government decentralization is essential if we want to have an active and committed public and to overcome severe regional disparities » (President of the Republic of Bulgaria 2018).

#### **Annexe 4**

##### **Discours Président Radev de mai 2018**

« Corruption erodes trust in the state. For Bulgaria, however, corruption has another specific negative influence. It is increasingly becoming a major obstacle to the realization of strategic goals for the country - the development of a competitive economy and full-fledged European integration. (...) There is a lot of talk about corruption in Bulgaria, but in my opinion too little is being done, and even less is being talked about lately. (...) We all know that there is no time off for corruption, left without public attention and without systematic methods of impact, it grows like a cancer. (...) It steals from the well-being of the nation, restricts basic rights and freedoms of citizens, generates poverty and crime. (...) European integration of our country is not possible without a significant change in attitude and uncompromising results in the fight against corruption. Whatever juggling and presentations we do on any macroeconomic financial indicators, the criterion for our full integration and place in the core of an integrated Europe will be the results we achieve in the fight against corruption. (...) If we want to be fully integrated in Europe, we must "jump over our fence" and determine the methods of development and implementation of anti-corruption measures, see what is happening beyond this fence, and learn from good European practices and to look far beyond the partial recommendations of the monitoring reports. I am convinced that European integration for us means European models and standards in the fight against corruption, and this means unifying the efforts of all institutions, engaging the entire society to deal with these serious problems for our country » (Trud News 2018).

#### **Annexe 5**

##### **Discours Président Radev novembre 2018**

« (...) the foundations of democracy are being threatened to a critical degree (...) lobbying and corruption have permeated the entire system of government and have made it arrogant. Corruption and the arbitrary exercise of power will endure as long as society remains indifferent. Professional

*standards in the media have collapsed, and so has citizens' trust in the information they receive » (Euractiv 2018).*

## **Annexe 6**

### **2022: President Roumen Radev's address to the people and the National Assembly after the swearing-in ceremony at the 47th National Assembly**

*« The 2020 civil revolt against the mafiosisation of power brought to the surface facts and processes that it had been withholding. (...) Bulgarians rebelled against the one-man rule, the feudalisation on the ground, the scheming, the prosecutorial umbrella over abuse and the crooked mirror of the media. Against the poverty, hopelessness and lawlessness that have driven hundreds of thousands of our compatriots abroad. (...) The protests unleashed the process of restoring democracy and the rule of law. This process will be difficult, with the inevitable errors and disappointment. It is naïve to think that, after more than a decade of allowing corruption to grow and arbitrariness to proliferate, we will put Bulgaria back on the track of law and democracy overnight. Citizen alienation from the political class, distrust of institutions, partisan administration, corrupt media, corruption with impunity, abuse of power and dramatic social stratification will be the challenges facing us all in the years to come. (...) I am convinced that there is an anti-mafia consensus in Bulgaria. It unites the overwhelming majority of honest Bulgarians, who voiced it in the squares and at the polls. Our compatriots voted for many different parties, but with a single hope: justice and legality. The country should not be governed from now on through the screen, under the table, on the phone or covertly. Corruption must be broken down if we are to survive as a country and a society. Young people are aware of it, business is aware of it, honest people in the administration are aware of it, the thousands who supported the protest parties are aware of it. There is a historic opportunity to bring Bulgaria back into the rule of law. (...) Parties and politicians who share the cause of establishing the rule of law and a healthy and transparent media environment in Bulgaria, of building a well-ordered state with effective institutions, can count on the understanding and support of the presidential institution. (...) We need a clear political will, legal and constitutional changes. I believe that opening up the Constitution to change must not be limited to a revision of the judiciary towards responsible and effective prosecution. Three decades after the beginning of democratic change, we should show maturity in our conviction that the the human being is the fundamental constitutional value. Therefore, the constitutional amendments should also include extending citizen participation in the governance of the state and strengthening guarantees for the protection of human rights. Democracy needs not just voters, but active citizens with ambitions for the future of the country and the tools for their participation in shaping that future. (...) Statehood consolidation requires enhanced constitutional guarantees for the division of powers and a transparent and predictable law-making process. It is also time to give municipalities a chance for economic and social uplift through constitutionally guaranteed financial decentralisation » (President of the Republic of Bulgaria 2022).*

## **Annexe 7**



**2015: The speech of the President of Romania, Mr. Klaus Iohannis, delivered during the review meeting regarding the activity of the National Anti-Corruption Directorate**

« I want to once again give a strong signal of support for the anti-corruption fight, for strengthening the rule of law and the independence of the judiciary. ... The activity of the National Anticorruption Directorate has become more and more efficient, through the number of instrumented files and their complexity, as well as through the final decisions to confiscate and recover some assets from crimes. You are a model of a functioning institution and you have created a standard of performance. (...) Through your activity and achievements, you have won the appreciation of the citizens of Romania, who want to live in a just society, in a country without corruption, where the institutions, those elected to represent them and those who perform public functions are really at the service of the people. (...) The results obtained by you in the anti-corruption fight, appreciated even beyond Romania's borders, are a guarantee that the process of consolidating democracy and the rule of law in Romania is on the right track. (...) I am convinced that we will succeed in being stronger and stronger in applying the constitutional principle according to which no one is above the law and aligning ourselves with the established practices in states with consolidated democracies, which place the citizen at the center of any public policy. (...) The stability of the legislative framework and the fact that the danger of laws or other normative acts that would have risked hindering the fight against corruption, such as amnesty and pardon, or untimely changes to the Criminal Code, has been avoided or to the Criminal Procedure Code. (...) The Parliament's approval of the justice's requests, however, remains a chapter with periodic arrears. I would like to emphasize once again that parliamentary immunity must not turn into an obstacle against the anti-corruption fight. (...) Another important topic remains the recovery of damages caused to the state by acts of corruption committed by persons for whom guilt has been established, by a final court decision. We cannot allow people who have become rich by violating the criminal law to continue to enjoy those undue benefits. We need coherent action on the part of the authorities and that the institutions with powers to recover the damages must really be operationalized. (...) During the past year, 497 people with management positions were sent to court, of which 32 are dignitaries. This fact shows us that the scourge of corruption continues, unfortunately, to deeply affect our society. That is why the fight against corruption is not only not over, but must continue with engines revved to the maximum, and DNA will have to remain a central player in combating this extremely harmful phenomenon for society. (...) It is necessary to develop public policies and legislation that also emphasizes educating citizens, especially young people, about the negative effects of corruption of any kind, as well as measures to prevent acts of corruption. (...) the Anti-corruption Strategy for the period 2016-2020, which is being worked on by the Ministry of Justice, is to emphasize not only the stability of the anti-corruption legislative framework, but also the treatment of integrity incidents as management failures of public institutions, insisting on the importance post-incident analysis and preventive measures. ... The DNA results are better from year to year, being appreciated by the citizens, but also noted externally. The balance sheet for 2015 is a new proof in this sense. (...) But, beyond the files and convictions, the activity of the National Anticorruption Directorate also has another effect, (...) The DNA activity began to change society at the level of mentalities and practices, to change the functioning of public authorities and institutions and even of the political and administrative elite. (...) The law is the same for all, compliance with it is not optional, and corruption is unacceptable » (President Romania 2016).

## Annexe 8

### **2017: Speech of President of Romania, Mr. Klaus Iohannis, at the meeting of presenting the Activity Report of the National Anticorruption Directorate**

« During 2017 over 3,800 files were resolved, 16.5% more than in 2016, and almost 1,000 defendants were sent forward to trial. Based on the NAD indictments, last year the instances sentenced 713 defendants, the percentage of the discharges was of 12%, a quarter of which as a result of the Constitutional Court's decision to limit the malfeasance in office only to violation of the law and not to breaking the Government Resolutions or other norms. (...) All the above mentioned once again prove that the NAD is an efficiently functioning institution which has been topping the list of anticorruption-fighting institutions for years (...) the NAD efficiency is far from being questioned: 107 prosecutors resolved over 11,000 cases, that is an average of over 100 files per prosecutor. (...) The National Anticorruption Directorate, as part of the Public Ministry, and justice in its whole, provide the necessary mechanisms to heal corruption in Romania. Nevertheless, unfortunately, lately we have been witnessing virulent manifestations of despair, and attempts to manipulate in order to discredit the NAD, the NAD's activity and obviously striving to subordinate justice to political expediency. Unacceptable! (...) Some defendants and criminally sentenced people, after the public institutions had caught them violating the law, have joined to discredit those who have tried them. The ones who made them up are those living in the past, those who fancy that being assigned with power means having privileges and being abusive. (...) To their lack of chance, democracy in Romania has already been consolidated, nowadays justice is independent and efficient, and the civic sense of the Romanian society has been manifesting very bravely lately. (...) In the contest between new and old, between those living by corruption and those fighting corruption, between those who think of the future of this country and those who think only of their own future, Romania wins. Modern, European Romania, whose actions are based on the western democracy values and on the rule of law, will win! During the 16 years since the National Anticorruption Directorate was set up we all have been witnessing an increasing capability of the state to fight corruption, progress that has been acknowledged not only by the Romanians, but by all our foreign partners. Throughout this period of time not only the institutions have changed. The Romanian society has matured ensuing the consolidation of democracy. ... any individual misfeasance that may affect the prestige of a whole professional corps have to be prevented and corrected firmly and punctually by the assigned institutions. (...) The uncertainty generated by the multitude of legislative changes adopted by the Parliament last year seriously harms the Romanian society. (...) The process of democratic transformation of a country takes a certain period of time. I consider that Romania needs developing such public policies and such legislation that focus more on preventing corruption and on teaching the citizens, particularly, this is obvious, the youth, about the negative effects, the poisonous effects of corruption of any kind. ... Through its activity, the National Anticorruption Directorate has demonstrated that the principles of a state are not merely dreams, instead they are realities we are all experiencing. A society built on such a basis has more chances to develop and to achieve prosperity » (President Romania 2018).

## Annexe 9

- Vasile Duta, condamné en 2010 à cinq ans de prison pour actes de corruption et trafic d'influence.

- Adrian Nastase, ancien Premier ministre, a été condamné en 2012 à deux ans de prison pour avoir utilisé des fonds publics dans le but de financer sa campagne électorale, et en 2014 à quatre ans de prison pour avoir accepté des pots-de-vin concernant une compagnie de construction dans le but d'obtenir des matériaux de construction à des fins personnelles (BBC News 2014).
- Catalin Voicu, condamnée en 2012 à sept ans de prison pour trafic d'influence (Romania Insider 2014a).
- Decebal Traian Remes et Ioan Avram Muresan, tous les deux anciens ministres de l'Agriculture, ont été condamnés à trois ans de prison en 2012 pour avoir abusé de leurs pouvoirs avec des sommes de 1,2 millions de dollars provenant du *United States Agency for International Development* (USAID) (OCCRP 2012).
- Victor Babiuc, ancien ministre de la Défense a été condamné en 2013 à deux ans de prison avec une restriction de ses droits civils pour cinq ans pour une affaire intitulée *Land Plots Trade*, qui impliquait des acquisitions de terres (Nicolaie 2013).
- Relu Fenechiu, ancien ministre des Transports, a été condamné en 2014 à cinq ans de prison dans une affaire dans laquelle il a aidé une compagnie locale d'avoir deux contrats de 5,1 millions d'euros du ministère de la justice, sous condition qu'il parvienne à 15% de ce montant total demandé à une compagnie pharmaceutique de lui payer 15% de la valeur des deux contrats provenant du ministère de la justice en les aidant (Marica 2016).
- Monica Ridzi, ancienne ministre de la Jeunesse et du Sport a été condamnée en 2014 à cinq ans de prison pour une affaire qui concernait un abus de pouvoir dans les manifestations de 2009 dans lesquelles elle a détourné trois millions de lei roumain attribué par le gouvernement (Romania Journal 2017c).
- George Copos, ancien vice premier ministre, a été condamné en 2014 à quatre ans de prison pour une affaire concernant de l'évasion fiscale de un million de dollars liée à des ventes d'espaces commerciaux.
- Dan Voiculescu a été condamné en 2014 à 10 ans de prison pour avoir corrompu des fonctionnaires et avoir bénéficié de la privatisation illégale du Agricultural Research Institute (Romania Insider 2017b).
- Miron Mitrea, ancien membre du parti social-démocrate, a été condamné en 2014 à deux ans de prison pour ce qui constitue un scandale de corruption à des fins personnelles de construction (Grigoras 2014).
- Constantin Nicolescu a été condamné en 2015 à huit ans de prison pour avoir fraudé des fonds de l'UE, destinés à construire deux ponts dans le pays, qui s'élevaient à 1,2 million d'euros (Romania Insider 2017a).
- Victor Ponta, ancien Premier ministre de la Roumanie et issu du PSD, a été traduit en justice en 2016 pour des allégations de corruption. Durant son mandat de Premier ministre, Ponta aurait reçu des fonds d'une société privée durant son mandat de Premier ministre en 2014, Ponta aurait reçu des fonds d'une société privée pour utiliser à des fins personnelles.
- Codrut Seres, ancien ministre de l'Économie, a été condamné en 2016 à quatre ans de prison pour détournement d'argent et un cas de privatisation à la société Hidroelectrica, dommages qui s'élevaient à 165 millions de dollars américains (Grigoras 2018).
- Gergely Olosz a été condamné en 2016 à sept ans de prison pour trafic d'influence lors de son mandat de 2007 à 2008 durant lequel il a été chef de l'agence nationale de régulation d'énergie, en aidant des fonctionnaires à conclure des contrats (Nine O' Clock 2013).
- Gabriel Sandu, ancien ministre des communications et information de 2009 à 2012, a été accusé définitivement en 2017 à trois ans et demi de prison pour corruption. En effet, Sandu aurait reçu des fonds en échange d'attribution de contrats à des entreprises dans le secteur informatique. Ces montants auraient été d'un total de 2,5 millions d'euros de plusieurs entreprises et il aurait été accusé de réduire les valeurs des contrats de 20% pour les compagnies en question (Romania Insider 2014b).
- Constantin Nicolescu, ancien président du département d'Arges, a été accusé en 2017 de fraude aux fonds de l'UE d'une valeur de 1,2 million d'euros.
- Viorel Hrebenciuc, ancien chef du PSD et ancien ministre de l'Agriculture, accusé de corruption et de blanchiment d'argent en 2017. Il a été accusé d'avoir utilisé son influence politique pour obtenir des gains financiers par des projets de construction d'infrastructures publiques en échange d'argent. En 2021, il a été donné une peine de trois ans de prison (Chirileasa 2021).
- Darius Valcov, ancien ministre des finances sous le PSD, a été accusé en 2015 pour trafic d'influence et blanchiment d'argent lors de son mandat en tant que maire de la ville de Slatina, lors duquel il a accepté d'aider une entreprise à gagner des parts de marché et en échange de cela, Valcov devait recevoir 20% de la valeur des contrats. En 2017, Valcov a été reconnu coupable et condamné à huit ans de prison (Marica 2018).
- Elena Udrea, ancienne ministre du tourisme et du développement régional et la femme la plus influente dans l'ancien cabinet du président Traian Basescu, a été condamnée en 2018 à six ans de prison pour corruption, abus de pouvoir et blanchiment d'argent. En 2015, la DNA a lancé une enquête sur ses activités, en étant

accusé d'avoir utilisé son poste de ministre pour donner des contrats publics à des entreprises en échange de montants d'argent et d'avoir reçu des fonds illégaux pour sa campagne présidentielle en 2009 (Chirileasa 2022).

- Dan Sova, ancien sénateur, a été condamné en 2018 à abus de pouvoir dans une affaire concernant un montant de 100 000 euros qu'il a réussi à détourner de la compagnie étatique CET Govora (Romania Insider 2015).
- Tudor Chiuariu, ancien ministre de la Justice, a été condamné à trois ans de prison en 2018 pour une affaire concernant du blanchiment d'argent, abus de pouvoir et des liens avec des groupes criminels impliqué dans la destruction de 43 000 hectares de forêts (Marica 2015).
- Liviu Dragnea, l'ancien dirigeant du PSD et ancien président de la Chambre des députés, a été condamné à trois ans et demi de prison en 2019 pour abus de pouvoir pour incitation à l'abus de pouvoir dans une affaire liée à l'emploi fictif de deux membres du parti PSD dans une agence de protection de l'enfance. Il a également été interdit de se présenter à des fonctions publiques pendant sept ans (Gurzu 2019).
- Gheorghe Nichita, ancien maire de la ville de Iasi, a été condamné en 2020 pour cinq ans de prison pour des accusations de corruption lorsqu'il a été reconnu coupable d'avoir accepté des montants d'argent pour une attribution de contract à une entreprise de construction. Il a aussi été reconnu coupable d'abus de pouvoir en accédant à des informations non-publiques (Marica 2020).

## Annexe 10

- En 2005, la DNA a eu à résoudre 2 314 affaires. Au total, 1144 cas ont été résolus (DNA 2005).
- En 2006, la DNA a eu à résoudre 2 615 affaires. Au total, 1092 cas ont été résolus (DNA 2006).
- En 2007, la DNA a eu à résoudre 3 319 affaires. Au total, 2 070 cas ont été résolus et 1 249 affaires restent à résoudre, dont 494 d'entre elles datent de plus d'un an depuis la première notification et 128 datent de plus de six mois depuis le début de l'enquête pénale. Dans 167 cas d'affaires résolues, les accusés ont été renvoyés en jugement et dans 1 339 cas, les solutions consistaient à mettre fin à l'enquête pénale. Une augmentation de 31,5% du nombre d'actes d'accusation est observée par rapport à 2006, compte tenu de l'augmentation à 37% du nombre d'affaires résolues, ainsi que du maintien à 11% du rapport d'actes d'accusation sur le total résolu cas par les procureurs de la DNA. Le préjudice total des actes d'accusation est de plus de 385 millions de RON, contre 170 millions de lei roumain en 2006. Sur les 415 accusés traduits en justice, 238 occupaient des postes de gestion, de contrôle ou d'autres postes importants (DNA 2007).
- En 2008, la DNA a eu à résoudre 3 959 affaires. Au total, 2 302 cas ont été résolus et 1 657 affaires restent à résoudre, dont 665 d'entre elles datent de plus d'un an depuis la première notification et 172 ont plus de six mois depuis le début de l'enquête pénale. Dans 1 624 cas d'affaires résolues, les accusés ont été renvoyés en jugement dans 163 cas, et dans 1 461 les solutions consistaient à cesser l'enquête pénale ou à ne pas ouvrir l'enquête pénale. Il y a eu 268 accusés de plus renvoyés en jugement par rapport à 2007, et cela constitue une augmentation de 64% (DNA 2008).
- En 2010, la DNA a résolu 2014 affaires et 2870 affaires restent à résoudre. Sur les 2 014 affaires résolues, dans 220 affaires, 937 accusés ont été renvoyés en jugement et dans 1 794 affaires, les procureurs ont ordonné la non-ouverture de l'enquête pénale. Le nombre d'actes d'accusation a augmenté de 30,96 %, le nombre d'accusés renvoyés en jugement a augmenté de 69,75 % et le nombre d'accusés renvoyés en jugement en détention provisoire a augmenté de 44,45 %, ce qui constitue une amélioration efficace de l'activité (DNA 2010).
- En 2011, la DNA a résolu 2270 affaires et a inculpée 1091 accusés dans 233 dossiers. Le nombre de dossiers à résoudre a augmenté à 6615 (DNA 2011).
- En 2012, la DNA a inculpée 828 accusés dans 234 dossiers sur les 2 436 affaires, dont 25 personnes morales. 2 270 affaires ont été résolues (DNA 2012).
- En 2013, la DNA a inculpée plus de 1 000 personnes accusées contre lesquelles les tribunaux ont prononcé des décisions de condamnation définitives (augmentation de plus de 40 % par rapport à 2012). Parmi les 1 051 personnes ayant reçues des décisions de condamnation définitives, il y avait 10 personnes occupant des postes publics élevés au sein de l'État. Le nombre de personnes traduites en justice a augmenté avec plus de 1 000 personnes dans 270 affaires et la valeur des mesures de garantie ordonnées par les procureurs a également augmenté pour atteindre 1,5 milliard de lei. Le nombre d'inculpés (1073) a augmenté de 29% et il y a eu une augmentation du nombre d'affaires résolues et du nombre d'affaires à résoudre (DNA 2013).

- En 2014, les activités de la DNA ont atteint un *peak* avec Kovesi qui affirme que l'année pouvait être caractérisée par une efficacité accrue dans la lutte contre la corruption, l'enquête sur des dossiers complexes et un degré élevé de diversité des affaires pénales. Il y aurait eu plus de 9 100 affaires tout au long de l'année, gérées par 86 procureurs (OCCRP 2015). Avec les 86 procureurs qui ont mené des activités de poursuite en 2014, ils ont dû résoudre plus de 9 100 affaires, le nombre le plus élevé depuis la création de la DNA. Plus de 1 100 accusés ont été poursuivis et le nombre de personnes morales poursuivies a doublé. En 2014, c'est aussi l'année où la confiance du public dans la DNA a atteint son plus haut niveau depuis sa création, avec le taux de confiance étant de plus de 55%, le taux le plus élevé pour un organe judiciaire. Cette confiance se reflète également dans l'augmentation de 78 % du nombre de notifications des citoyens. C'est durant cette année d'activités de la DNA impressionnante que le président Iohannis a déclaré que la Roumanie est en train de devenir « un modèle et une source d'inspiration » pour d'autres pays en matière de lutte contre la corruption (DNA 2014) (Nine O'Clock 2015).
- En 2015, la DNA a inculpé plus de 1 250 accusés, avec cinq fois plus de ministres et de parlementaires (1 Premier ministre, cinq ministres, 16 députés et cinq sénateurs) traduits en justice par rapport à 2013. Il s'agit du plus grand nombre d'agents publics ayant fait l'objet d'une enquête par la DNA en un an. La DNA a ordonné des mesures de saisie de 493,46 millions d'euros. L'activité de la DNA a été menée par 33 procureurs qui ont assisté à plus de 14 700 audiences. Les tribunaux ont rendu des décisions de condamnation définitives contre 970 accusés renvoyés en jugement (DNA 2015).
- En 2016, 1 270 personnes supplémentaires ont été traduites en justice (3 ministres, 17 parlementaires, 47 maires, 16 magistrats et 21 PDG). Le montant des dommages et intérêts recouvrés s'élève à 226 millions d'euros (DNA 2016).
- En 2017, 997 personnes supplémentaires ont été accusées et reconnues coupables, dont l'ancien président de la Chambre des députés, six parlementaires, trois ministres, 49 maires, six magistrats, 11 PDG. Le montant des dommages et intérêts récupérés a diminué à 159,5 millions d'euros. Le nombre d'actes d'accusation a doublé dans les affaires de détournements aux fonds européens au cours des deux dernières années, 108 actes d'accusation en cours et 22 accords de plaidoyer de culpabilité, concernant 344 accusés (56 actes d'accusation et neuf accords de plaidoyer de culpabilité en 2015). Les tribunaux ont accusé 713 personnes renvoyés en jugement. Les décisions concernant la confiscation et la récupération des produits s'élève à un montant total de 924,7 millions de lei (DNA 2017).
- En 2018, il y a eu une diminution du nombre d'inculpations (196 contre 381 l'année précédente) à de multiples causes. Cela est dû à la diminution du nombre de notifications, la réduction du nombre de procureurs et les changements législatifs. En effet, le nombre de notifications soumis par les personnes ou les institutions publiques a diminué à 1 513, soit 18 % de moins qu'en 2017, 47 % de moins qu'en 2016 et 54 % de moins qu'en 2015. Les tribunaux ont continué de rendre des décisions de condamnation contre 584 défendeurs renvoyés en jugement (DNA 2018).
- En 2019, 235 dossiers ont été transmis au tribunal, constituant une augmentation de 20 % par rapport à 2018. Le nombre d'accords de négociation de plaidoyer est passé à 97 en 2019, contre 55 en 2018. Cela indique un niveau de professionnalisme plus élevé dans la collecte de preuves et le renforcement de la pratique afin d'éviter des procédures longues. Le nombre d'accusés renvoyés devant les tribunaux a diminué de 501 accusés envoyés en 2019 par rapport à 556 l'année précédente. L'efficacité des enquêtes sur les fraudes affectant les fonds européens a augmenté, puisqu'il s'élevait à environ 190 millions de lei en 2019, contre 70 millions de lei en 2018. Il y a eu 70 mises en examen pour des délits affectant les fonds européens contre 50 en 2018. 169 accusés ont été traduits en justice en 2019, contre 121 l'année précédente, soit une augmentation d'environ 40 %. Grâce à des mesures de recouvrement, la DNA a récupéré au cours des enquêtes pénales un montant de 14,8 millions d'euros, ce qui représente une augmentation significative. Le nombre de dossiers non résolus à la fin de 2019 était de 3 416 dossiers, en baisse de plus de 800 par rapport à l'année précédente et en baisse d'environ 2 600 par rapport à 2017. Au total, 190 accusés ont été acquittés avec des décisions définitives (DNA 2019).
- En 2020, il y a plus d'affaires renvoyées devant les tribunaux (306 affaires, une augmentation de 30 % par rapport à 2019) et plus d'accusés renvoyés devant les tribunaux. 505 était le nombre total d'inculpés. Plus de notifications reçues de citoyens, d'autres autorités et de notifications d'office (1988 contre 1722 l'année précédente). Il y a davantage de décisions de condamnation définitives rendues par les tribunaux dans les dossiers de corruption de haut niveau (258 affaires, soit une augmentation de 27%). Efficacité accrue des enquêtes sur les délits d'abus de fonction, infractions qui causent le plus de dommages aux biens publics (77 délits d'abus de fonction, soit une augmentation de 75% par rapport à l'année précédente). Efficacité accrue

dans la résolution des cas (32 % des cas pour lesquels des solutions ont été commandées ont reçu la solution dans l'année suivant la notification) (DNA 2020).

- En 2021, il y a eu 6 076 nombres total de cas contre 6180 en 2020, dont 2 899 cas résolus. 317 affaires renvoyés en jugement concernant 730 accusés. Il y a eu 255 décisions définitives de condamnation concernant 427 personnes, 259 millions d'euros ont été saisis et 85 millions d'euros ont été confisqués. Dans les personnes condamnées en 2021, il y a quatre membres du Parlement roumain, deux présidents de conseils de comté, un juge, 13 employés du ministère de l'Intérieur, 10 maires et quatre adjoints au maire (DNA 2021).

## Annexe11

Les élections d'avril 2021 ont marqué la perte de la majorité du parti GERB, qui est passé de 134 à 75 sièges sur un total de 240. Le principal parti d'opposition, le BSP, a également subi une défaite importante, passant de 83 à 43 sièges. De nouveaux partis, tels que l'ITN, l'IBG-NI et le DM, ont émergé et ont formé une coalition appelée « partis de changement ». L'ITN s'est classé deuxième avec 52 sièges, l'IBG-NI a obtenu 14 sièges et DM en a remporté 27, ce qui a donné à ces trois partis un total de 92 sièges à l'Assemblée nationale. Ces résultats ont marqué la fragmentation du règne du GERB pour la première fois et ont contribué aux mauvais résultats du parti. Une coalition gouvernementale a été formée entre GERB et le parti des patriotes unis, qui détenaient ensemble 132 sièges. Cependant, les partis du bloc « partis de changement » ont refusé de former une coalition avec GERB. Après que GERB a échoué à former un gouvernement lors du premier mandat, l'ITN a également échoué dans sa tentative. Finalement, le BSP a reçu le mandat de former un gouvernement, mais aucun des partis de changement ne voulait s'allier au BSP, qui était également accusé de corruption. En conséquence, Stefan Yanev a été nommé à la tête d'un gouvernement provisoire chargé d'organiser de nouvelles élections en juillet 2021 (PolitPro, s. d.).

En juillet 2021, les élections ont été remportées par l'ITN avec 65 sièges, mais cela n'a pas suffi pour obtenir une majorité. GERB est arrivé deuxième avec 63 sièges, tandis que le BSP a subi une nouvelle défaite en n'obtenant que 36 sièges. Lorsque l'ITN a été chargé de former un gouvernement, ils ont décidé de former un gouvernement minoritaire, mais les négociations ont échoué une fois de plus. Finalement, de nouvelles élections ont été organisées en novembre 2021 (PolitPro, s. d.).

En novembre 2021, des élections historiques ont eu lieu en Bulgarie pour élire simultanément le président et le Parlement. ITN a subi une défaite majeure, se classant cinquième derrière PP, GERB, DB et le BSP. PP, un nouveau parti créé par Kiril Petkov et Asen Vasilev, membres du gouvernement provisoire de Yanev, a remporté la victoire avec 67 sièges. GERB a obtenu 59 sièges et le BSP en a remporté 26, confirmant leur déclin lors de ces élections. Des efforts ont été déployés pour former un gouvernement et une coalition a été approuvée par l'Assemblée nationale en décembre 2021. Cependant, après ces élections, de nouveaux défis sont apparus pour ces partis, notamment en raison de la guerre en Ukraine en février 2022. Le BSP a menacé de quitter la coalition si la Bulgarie envoyait des armes en Ukraine. Lorsque la Bulgarie a soutenu les sanctions de l'UE contre la Russie, ce dernier a arrêté les importations de gaz vers la Bulgarie. En outre, des tensions ont émergé concernant le veto de la Bulgarie à l'adhésion de la Macédoine du Nord à l'UE, ce qui a conduit à la sortie de ITN de la coalition en juin 2022, laissant un gouvernement minoritaire. Ces événements ont conduit à un vote de non-confiance le 22 juin 2022, où 123 députés ont voté contre le gouvernement de Petkov, entraînant l'annonce de nouvelles élections en octobre 2022 (PolitPro, s. d.).

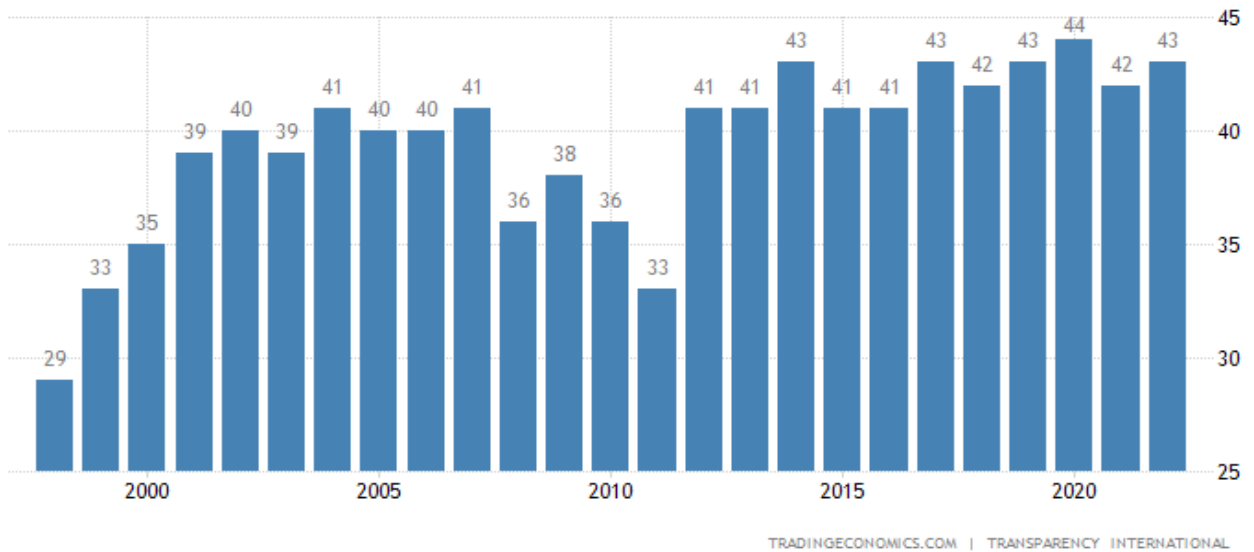
En octobre 2022, les élections ont été gagnées par GERB qui a regagné des sièges avec 67 sièges. PP est arrivé deuxième avec 53 sièges. Deux partis nationalistes pro-russes, Renaissance avec 27 sièges et Réveil bulgare avec 12 sièges, ont réussi à entrer au Parlement pour la première fois. Comme lors des élections précédentes, aucune majorité n'a été obtenue et les tentatives de former une coalition ont échoué, conduisant à de nouvelles élections en avril 2023, soit la cinquième élection en deux ans (PolitPro, s. d.).

En avril 2023, GERB a de nouveau remporté des sièges, avec 69 au total. PP, en coalition avec DB, est arrivé deuxième avec 64 sièges, tandis que le parti pro-russe Renaissance a obtenu un record de 37 sièges. Le BSP a chuté à 23 sièges et ITN a remonté avec 11 sièges. DPS a remporté 36 sièges. Malgré les difficultés du début de former un gouvernement, PP et GERB ont finalement convenu de former un gouvernement de rotation, où chaque parti désignerait un Premier ministre pendant une période de neuf mois (PolitPro, s. d.) (POLITICO 2022).

Le gouvernement en place a été une coalition entre GERB et le parti des patriotes unis, détenant ensemble 132 sièges. Les partis du bloc du trio ont catégoriquement refusé d'entrer en coalition avec GERB. Le président Radev a donné initialement le premier mandat à GERB pour former un gouvernement, qui n'a pas réussi. Le deuxième mandat de former un gouvernement a été donné à ITN, qui a aussi échoué. Finalement, le mandat a été donné au BSP, qui a aussi échoué, puisqu'aucun des partis du changement ne voulait entrer en coalition avec le BSP, aussi accusé de corruption.

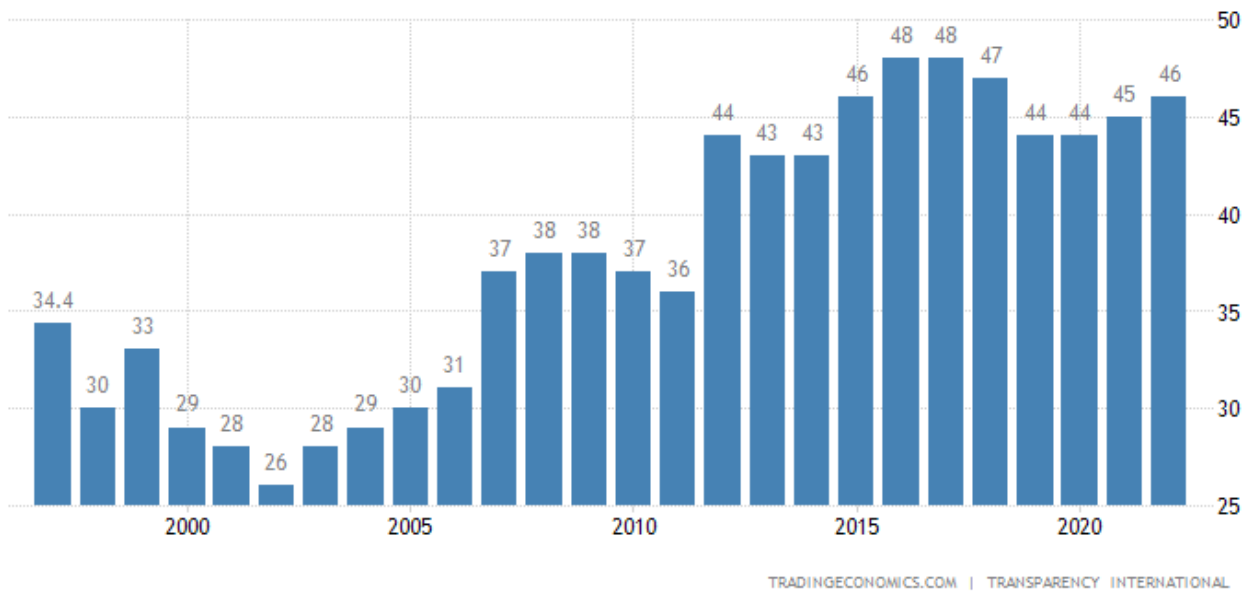
Cela a conduit à la nomination de Stefan Yanev pour diriger un gouvernement provisoire le temps d'organiser des nouvelles élections en juillet 2021.

**Tableau 12 : IPC Bulgarie**



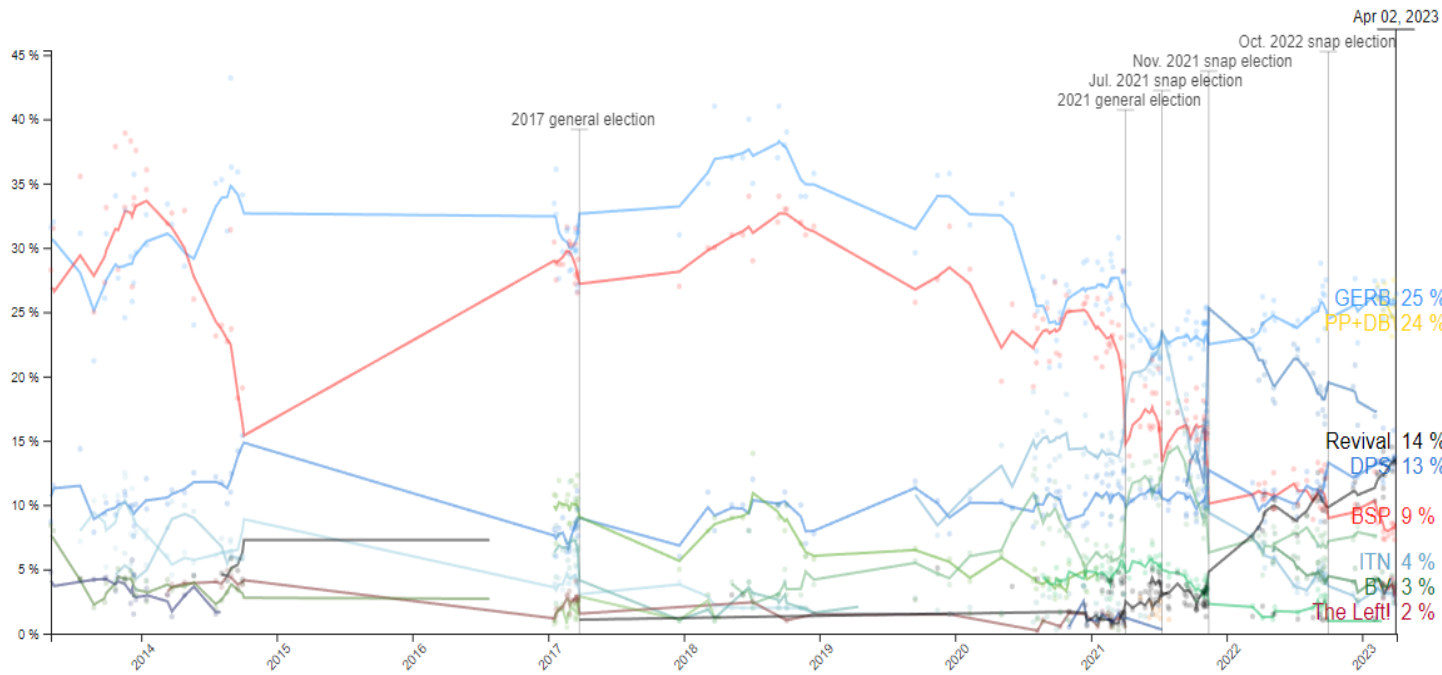
(Trading Economics 2023a)

**Tableau 13 : IPC Roumanie**



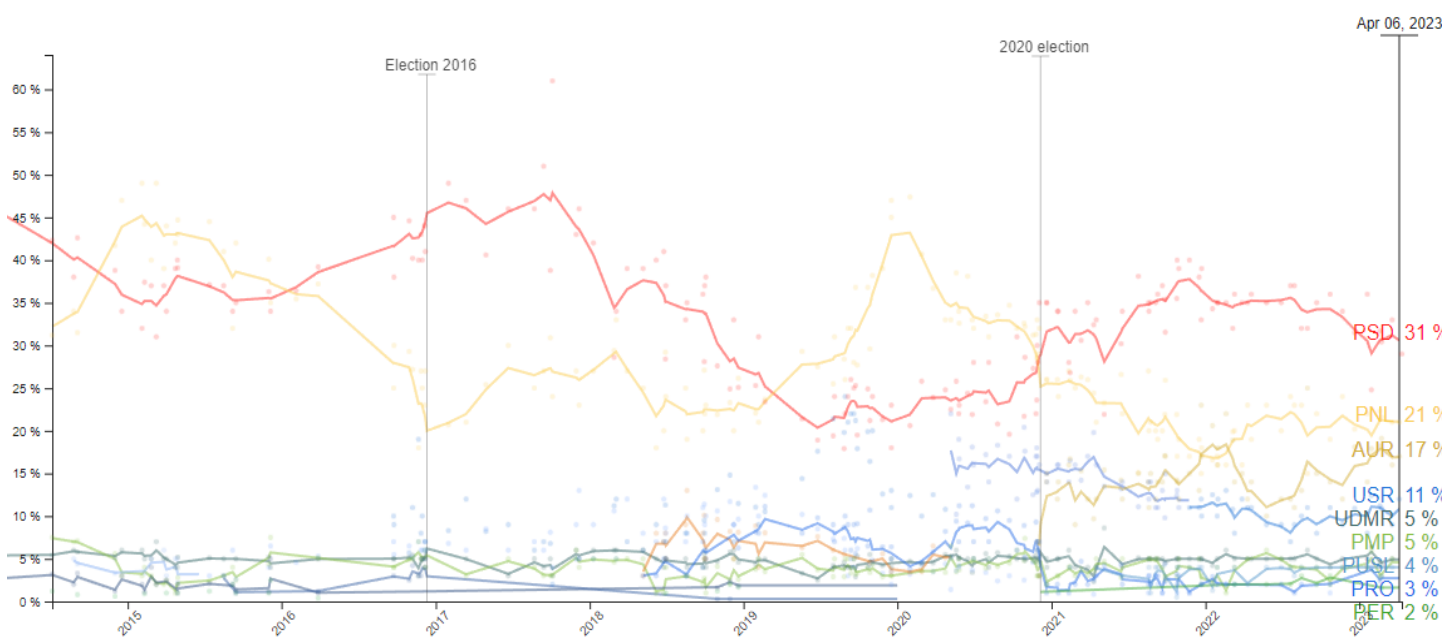
(Trading Economics 2023b)

**Graphique 14 : Partis politiques bulgares**



(Politico 2022)

**Graphique 15 : Partis politiques roumains**



(Politico, s.d.)